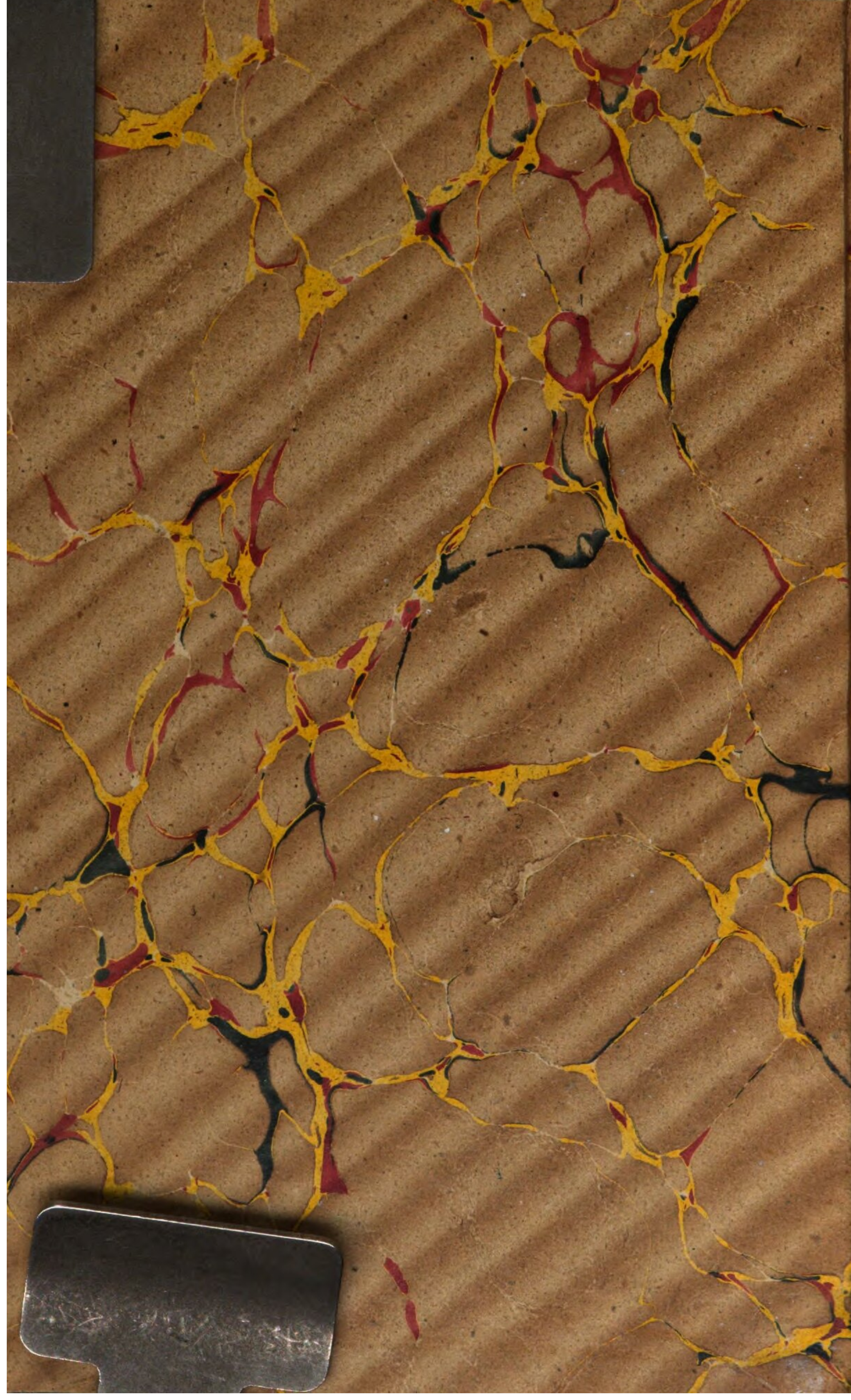




81.

81504





A 54

1/25



<36625108330018

<36625108330018

Bayer. Staatsbibliothek

Handwritten text, likely bleed-through from the reverse side of the page.

Handwritten signature or name, possibly "P. ...", followed by a horizontal line.

GUIDE
TO THE
MUSEUM

Faint, illegible text, possibly a date or location.

*A. Bonin (Paris)
voyes) Juvénis c. flectu
de l'autours*

Richard

GUIDE

DE

L'ASSOCIATION

A L'USAGE DU JEUNE OUVRIER

79/94/40890

Handwritten text, likely bleed-through from the reverse side of the page. The text is written in a cursive script and is mostly illegible due to fading and ink bleed-through.

GUIDE

IMPRIMERIE L. TOINON ET C^o, A SAINT-GERMAIN.

A L'USAGE DU TRAVAIL

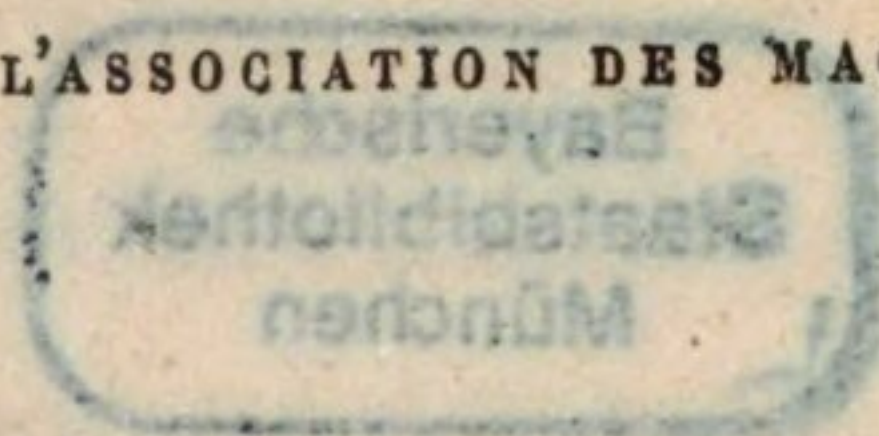
GUIDE
DE
L'ASSOCIATION

A L'USAGE DU JEUNE OUVRIER

PAR

COHADON

GÉRANT DE L'ASSOCIATION DES MAÇONS



PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES SOCIALES
NOIROT ET C^{ie}, ÉDITEURS

RUE DES SAINTS-PÈRES, 13

—
1868

Ed. P. L. (1868)

GUIDE

L'ASSOCIATION

A L'USAGE DU JEUNE OUVRIER

PAR

CONRAD

Bayerische
Staatsbibliothek
München

PARIS

NOIROT ET C^{ie} ÉDITEURS

15, RUE DES MATHURINS - PARIS

1868

AVERTISSEMENT DE L'AUTEUR

Sachant très-bien que je ne suis pas plus en état de faire un livre, qu'un écrivain de mérite de maçonner une maison, je n'hésite pas à dire que je me sers ici de la plume de mes amis pour écrire ce que je pense.

Le lecteur sera assez généreux, je l'espère, pour chercher au fond de cet écrit les pensées que je désire émettre, sans trop s'arrêter à la forme dont elles sont revêtues.

Une existence déjà longue, passée dans les associations, m'a permis de beaucoup observer, de beaucoup réfléchir. C'est le ré-

sultat de mon expérience que je crois utile de communiquer à mes camarades.

Il y a déjà longtemps que j'aurais commencé à me mettre en rapport avec eux et que je leur aurais soumis ma manière de voir sur les différentes formes d'association, à mesure que l'une ou l'autre préoccupait davantage les esprits; mais j'ai rencontré un obstacle dans la loi sur le timbre.

Il m'a donc fallu attendre, pour éluder la loi sans la violer, et ne pas payer l'amende à laquelle le timbre condamne ceux qui veulent parler en temps opportun, et dire de bonnes choses en peu de mots, il m'a fallu allonger, remplir avec des documents, afin d'atteindre le chiffre de dix feuilles, qui me dispense du timbre. J'arrive trop tard pour certaines choses, je le sais bien; je suis obligé de faire payer mon petit livre

trop cher à mes camarades , qui n'ont guère d'argent de reste , je le sais encore. Mais ce n'est pas ma faute , c'est celle de la loi sur le timbre , qui s'oppose à ce que le peuple s'instruise à bon marché. C'est la preuve qu'à l'époque actuelle , dans notre pays démocratique et de suffrage universel , il faut être riche pour communiquer directement ses idées à ses semblables.

Heureux pays ! Espérons qu'il verra bientôt surgir de son sein un homme d'État qui le sera assez pour comprendre qu'il ne suffit pas à un gouvernement de conseiller à ses industriels de renouveler leur outillage pour que tout marche bien , mais qu'il doit , lui aussi , renouveler le sien ; mettre à la ferraille toutes les vieilles lois et les vieilles chaînes qui arrêtent les producteurs , qui les empêchent de s'entendre et de s'éclairer mutuelle-

ment, et que la liberté est à la science gouvernementale ce que les cours d'eau, la vapeur, l'électricité sont au travail mécanique : la force vive qui met tout en mouvement et sans laquelle tout languit et s'arrête.

GUIDE DE L'ASSOCIATION

A L'USAGE DES JEUNES OUVRIERS

L'existence de chacun de nous est une route à parcourir, dont la première borne abrite un berceau et la dernière une tombe.

Cette route est divisée en étapes. Je prendrai le voyageur après la première, à l'âge de vingt et un ans. Jusque-là il a été conduit, protégé, surveillé, et s'il avait conscience de ses actes, il n'avait ni toute la liberté de les accomplir, ni toute la responsabilité de leurs conséquences. A partir de ce moment au con-

traire, il est légalement libre d'agir, et légalement responsable de ce qu'il fait.

Comme je ne m'occupe pas des riches, mais seulement des enfants du peuple, sans fortune, je suppose que mon jeune homme de vingt et un ans a échappé à la conscription, grâce à un *bon* numéro, car le remplacement n'est pas accessible pour lui, il a un état, ou il termine un long apprentissage dans un métier qui lui promet un bon salaire.

Il est son maître, maître de son temps, de sa personne et de son gain. Quel emploi vait-il faire de tout cela?

S'il est honnête, laborieux et raisonnable, comme je l'espère, il commencera par examiner ce que font et comment se conduisent les anciens de sa partie ; ceux qui ont la meilleure réputation comme capacité et comme conduite, et il se proposera, je n'en doute pas,

de faire plus et mieux qu'eux. Je ne le blâme pas de cette pensée, qui n'est pas de la présomption, mais de l'émulation, et aussi un peu de l'inexpérience. Il s'efforcera donc de faire mieux, et je l'y encourage, mais comme il ne sera pas seul à rechercher le mieux, que la plupart de ses camarades de son âge en feront autant, il verra les difficultés s'agrandir et se multiplier sous ses pas, et il reconnaîtra bientôt que pour réaliser son idéal et ne pas rester en arrière des autres, il doit non-seulement se rendre maître de tous les secrets et de tous les tours de mains de son métier, mais se rendre compte et se rendre maître aussi de toutes les lois scientifiques et de toutes les règles d'art qui régissent sa profession, et permettent d'en perfectionner les produits ou d'en simplifier les procédés de travail. Pour cela il lui faut, en dehors de l'ate-

lier, lire et étudier autant qu'il lui sera possible.

Les jeunes ouvriers qui habitent Paris et les grandes villes ont pour cela des facilités que l'on ne trouve pas partout, du moins avec autant d'abondance. — Je vais essayer de les indiquer.

ASSOCIATION DES BIBLIOTHÈQUES POPULAIRES

A l'âge de vingt et un ans, on est presque toujours garçon, et sauf le cas de parents infirmes, on a peu de charges de famille.

Il est donc facile à un jeune ouvrier de se faire admettre comme sociétaire dans une *bibliothèque populaire*. L'admission coûte un franc, et la cotisation quarante centimes

(40 cent.) par mois. (La moitié seulement pour les dames.)

A la bibliothèque, il peut se procurer tous les ouvrages nécessaires pour compléter l'instruction première, commencer celle du citoyen, former son esprit, élargir ses idées, s'initier à l'histoire de son métier, à son passé, à ses progrès, et acquérir le goût d'études plus profondes qui conduisent à de nouvelles améliorations, dont l'ouvrier, qui travaille de ses mains, qui connaît le fort et le faible des méthodes employées, a plus naturellement l'idée que l'ingénieur, le savant ou l'artiste.

La fréquentation de la bibliothèque populaire mène tout droit, et par une pente irrésistible, à la fréquentation des cours du soir : de calcul, de géométrie, de dessin, de modelage, ou de tout autre dont on a besoin

pour son état ou pour perfectionner son instruction générale.

Le jeune ouvrier qui contractera de bonne heure l'habitude de suivre des cours qui l'instruisent et de lire de bons livres, en retirera une infinité d'avantages. Il fera de bonnes connaissances en se liant, dans ces lieux de réunion, avec des ouvriers studieux et rangés comme lui. En outre des satisfactions et même des profits qu'il retirera d'un savoir plus étendu, il aura l'estime de lui-même et celle des autres, et comme, en employant ainsi le temps de ses loisirs, il ne dépensera presque rien, il lui sera possible de faire, sans privations trop rigoureuses, des économies qu'il placera, en attendant qu'il en fasse l'emploi par lui-même, dans une société de crédit populaire, telle que la société le *Crédit au travail* (pour laquelle j'incline,

attendu que j'ai eu l'honneur de concourir à sa fondation, et que je suis membre de son conseil de contrôle), ou, ce qui serait mieux encore, dans une société de *Crédit mutuel*, dont l'ouvrier, duquel je m'occupe, ferait partie.

Pour mieux me faire comprendre, et pour faciliter la création de ces deux institutions où elles n'existent pas, je donne les statuts de la bibliothèque populaire du cinquième arrondissement de Paris, ceux de la société le *Crédit au travail* et plusieurs modèles à l'usage des sociétés de *Crédit mutuel*.

BIBLIOTHÈQUE DU CINQUIÈME ARRONDISSEMENT

STATUTS

Dispositions générales.

ART. 1^{er}. — Une bibliothèque populaire est instituée dans le ressort du cinquième arrondissement de Paris, département de la Seine, sous la dénomination de : *Bibliothèque des amis de l'instruction*.

ART. 2. — Son siège est établi à Paris, rue Blainville, 9.

ART. 3. — Cette bibliothèque est fondée par association.

ART. 4. — L'association a pour but de procurer à ses adhérents tous les livres né-

cessaires à leur instruction ou à leur délassement.

ART. 5. — La durée de l'association est illimitée, ainsi que le nombre de ses membres.

ART. 6. — Il suffit, pour devenir sociétaire, d'être âgé de quinze ans, d'avoir une résidence connue, de se faire inscrire à la bibliothèque, de payer le droit d'admission, et de s'engager au paiement de la cotisation mensuelle.

ART. 7. — Le droit d'admission est fixé à 1 fr. pour les hommes, et 50 cent. pour les dames.

La cotisation mensuelle est fixée à 40 c. pour les hommes, à 20 c. pour les dames.

ART. 8. — Les sociétaires âgés de 15 à 18 ans devront être présentés par leurs parents, ou avec l'autorisation de ceux-ci, ou par un sociétaire majeur.

ART. 9. — La cotisation doit être payée régulièrement. Quiconque restera trois mois sans payer, sera avisé par les soins du Conseil d'administration. Après trois avertissements restés sans réponse, ce sociétaire ne pourra plus demander de livres sans se faire inscrire à nouveau.

ART. 10. — Chaque personne inscrite reçoit un livret sur lequel est émargé le paiement du droit d'inscription et des cotisations mensuelles.

ART. 11. — Tous les livres sont revêtus du timbre de la bibliothèque.

ART. 12. — Les livres étant la propriété exclusive de l'ensemble des lecteurs, nul ne pourrait détourner un volume au préjudice de la bibliothèque sans commettre un abus de confiance prévu par les lois pénales.

Les recettes sont encaissées par le trésor-

rier, qui les porte à son livre de caisse et au compte personnel de chacune des personnes inscrites.

ART. 13. — La bibliothécaire, autorisé par le trésorier, peut au besoin faire les recettes, qu'il porte dans un livre-journal, pour en rendre compte au trésorier.

ART. 14. — L'avoir de l'association se compose :

- 1° Des droits d'admission ;
- 2° De la cotisation mensuelle de chaque sociétaire ;
- 3° Des dons volontaires faits à l'association ;
- 4° Des livres qui forment la bibliothèque.

ART. 15. — Les recettes ne sont consacrées qu'à l'ameublement du local de la bibliothèque, au chauffage et à l'éclairage, aux frais d'impression et de correspondance, à

l'acquisition et à la reliure des livres, et à la rémunération des services du bibliothécaire.

ART. 16. — Les droits d'admission et les cotisations mensuelles sont considérés comme des dons individuels ; ils ne peuvent donner droit à aucune réclamation, soit d'intérêt, soit de capital, sous quelque prétexte et à quelque titre que ce soit, de la part des sociétaires démissionnaires ou exclus, non plus que de la part de leurs héritiers ou ayant droit.

ART. 17. — L'exclusion d'un sociétaire ne peut être prononcée que par le Conseil d'administration.

De l'administration de la bibliothèque.

ART. 18. — La bibliothèque est adminis-

trée par un Conseil composé de vingt membres.

Le maire de l'arrondissement est, de droit, président honoraire de l'association.

Le président est nommé par le ministre de l'intérieur ¹.

ART. 19. — Les membres du Conseil d'administration sont nommés par le président, qui se consulte à cet égard avec le président honoraire. Les choix doivent être agréés par l'autorité supérieure.

Le Conseil choisit et nomme son bureau.

ART. 20. — Tous les membres du Con-

1. La nomination du président d'une association populaire par le ministre ou par le préfet est une anomalie que le régime politique régnant peut seul exécuter sans l'expliquer. Il a fallu subir cette condition sous peine de n'être pas, mais il n'y a pas besoin de chercher ailleurs la cause du peu de développement des bibliothèques populaires. Espérons, sans trop y compter, que la nouvelle loi sur le droit de réunion rendra à l'initiative individuelle toute son indépendance d'action.

seil sont pris parmi les sociétaires âgés d'au moins 21 ans.

ART. 21. — Le bibliothécaire est nommé par le Conseil, qui fixe les émoluments à lui allouer; il n'a que voix consultative dans les délibérations du Conseil.

ART. 22. — Toutes les fonctions autres que celles de bibliothécaire sont essentiellement gratuites.

ART. 23. — Le président surveille et assure l'exécution des statuts et règlement; il prend toutes les mesures provisoires pour les cas non prévus, sauf à en référer au Conseil d'administration; il préside le Conseil et les assemblées générales, dont il règle la police; il signe tous les actes, arrêtés ou délibérations; il adresse chaque année, à l'autorité compétente, une copie certifiée par lui du compte rendu des opérations de l'association;

il représente l'association près des autorités ; enfin il convoque les sociétaires pour toutes les réunions.

ART. 24. — Les vice-présidents remplacent au besoin le président en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier.

ART. 25. — Le secrétaire est chargé de la rédaction des procès-verbaux, de la correspondance, de la conservation des archives. Il fait tous les ans, aux assemblées générales, un rapport sur la situation morale et matérielle de l'association.

En cas d'absence ou d'empêchement, le secrétaire est remplacé par les secrétaires adjoints.

ART. 26. — Le trésorier encaisse les recettes et, à la fin de chaque mois, paye les dépenses de l'association sur mandats visés par le président ; il inscrit régulièrement les

recettes et les dépenses sur un registre , et soumet le relevé de ses comptes tous les mois au Conseil. Il présente aux assemblées générales le compte rendu de la situation financière de l'association et prépare l'état de cette situation qui doit être remis annuellement à l'autorité administrative.

ART. 27. — Le comptable délivre aux sociétaires les livrets sur lesquels sont constatés le paiement des cotisations et le prêt des livres ; il est chargé de la tenue des comptes des sociétaires.

ART. 28. — Le Conseil d'administration ou le Comité délégué examine les livres qui composeront la bibliothèque et dont le catalogue doit être mis chaque année à la disposition du Préfet de police. Il statue sur les admissions contestées et l'exclusion des membres de l'association ; il nomme dans son sein des

commissions chargées de travaux ou d'études particulières relatives à l'association ; en un mot, il organise et administre la bibliothèque et l'association et dispose de leurs ressources.

ART. 29. — Les autres membres du conseil sont spécialement chargés d'aider le bibliothécaire dans la délivrance des livres, dont ils doivent surveiller la rentrée ; ils devront veiller à l'exécution des règlements relatifs à la police intérieure de la bibliothèque.

Des assemblées générales.

ART. 30. — L'association se réunit tous les ans en assemblée générale, au jour fixé par le président, d'accord avec le président honoraire.

Un compte rendu détaillé de la situation

tant morale que financière est présenté à ces assemblées.

ART. 31. — Le compte des recettes et dépenses de l'association est présenté tous les ans à une commission composée des dix sociétaires les plus anciens, et dont la composition est soumise à l'approbation de l'autorité supérieure.

ART. 32. — Le président peut, d'office, convoquer l'association en assemblée générale, en dehors des assemblées annuelles, après en avoir conféré avec le président honoraire.

ART. 33. — Des registres spéciaux sont consacrés aux procès-verbaux des assemblées générales et aux réunions du Conseil d'administration.

ART. 34. — Toutes les décisions du Conseil sont prises à la majorité des membres présents.

ART. 35. — Le Conseil peut délibérer valablement s'il réunit la moitié de ses membres. En cas de partage la voix du président est prépondérante.

De la dissolution de l'association.

ART. 36. — La dissolution de l'association ne pourra être prononcée qu'en assemblée générale et à la majorité des trois quarts des sociétaires.

ART. 37. — En cas de dissolution, les livres et tout l'avoir de la bibliothèque seront confiés aux soins du Conseil d'administration. Si, au bout de trois mois, l'association ne s'est pas reconstituée, le Conseil devra remettre les livres et tout l'avoir de l'association à la bibliothèque dont le caractère, le but et l'organisation la rapprocheront le plus de la

bibliothèque populaire des amis de l'instruction du 5^e arrondissement de Paris.

RÈGLEMENT DE LA BIBLIOTHÈQUE.

ART. 1^{er}. — La bibliothèque est installée dans un local particulier loué spécialement à cet effet.

ART. 2. — Elle est ouverte aux sociétaires, savoir : dans la semaine, tous les jours de sept heures et demie à dix heures du soir, les dimanches et les jours de fête de onze à une heure de l'après-midi.

Elle est fermée les jours de fêtes publiques et de solennités nationales, et spécialement les 1^{er} et 2 janvier, le Mardi-Gras, le dimanche et le lundi de Pâques, les jours de

l'Ascension, de la Pentecôte, de l'Assomption, de la Toussaint et de Noël.

Mode d'admission des sociétaires.

ART. 3. — Les ouvrages difficilement transportables ou qui sont de lecture habituelle, comme les dictionnaires, etc., devront être lus ou consultés à la bibliothèque.

ART. 4. — Les demandes d'admission dans les conditions prévues par l'art. 6 des statuts, sont reçues au siège de la bibliothèque par le bibliothécaire, et examinées par deux membres du Comité.

Un adhérent qui demande son admission n'est pas tenu de se présenter en personne ; il peut se faire présenter par un autre sociétaire ou adresser sa demande par lettre signée et affranchie.

ART. 5. — Les deux délégués du Comité statuent, séance tenante, sur l'admission, l'ajournement ou le rejet de chaque demande; néanmoins, tout postulant dont la demande a été ajournée ou rejetée peut en appeler au Conseil d'administration, qui prononcera définitivement, après avoir pris connaissance des motifs du refus ou de l'ajournement qui lui sont présentés par l'administrateur de service.

ART. 6. — En cas d'admission, les nouveaux sociétaires sont immédiatement inscrits sur les registres de la Société.

Cette inscription comprend sous un numéro d'ordre les nom, prénoms, professions et domicile du nouveau sociétaire; elle mentionne son âge, ainsi que les noms et les qualités des personnes sous le patronage desquels il se présente dans le cas prévu par l'art. 8 des

statuts; elle est reproduite avec tous ces détails sur un livret spécial qui est remis au sociétaire, qui peut emprunter des livres dès qu'il a acquitté les droits d'admission et la première cotisation mensuelle, ainsi que le prix du livret, fixé à 15 centimes.

ART. 7. — Ces diverses sommes, ainsi que les paiements successifs de la cotisation mensuelle, sont mentionnés sur les livrets individuels.

Le bibliothécaire rend compte tous les quinze jours, au trésorier, de toutes les sommes reçues par lui.

ART. 8. — L'administrateur de service et le secrétaire surveillant se partageront, entre eux et le bibliothécaire, le service de la bibliothèque, les perceptions et le contrôle.

De la conservation et du prêt des livres.

ART. 9. — Le service de la conservation et du prêt des livres est placé sous la direction et la responsabilité du bibliothécaire, assisté par un membre du Conseil d'administration et par un sociétaire désignés, à tour de rôle, par le président ou le vice-président délégué, pour assister, pendant un temps déterminé, le bibliothécaire dans ses fonctions.

ART. 10. — Tous les livres acceptés en dons ou acquis avec les ressources de la Société, sont immédiatement marqués du timbre de la bibliothèque et inscrits sur les registres désignés à cet effet, puis portés au catalogue matricule. Toutefois, ils ne sont donnés en lecture qu'après l'examen du Conseil d'administration.

ART. 11. — Le catalogue est divisé en plusieurs séries, affectées chacune à une catégorie particulière d'ouvrages et distinguée par les différentes lettres de l'alphabet.

La lettre indicative de la série et le numéro d'inscription au catalogue sont reproduits sur le dos des volumes.

ART. 12. — Toutes les fois que le Conseil le juge nécessaire et que les ressources le permettent, le catalogue est imprimé, et des exemplaires en sont délivrés, au prix de revient, à tous sociétaires ou personnes étrangères qui en font la demande.

ART. 13. — Les sociétaires peuvent toujours consulter le catalogue matricule affecté au service journalier de la bibliothèque. Ils ne doivent pas toucher aux rayons.

ART. 14 — Il est préparé tous les ans, par les soins du bibliothécaire, une copie du

catalogue matricule destinée à être remise à l'autorité, ainsi qu'il est dit art. 27 des Statuts.

ART. 15. — Indépendamment du catalogue matricule, un registre permanent est ouvert à la bibliothèque, pour recevoir les demandes d'ouvrages que les sociétaires désireraient lire et que l'association ne posséderait pas.

Ce registre est soumis au président, qui, après avoir pris l'avis du Conseil d'administration, décide s'il y a lieu ou non d'acquérir les ouvrages demandés.

Ces acquisitions ne peuvent être faites qu'au comptant et avec les ressources disponibles de la Société.

ART. 16. — Le président et deux délégués du Comité se forment en commission quand ils le jugent convenable, pour ré-

soudre provisoirement toutes les difficultés qui peuvent se produire à l'occasion du service.

ART. 17. — La sortie et la rentrée des livres sont inscrites, à leur date, sur le registre de la bibliothèque et le livret des sociétaires, avec l'indication de la lettre de la série et le numéro d'ordre de chaque volume.

ART. 18. — Chaque sociétaire ne peut emprunter qu'un volume à la fois.

ART. 19. — La durée du prêt ne peut excéder 20 jours; on ne peut renouveler le prêt si dans les 20 jours le livre prêté a été demandé par un autre sociétaire.

Tout sociétaire qui, après deux avis, n'aura pas rapporté le livre qui lui avait été confié, sera rayé du registre matricule de la Société et obligé de se faire inscrire à

nouveau, s'il désire profiter des avantages de la bibliothèque.

Aucun livre ne pourra lui être prêté avant la rentrée de celui qui lui a été remis ou le remboursement de la valeur de ce livre, en cas de perte.

ART. 20. — L'emprunteur est responsable du livre qui lui a été prêté ; en cas de perte, il en doit la valeur à la Société.

ART. 21. — Lors de la rentrée d'un livre, l'un des trois délégués désignés à l'art. 9 en vérifie l'état, et, dans le cas où le volume serait endommagé, il consigne ses observations sur le livret de l'emprunteur, qui ne peut plus en recevoir un autre avant d'avoir remboursé la valeur ou payé les frais de réparation du volume endommagé.

A cet égard un rapport est toujours fait

au Conseil, qui reçoit et apprécie les réclamations de l'emprunteur.

ART. 22. — Toute personne porteur du livret d'un sociétaire peut, comme mandataire du titulaire, venir emprunter ou rapporter un livre.

Dans ce cas, le titulaire du livret est toujours responsable du livre prêté.

ART. 23. — Le bibliothécaire est tenu de refuser le prêt d'un livre à tout sociétaire qui devrait plus de trois mois de cotisation.

ART. 24. — Les sociétaires sont tenus de se conformer aux décisions prises par les délégués du service de la bibliothèque, sauf à en référer au Conseil d'administration, s'ils se croient lésés dans leurs droits.

Dans l'intérêt du prompt service de la distribution et du prêt des livres, les sociétaires emprunteurs ne pourront séjourner que

le moins de temps possible dans le local de la bibliothèque. Les sociétaires qui désireraient consulter les ouvrages, dont la sortie hors de la bibliothèque est interdite, sont tenus de se conformer aux mesures que le bibliothécaire croira devoir prendre dans l'intérêt du service et de la conservation des livres.

Gestion financière.

ART. 25. — Aucune dépense, quel qu'en soit l'objet, ne peut être faite sans l'autorisation du président de l'association ou du vice-président délégué par lui.

ART. 26. — Le trésorier établit, tous les trois mois, un aperçu de la situation financière.

Le bibliothécaire établit, de son côté, un état du mouvement des adhérents, du nom-

bre de volumes dont s'est augmentée la bibliothèque, soit par dons, soit par acquisition, ainsi que du mouvement du prêt des livres.

ART. 27. — Ces aperçu et état sont soumis au Conseil, qui les vérifie et statue sur les opérations effectuées pendant le trimestre.

ART. 28. — L'état financier, l'état des adhérents et celui des livres acquis ou donnés, ainsi que le mouvement de prêt des livres, visés et approuvés par le président ou l'un des vice-présidents délégué, resteront affichés, d'un exercice à l'autre, dans le local de la bibliothèque. Chaque sociétaire en pourra prendre copie, à la condition toutefois de ne pas déranger le service de la bibliothèque.

Convocations.

ART. 29. — Les lettres de convocation pour les réunions du Conseil d'administration, aussi bien que pour les assemblées générales, indiqueront toujours l'ordre du jour des délibérations ou comptes rendus qui devront être présentés.

Les convocations devront être faites, autant que possible, huit jours avant la réunion.

ART. 30. — Tout sociétaire qui désire soumettre une proposition au Conseil d'administration, doit l'adresser au président, par une lettre signée.

Le Conseil délibère, dans sa plus prochaine séance, sur toutes les propositions qui lui ont été soumises. Il fait connaître le résultat de la délibération au dépositaire.

ART. 31. — Aucune proposition ne peut être faite à l'assemblée générale, sans avoir, au préalable, été soumise à l'examen du Conseil d'administration, seul juge de l'opportunité.

Le Conseil fixe l'ordre du jour des assemblées générales.

ART. 32. — L'assemblée générale peut apporter au règlement toutes additions ou modifications que l'expérience ferait reconnaître comme utiles dans l'intérêt du service et du développement de la bibliothèque.

ART. 33. — Tous les sociétaires sont tenus de se conformer aux prescriptions du règlement et des Statuts, sous peine d'exclusion de la Société.

L'instruction que les jeunes ouvrières acquerront dans les bibliothèques et en suivant les cours devant leur permettre de gagner davantage et de faire des économies ; celles-ci doivent être confiées à des associations ouvrières ou fonctionnant dans l'intérêt des ouvriers. Ces associations sont organisées, comme on va le voir en consultant leurs statuts.

MODÈLE DU LIVRE DES ABONNÉS

[illegible]

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AU TRAVAIL

STATUTS

TITRE PREMIER

ART. 1^{er}. — Il est formé, par ces présentes, une Société en nom collectif à l'égard de M. Jean-Pierre Beluze, demeurant à Paris, rue Baillet, n^o 3, et en commandite simple à l'égard de ceux qui ont adhéré ou adhéreront aux présents Statuts.

Il n'y aura pas d'actions et le capital ne sera pas divisé en parts égales.

L'article 1861 du Code civil est applicable aux Associés; cet article est ainsi conçu :

« Chaque Associé peut, sans le consente-

» ment de ses Coassociés, s'associer une
» tierce personne relativement à la part qu'il
» a dans la Société; il ne peut pas, sans ce
» consentement, l'associer à la Société, lors
» même qu'il en aurait l'administration. »

ART. 2. — La Société prend la dénomination de CRÉDIT AU TRAVAIL.

ART. 3. — La raison sociale est J.-P. BELUZE ET CIE.

ART. 4. — La durée de la Société sera de cinquante années, à dater de ce jour.

ART. 5. — Le siège social est à Paris, rue Magnan, n° 20.

Il pourra être transporté dans un autre local par le Gérant après avoir pris l'avis du Conseil de gérance et de la Commission de contrôle.

ART. 6. — La Société a pour but de créer les Associations actuellement existantes;

d'aider à la formation de nouvelles Associations de production, de consommation ou de crédit; d'aider au développement des principes de solidarité et de mutualité, afin de rendre le crédit accessible aux travailleurs fonctionnant dans toutes les branches de l'activité humaine : Agriculture, Industrie, Commerce, Enseignement, Sciences et Arts; lesquels travailleurs se cautionneront mutuellement, soit en s'associant, soit en se solidarisant les uns avec les autres.

TITRE II.

Opérations de la Société.

ART. 7. — Les opérations de la Société consistent :

1° A créditer les Associations généralement quelconques, soit en leur fournissant des

fonds à titre de participation , soit en recevant à l'escompte les valeurs commerciales créées ou endossées par elles , soit en leur ouvrant un crédit sur garanties convenables ;

2° A assurer à ses propres membres un crédit au moins égal pour chacun à son capital versé dans la commandite , et pouvant dépasser ce chiffre par la garantie solidaire de plusieurs membres ou de tiers ;

3° A accorder ce même crédit à des tiers se cautionnant solidairement pour le remboursement des emprunts par eux souscrits ;

4° A faire pour le compte des Associés et de tiers , sur Paris , la province et l'étranger , tous recouvrements , paiements , commissions et placements de fonds ; gérer et administrer pour le compte de ses membres , de tiers , de sociétés , associations ou compagnies , tous capitaux , valeurs et propriétés

mobilières ou immobilières ; faire par ministère d'agents de change tous achats et ventes de valeurs françaises et étrangères, et généralement toutes opérations de banque ;

Mais la Société , ayant pour mission spéciale de créditer le travail , s'interdit rigoureusement toutes opérations de Bourse ;

5° A recevoir en comptes courants aux conditions qui seront déterminées par les règlements toutes les sommes qui lui seront confiées ;

6° A recevoir en dépôts tous titres et valeurs mobilières , opérer l'encaissement des revenus aux conditions qui seront déterminées par les règlements.

ART. 8. — Toute Association qui remplira les conditions indiquées au titre troisième ci-après pourra obtenir un crédit dont la quotité , le mode et les conditions seront arrêtés

par le Directeur-Gérant, de concert avec l'administration de l'Association.

ART. 9. — Le crédit à ouvrir à chaque Association sera déterminé par le nombre des Associés et les chances apparentes de leur entreprise.

Il devra toujours être couvert par des valeurs à ordre, ou garanti par une hypothèque sur les immeubles, ou une délégation privilégiée sur le matériel, les marchandises ou les créances de l'Association.

ART. 10. — La Société escompte les valeurs créées ou endossées soit par des groupes de travailleurs solidarisés, soit par les Associations qui auront un crédit ouvert et qui seront intéressées dans la Société.

Elle accepte à l'escompte les valeurs des membres de la Société aux conditions qui seront déterminées par les règlements.

ART. 11. — La Société recevra en comptes courants toutes les sommes qui lui seront confiées soit par ses Coassociés, soit par des tiers.

Elle payera pour ces sommes un intérêt qui sera déterminé par un règlement spécial.

TITRE III.

Conditions générales de crédit aux Associations.

ART. 12. — Toute Association déjà fondée ou à fonder devra, pour obtenir l'ouverture d'un crédit, être constituée régulièrement, conformément aux lois; observer dans son acte de Société les principes généraux déterminés par l'article 13 ci-après et qui seront communs à toutes les Associations ayant pour

objet l'exploitation d'un travail ou d'un commerce quelconque.

ART. 13. — Les principes généraux que les Associations devront observer dans leur acte de Société pour obtenir l'ouverture d'un crédit sont les suivants :

Avoir : 1^o Un ou plusieurs Gérants ou Administrateurs;

Un Conseil de surveillance;

Une comptabilité régulière et constamment à jour;

Un fonds de réserve alimenté par un prélèvement sur les bénéfices;

Un capital social fourni ou à fournir par chacun de ses membres en espèces, en marchandises ou en travail;

2^o Adopter le principe de publicité pour toutes leurs opérations sociales, à l'instar de la Banque de France;

3^o S'engager à remettre, tous les mois, à la Société du CRÉDIT AU TRAVAIL, un état de situation.

ART. 14. — La Société pourra faire avec les Associations toutes entreprises en participation, pourvu toutefois que la durée de chaque opération ne soit pas de plus d'une année.

Néanmoins, l'Assemblée générale pourra dans certains cas autoriser le Gérant à traiter pour des entreprises exigeant un plus long terme.

TITRE IV.

Fonds social. — Souscription. — Versement.

ART. 15. — Le capital social est, quant à présent, fixé à la somme de 20,120 fr., ¹

1. Ce chiffre est celui des souscriptions recueillies à l'époque de la fondation de la Société, en 1863. Depuis lors le capital s'est accru, il s'élève à 318,460 fr. au 1^{er} janvier 1868.

fournie par ses membres fondateurs, au nombre de cent soixante-douze.

La commandite restant toujours ouverte, le capital social pourra s'augmenter indéfiniment par de nouvelles souscriptions et par l'admission de nouveaux Associés, au fur et à mesure du développement des opérations de la Société.

ART. 16. — Le chiffre des souscriptions est indéterminé, mais il ne pourra être moindre de 100 fr.

ART. 17. — Les souscriptions s'effectueront par l'inscription sur un registre des noms, qualités et domicile du souscripteur, du montant de la souscription et du versement effectué.

Il en sera délivré un reçu par le Directeur-Gérant; ce reçu du Gérant, toujours nominatif, portera expressément qu'il est pu-

rement provisoire et qu'il ne confère ni le titre d'Associé, ni aucune espèce de droit social.

Lorsque le souscripteur aura été reçu par l'Assemblée générale, conformément à l'article 57 des Statuts, il lui sera remis un titre définitif en échange de son reçu provisoire, sans préjudice des dispositions du troisième paragraphe de l'article 41.

Chaque commanditaire aura un titre nominatif indiquant la somme par lui versée dans la Société et la date de son admission comme Associé par l'Assemblée générale.

Aucun commanditaire ne pourra avoir dans la Société plusieurs titres en son nom.

Tout l'intérêt commanditaire du même Associé sera réuni dans un seul et même titre. Ce titre ne sera, dans aucun cas,

transmissible par voie d'endossement. Il ne pourra jamais être au porteur.

ART. 18. — Tout souscripteur devra le total de sa souscription, mais il aura la faculté de se libérer immédiatement ou de fixer lui-même le mode de versement qu'il entend s'imposer et les époques auxquelles il voudra les effectuer.

Pour les versements qui se feront par fractions moindres de 100 francs, il sera payé un intérêt de 5 pour cent par an, sans participation aux dividendes. Cet intérêt ne sera dû que sur les sommes de 20 francs au moins et les multiples exacts de 20 francs, l'appoint étant négligé.

Dès que les versements auront atteint le chiffre de 20 francs, ils porteront intérêt à partir du premier du mois suivant.

La participation aux dividendes n'aura

lieu que pour les sommes de 100 francs et au-dessus. Cette participation sera proportionnelle à la somme versée et au nombre de mois entiers écoulés depuis le versement.

Chaque versement de 100 francs donne droit à une part de dividende proportionnelle au nombre de mois entiers écoulés entre sa date et celle de l'inventaire suivant.

ART. 19. — Toute souscription est faite pour toute la durée de la Société. En conséquence, ni le souscripteur, ni ses héritiers ou ayant droit ne pourront exiger le remboursement des versements effectués avant la dissolution de la Société.

Les héritiers ou ayant droit devront, comme le souscripteur lui-même, le montant non versé de la souscription.

Ils seront assujettis aux mêmes obligations et jouiront des mêmes avantages que les

souscripteurs; mais ils devront, pour toutes leurs relations avec la Société, se faire représenter par l'un d'eux.

La Société aura toujours le droit d'exclure les héritiers en leur remboursant la valeur de la part du défunt au jour de son décès.

Cette part comprendra: le capital, ou, en cas de perte par la Société, ce qui restera du capital versé par le défunt comme mise sociale; les dividendes, s'il y en a, antérieurs au décès; les dividendes, s'il y en a, de l'exercice courant au jour du décès et proportionnellement au temps écoulé, tels, au surplus, que ces dividendes seront réglés à la fin de l'exercice.

La Société devra faire connaître sa résolution aux héritiers de l'Associé dans le délai de six mois, du jour où ils se seront fait connaître.

ART. 20. — L'Associé qui voudra, conformément à la seconde partie de l'article 1861 du Code Napoléon, se substituer un tiers dans la Société, pour tout ou partie de son intérêt, devra préalablement faire agréer son concessionnaire par la Société.

A cet effet, il s'entendra avec le Gérant pour faire présenter le nouvel Associé à l'acceptation de la plus prochaine Assemblée générale.

La substitution du nouvel Associé à l'ancien ne sera effectuée qu'après l'admission par l'Assemblée générale.

Il sera délivré un titre direct par la Société au nouvel Associé, et la mutation sera mentionnée sur les registres.

TITRE V.

Administration.

ART. 21. — La Société est administrée par un Directeur-Gérant qui a seul la signature sociale, dont il ne peut faire usage que pour les affaires de la Société.

ART. 22. — Il est nommé par l'Assemblée générale pour un temps illimité, mais il est toujours révocable.

ART. 23. — Il est tenu de fournir pour sa gestion une garantie déterminée par l'Assemblée générale.

ART. 24. — Il représente la Société dans tous les actes, soit civils, soit judiciaires ou commerciaux; et, pour elle, il traite, transige, compromet, procède en justice en demandant comme en défendant;

Il négocie et signe toutes transactions, tous traités ou marchés, toutes ouvertures de crédit, tous transferts de rente de l'État et autres effets publics, endosse ou acquitte toutes valeurs à ordre, traites sur le Trésor, la Banque de France ou toutes autres caisses publiques ou privées, françaises ou étrangères, retire toutes lettres chargées ou paquets de tous bureaux de poste, chemins de fer, messageries, paye et acquitte toutes sommes dues par la Société, reçoit et poursuit le recouvrement de toutes celles qui lui sont dues ; à ces effets, poursuit l'inscription ou le transport de toutes hypothèques avec ou sans privilèges, consent et signe tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement, donne et reçoit quittance de toutes sommes reçues ou payées ;

Il acquiert, vend, cède, transporte ou

échange tous biens meubles ou immeubles appartenant à la Société, négocie tous emprunts avec ou sans garanties, hypothèques ou privilèges ;

Il passe tous baux au nom et pour le compte de la Société, et les résilie ;

Il signe les reçus mentionnés dans l'article 17 ;

Il signe la correspondance et généralement toutes les pièces qui peuvent engager la responsabilité de la Société, et fait en un mot tous les actes d'administration et de gérance généralement quelconques nécessités par les affaires sociales.

ART. 25. — Le Directeur-Gérant est responsable de la fidèle exécution des présents Statuts.

Il nomme et révoque tous les employés ou agents de la Société, fixe leurs attributions et

leurs traitements, pourvoit à l'organisation et à l'entretien de tous les services, fait, de concert avec le Conseil de gérance et la Commission de contrôle, les règlements intérieurs et veille à leur exécution.

Il propose à la Commission de Contrôle la suspension des Membres du Conseil de gérance et leur remplacement à l'Assemblée générale.

Il établit des correspondants partout où il en reconnaît l'utilité et organise les succursales autorisées par l'Assemblée générale.

ART. 26. — Tous les actes du Directeur-Gérant emportant obligation ou décharge pour la Société sont consignés par ordre de date sur un registre à ce destiné.

Toutes les pièces, comme traités, marchés ou transactions généralement quelconques,

sont conservées et classées aux archives de la Société.

ART. 27. — Tous les mois le Directeur-Gérant fera dresser un compte rendu résumant toutes les opérations de la Société pendant le mois précédent, et prendra les mesures nécessaires pour que ces comptes rendus reçoivent la plus grande publicité possible.

ART. 28. — Tous les six mois, au 30 juin et au 31 décembre, il fait dresser un inventaire exact de l'actif et du passif de la Société.

Les comptes rendus mensuels et les inventaires sont signés par le Directeur-Gérant, qui en affirme la sincérité.

ART. 29. — De concert avec le Président de la Commission de contrôle, il convoque les Assemblées générales ordinaires et extraordinaires, et prépare avec lui les ordres du jour des Assemblées.

Il propose l'admission des nouveaux Associés souscripteurs ou cessionnaires, les retraites consenties et la répartition des dividendes suivant les bénéfices réalisés.

ART. 30. — Il peut, sous sa responsabilité, déléguer une partie de ses pouvoirs ; et si les besoins du service l'exigent, il peut, d'accord avec le Conseil de gérance et la Commission de contrôle, déléguer temporairement tous les pouvoirs qui lui sont confiés.

ART. 31. — Le Directeur-Gérant reçoit un traitement annuel fixé chaque année par l'Assemblée.

TITRE VI.

Conseil de Gérance.

ART. 32. — Le Directeur-Gérant est assisté d'un Conseil de gérance composé de

trois membres associés au moins, et de quinze au plus.

Ils sont nommés par l'Assemblée générale sur la présentation du Gérant, et restent en fonctions pendant trois ans.

Le Conseil de gérance est renouvelé par tiers tous les ans ; pour les deux premières années, les membres sortants seront tirés au sort. Ils sont toujours rééligibles et toujours révocables sur la proposition du Gérant ou de la Commission de contrôle.

ART. 33. — Le Conseil nomme un Vice-Président, un ou plusieurs Secrétaires. Il est présidé par le Directeur-Gérant, et en cas d'absence ou d'empêchement, par le Vice-Président, ou le plus âgé des membres présents. Le Conseil fait ses règlements intérieurs.

Il se réunit sur l'invitation du Directeur-

Gérant toutes les fois que celui-ci le juge nécessaire.

Les procès-verbaux de ses séances sont écrits sur un registre spécial à ce destiné. Ils contiennent le résumé des communications, des discussions et observations qui auront eu lieu ou qui auront été faites, soit par le Gérant, soit par les membres du Conseil.

Ces procès-verbaux sont signés immédiatement après chaque séance par le Président et par tous les membres présents.

ART. 34. — Le Conseil de gérance a pour mission d'éclairer le Directeur-Gérant sur toutes les questions d'administration qui lui sont soumises ; ses membres reçoivent des jetons de présence, dont la valeur est déterminée chaque année par l'Assemblée générale.

ART. 35. — Les délibérations du Conseil

n'impliquent aucune ingérence dans l'administration de la Société pouvant emporter une responsabilité quelconque à l'égard des tiers. Chacun de ses membres n'a que voix consultative et ses délibérations ne valent que comme avis ou conseil au Directeur-Gérant, qui reste libre et agit sous sa seule responsabilité.

TITRE VII.

Commission de contrôle.

ART. 36. — Tout commanditaire a le droit de surveiller par lui-même les opérations de la Société ; toutefois, en raison du nombre des Associés, une Commission de contrôle, composée de six membres au moins, de neuf au plus, élus par l'Assemblée, est chargée

de surveiller tous les actes de l'Administration. Ses membres sont élus pour trois ans et se renouvellent par tiers chaque année. Pour les deux premières années, les membres sortants sont désignés par le sort. Ils sont toujours rééligibles.

ART. 37. — La Commission nomme son Président et son Secrétaire à la majorité des voix.

Le Président convoque et préside les réunions de la Commission, et le secrétaire rédige les procès-verbaux des séances : en l'absence du Président, la Commission est présidée par le plus âgé des membres présents ; en l'absence du Secrétaire, le procès-verbal est rédigé par le plus jeune des membres présents.

ART. 38. — La Commission de contrôle se réunit au siège social toutes les fois qu'elle

est convoquée, mais au moins une fois par mois.

Le Président est tenu de la convoquer sur la demande écrite de deux de ses membres.

Elle ne peut délibérer que lorsque trois au moins de ses membres sont présents.

En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

ART. 39. — La Commission contrôle tous les actes de l'Administration, pourvoit provisoirement au remplacement du Directeur-Gérant et des membres du Conseil de gérance, en cas de décès ou d'empêchement par les titulaires d'en remplir les fonctions ; les suspend provisoirement s'ils compromettaient manifestement les intérêts de la Société, et en réunissant immédiatement l'Assemblée générale ; convoque, de concert avec le Directeur-Gérant, les Assemblées géné-

rales ordinaires, et des Assemblées extraordinaires quand elle le juge convenable; prend connaissance de toutes les pièces relatives à la comptabilité, de la correspondance, des livres, de la caisse, du portefeuille, des traités, marchés, conventions, baux, et toutes pièces et documents généralement quelconques pouvant l'éclairer sur la marche et la situation de la Société.

Elle vérifie les comptes mensuels et les inventaires.

Elle fait tous les six mois un rapport à l'Assemblée générale sur les inventaires, sur l'administration et la situation de la Société.

Elle donne son avis sur l'admission des nouveaux Associés proposés par le Directeur-Gérant, sur les retraites et sur les dividendes à répartir.

Les membres de la Commission de contrôle reçoivent à chaque réunion un jeton de présence, dont la valeur est fixée chaque année par l'Assemblée générale.

TITRE VIII

Conseil judiciaire.

ART. 40. — Il sera formé, par les soins du Directeur-Gérant, un Conseil judiciaire consultatif composé d'hommes compétents qui donneront leur avis, ensemble ou séparément, sur les questions qui leur seront soumises.

TITRE IX.

Assemblée générale.

ART. 41. — L'Assemblée générale se

compose de tous les Associés commanditaires ayant versé cent francs au moins.

Et, par exception, pendant la première année, elle sera composée de tous les Associés fondateurs ayant souscrit cent francs au moins.

Plusieurs Associés, réunissant entre eux un capital de cent francs, pourront se faire représenter à l'Assemblée générale par l'un d'eux porteur de leurs titres, et qui se sera fait connaître au bureau de l'Administration vingt-quatre heures au moins avant la réunion.

ART. 42. — L'Assemblée générale se réunit en Assemblée ordinaire tous les six mois, en février et août, au siège social, ou dans tel local qui sera indiqué lors de la convocation.

Elle est convoquée extraordinairement par le Directeur-Gérant et le Président de la

Commission de contrôle ou par l'un d'eux seulement.

Elle est convoquée par une annonce insérée dans un ou plusieurs journaux qui seront désignés chaque année par la Commission de contrôle et par un avis adressé à chaque Associé ayant droit d'assister à la réunion. L'annonce aura lieu et l'avis sera envoyé dix jours au moins avant celui fixé pour la réunion, et l'un et l'autre contiendront l'ordre du jour.

En cas de non-convocation, l'Assemblée générale se réunirait de plein droit au siège social, le premier dimanche de février et le premier dimanche d'août, à une heure de l'après-midi, et prendrait telle mesure qu'elle aviserait.

ART. 43. — Tout Associé ayant droit d'assister à l'Assemblée générale, conformé-

ment à l'article 41, y sera reçu sur la présentation de son titre.

ART. 44. — Tout Associé ayant droit d'assister à l'Assemblée générale pourra s'y faire représenter par un mandataire.

Nul ne sera admis à représenter un Associé à l'Assemblée générale s'il n'est lui-même Associé et porteur du titre ou d'un pouvoir spécial de son mandant.

ART. 45. — Chaque Associé n'a droit qu'à une seule voix dans les Assemblées générales, quel que soit le chiffre de sa souscription et quel que soit le nombre de souscripteurs par lui représentés.

ART. 46. — L'Assemblée générale se réunit extraordinairement toutes les fois qu'elle est convoquée. Elle ne peut, dans tous les cas, délibérer que sur les questions à l'ordre du jour.

ART. 47. — Le Bureau des Assemblées générales ordinaires ou extraordinaires se compose d'un Président, d'un Secrétaire et de deux scrutateurs. Il est nommé par l'Assemblée à la majorité relative.

Le Président de la Commission de contrôle, et à son défaut le plus âgé des membres de la Commission présents, forme, avec deux membres de l'Assemblée à son choix, un Bureau provisoire. A l'heure indiquée par la convocation, il fait procéder à l'appel nominal et à l'élection du Bureau définitif.

ART. 48. — Les décisions du Bureau de l'Assemblée sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

ART. 49. — L'Assemblée générale, pour se constituer, devra comprendre vingt mem-

bres au moins et représenter un vingtième du capital réalisé.

ART. 50. — Si les conditions mentionnées à l'article 49 ne sont pas remplies au jour indiqué pour une Assemblée ordinaire, elle sera ajournée à quinzaine, et une nouvelle convocation sera faite dans les quarante-huit heures. Cette nouvelle Assemblée se constituera régulièrement, quel que soit le nombre d'Associés présents ou représentés et quel que soit le capital représenté.

ART. 51. — Les délibérations de l'Assemblée sont prises à la majorité des voix, sauf les cas prévus au présent acte. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Les votes ont lieu par main levée, ou, sur la demande de dix membres, par bulletins écrits et signés.

ART. 52. — L'Assemblée générale, régulièrement constituée en Assemblée ordinaire ou extraordinaire, représente l'universalité des Associés. Ses décisions engagent tous les Associés sans exception, présents et absents.

ART. 53. — Elle entend le rapport du Directeur-Gérant, reçoit ses comptes, les approuve ou les rejette ou les accepte sous toutes réserves.

Elle en ordonne au besoin la vérification par experts ou par une commission prise parmi ses membres.

ART. 54. — Elle entend le rapport de la Commission de contrôle sur la situation générale de la Société. Elle autorise la répartition des dividendes pour l'exercice de chaque année.

Elle autorise la création de succursales.

ART. 55. — Elle nomme le Directeur-Gérant, pourvoit à son remplacement en cas de démission, de destitution, de décès ou d'empêchement quelconque de la part du titulaire d'en remplir les fonctions.

Elle fixe son traitement et détermine la garantie qu'il aura à fournir pour sa gestion.

Elle détermine chaque année la valeur des jetons de présence délivrés aux membres du Conseil de gérance et de la Commission de contrôle.

ART. 56. — Elle peut toujours, sur la proposition de la Commission de contrôle, révoquer le Directeur-Gérant; mais, dans ce cas, l'Assemblée, convoquée spécialement à cet effet, devra représenter le tiers du capital social versé.

Le Président de la Commission de con-

trôle est tenu de prévenir le Directeur-Gérant de la demande en révocation et de lui en signifier les motifs par acte extrajudiciaire dix jours au moins avant la réunion de l'Assemblée, devant laquelle le Directeur-Gérant sera appelé à produire personnellement ses moyens de défense.

Lors d'une première réunion, si l'Assemblée ne peut pas se constituer conformément au § 1^{er} du présent article, elle sera convoquée de nouveau en la forme ordinaire, et à cette seconde réunion, qui aura lieu quinze jours après la première, l'Assemblée délibérera valablement, quels que soient le nombre des membres présents et le capital représenté.

ART. 57. — Elle nomme les membres de la Commission de contrôle et les membres du Conseil de gérance.

Elle prononce à la majorité des voix sur les retraites et sur l'admission de nouveaux Associés proposés par le Directeur-Gérant; elle ajourne ou rejette leur admission ou leur retraite.

ART. 58. — Elle délibère sur toutes les questions à l'ordre du jour; entend toutes les propositions collectives ou individuelles qui auront été communiquées par écrit au Directeur-Gérant, ainsi qu'au Président de la Commission de contrôle, dix jours au moins avant la réunion de l'Assemblée générale.

Toutes les fois que l'une ou plusieurs de ces propositions seront prises en considération par l'Assemblée générale, la Commission de contrôle sera tenue de les porter à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée.

TITRE X.

Inventaires. — Comptes rendus mensuels.

ART. 59. — L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Du premier au dix de chaque mois le Directeur — Gérant fait dresser un compte rendu des opérations de la Société pour le mois précédent, en fait remettre une copie au Président de la Commission de contrôle et en tient une copie, au siège social, à la disposition de tous les Associés.

Un inventaire exact de l'actif et du passif de la Société est dressé au 30 juin et au 31 décembre par les soins du Directeur — Gérant, qui le fait imprimer et en adresse un résumé à chaque Associé, en même temps

que les avis de convocation pour l'Assemblée générale.

La Commission de contrôle donne son avis sur les inventaires et les comptes rendus mensuels en les présentant à l'Assemblée générale, qui les approuve ou ordonne leur vérification, conformément à l'article 53.

TITRE XI.

Bénéfices. — Leur répartition.

ART. 60. — Les produits nets, déduction faite de toutes les charges sociales, constituent les bénéfices.

ART. 61. — Après l'inventaire du 30 juin, il pourra être fait, si les bénéfices réalisés pendant le semestre le permettent, une première répartition en à-compte sur le dividende annuel.

ART. 62. — Les bénéfices sont répartis chaque année entre les Associés proportionnellement au capital versé par chacun d'eux, sous réserve de ce qui est dit aux articles 18 et 20.

1^o Il est d'abord fait un prélèvement suffisant pour faire une première répartition représentant l'intérêt du capital versé, à raison de 5 pour cent par an ;

2^o Après ce prélèvement, les bénéfices restants sont répartis comme suit :

50 pour cent répartis entre les Associés, au prorata des sommes versées par chacun d'eux ;

25 pour cent pour former un fonds de réserve sociale ;

25 pour cent à titre de part dans les bénéfices au Gérant, aux employés de l'Administration, et à chacun d'eux proportionnel-

lement à ses appointements , sans toutefois que cette part puisse jamais s'élever au-dessus d'une somme égale à celle des appointements annuels; aux membres du Conseil de gérance et de la Commission de contrôle proportionnellement à la valeur représentée par leurs jetons de présence.

L'excédant qui pourrait rester disponible sur les 25 pour cent attribués au Gérant, aux employés et aux membres du Conseil de gérance et de la Commission de contrôle sera joint au fonds de réserve.

TITRE XII

Fonds de Réserve sociale.

ART. 63. — Le fonds de Réserve sociale se compose des sommes produites par le prélèvement fait sur les bénéfices , et par l'in-

térêt de ces sommes. A la fin de chaque année l'Assemblée générale pourra disposer de tout ou partie de ces fonds, et décidera de leur emploi dans l'ordre suivant :

1^o Pour combler le déficit d'une année et jusqu'à concurrence de la reconstitution du capital versé par les Associés.

2^o En cas d'insuffisance de bénéfices nécessaires pour parfaire l'intérêt du capital versé, conformément au § 1^{er} de l'article 62.

3^o Pour tous autres emplois sur lesquels l'Assemblée générale sera appelée à statuer.

TITRE XIII

Modifications aux Statuts.

ART. 64. — Il ne peut être apporté de modifications aux présents que par une Assemblée générale spécialement convoquée à cet effet.

Elle devra se composer du tiers au moins des Associés ayant droit d'y assister et représenter le quart du capital souscrit. Elle sera convoquée comme les Assemblées ordinaires, et les lettres de convocation contiendront le texte des modifications proposées.

Si les conditions exigées ci-dessus ne se trouvaient pas remplies à une première réunion, l'Assemblée serait de nouveau convoquée à un mois d'intervalle. Cette fois, elle délibérera valablement, quels que soient le nombre des membres présents et le capital représenté.

TITRE XIV

Dissolution. — Liquidation.

ART. 65. — Nul ne peut demander la dissolution de la Société avant le terme fixé

pour sa durée ou hors le cas de la perte de la moitié du capital souscrit.

En ce cas, l'Assemblée devra être convoquée par le Président de la Commission de contrôle pour délibérer sur l'opportunité de la dissolution, qui pourra être prononcée à la majorité des voix.

La dissolution sera de droit en cas de perte des quatre cinquièmes du capital souscrit.

ART. 66. — La liquidation a lieu à la fin de la durée de la Société, ou en cas de dissolution prévue à l'article 65. L'actif social, qui reste disponible après l'acquit de toutes les dettes et de toutes les charges et obligations sociales, est réparti entre tous les Associés proportionnellement à la commandite de chacun d'eux.

La liquidation est faite par trois liquidateurs nommés par l'Assemblée générale, à

qui elle donne les pouvoirs nécessaires et notamment celui de transporter à une autre Société les droits, actions, privilèges et obligations sociales; mais elle conserve, pendant le cours de la liquidation comme pendant le cours de l'exercice de la Société, tous pouvoirs statutaires.

ART. 67. — La durée de la Société peut être prorogée par l'Assemblée générale, spécialement convoquée à cet effet dans les formes déterminées à l'article 42.

TITRE XV

Contestations.

ART. 68. — Toutes contestations qui pourront s'élever soit entre les Associés et la Société, soit entre les Associés entre eux et à raison des affaires sociales, seront jugées par

un tribunal arbitral composé de trois membres, auxquels les parties donnent dès à présent les pouvoirs d'arbitres amiables compositeurs pour juger sans appel.

Les Arbitres seront choisis par les parties et, à défaut de l'une d'elles, dans la huitaine d'une mise en demeure par la partie adverse, ou, en cas de désaccord, par le bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de Paris.

Tout associé, en cas de contestation, devra faire élection de domicile à Paris, et toutes notifications, significations ou assignations lui seront valablement faites au domicile par lui élu, sans avoir égard à la distance du domicile réel.

A défaut d'élection de domicile, cette élection aura lieu de plein droit au parquet de la Seine, où toutes notifications, significations ou assignations lui seront valablement faites.

Le domicile élu, comme il vient d'être dit, entraînera attribution de juridiction aux Tribunaux compétents du département de la Seine.

Publications.

ART. 69. — Pour la publication des présentes partout où besoin sera, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition ou d'un extrait.

Obs. — Les statuts qui précèdent sont ceux de la *Société du crédit au travail*, tels qu'ils ont été rédigés à l'origine.

La loi de 1867 sur les associations donne maintenant toute latitude aux coopérateurs et les dispense de certaines formalités onéreuses prescrites par l'ancienne législation.

Le tableau suivant fait ressortir la marche progressive du *Crédit au travail* depuis sa fondation jusqu'au 31 décembre 1867, époque du dernier compte rendu.

DATES	NOMBRES D'ASSOCIÉS	CAPITAL SOUSCRIT	CHIFFRE D'AFFAIRES
7 décembre 1863	172	20,120	
31 décembre 1863	283	42,120	144,970
31 décembre 1864	722	110,550	1,794,326
31 décembre 1865	1,055	171,950	5,579,742
31 décembre 1866	1,484	251,940	11,547,734
31 décembre 1867	1,808	318,460	20,150,000

On peut apprécier à l'aide de ces chiffres l'importance des services rendus aux ouvriers et aux associations par la société du *Crédit au travail*.

SOCIÉTÉS DE CRÉDIT MUTUEL

Le rôle des sociétés de crédit mutuel est si important, et l'influence que ces sociétés exercent sur l'amélioration du sort des ouvriers est si considérable, que je n'hésite pas à reproduire ici plusieurs modèles de statuts.

Le premier a surtout un intérêt historique, c'est celui de la société *mère*, fondée en 1857, peu de

temps après l'affaire Orsini, c'est-à-dire à une époque où la police cherchait et voyait partout des sociétés secrètes. En raison de cette circonstance les fondateurs durent se soumettre à l'autorisation exigée par l'art. 291 du Code pénal, et rédiger leurs statuts de manière à donner toutes garanties à la police.

Au point de vue de la loi commerciale, ces statuts sont défectueux, aussi la société n'a-t-elle jamais pu se constituer régulièrement, et bien que faisant 500,000 fr. d'affaires, elle n'a qu'une existence de fait, très-précaire bien que déjà ancienne. Je ne donne donc pas ces statuts comme un modèle à imiter, mais pour montrer d'abord les progrès accomplis depuis dix ans par l'esprit d'association, et ensuite en raison du principe de *solidarité commerciale* proclamé dans le préambule. Ce principe est excellent et ne peut être trop recommandé, surtout en France, où il est mal ou point compris. Il est essentiellement moralisateur; il fait obstacle à l'admission de membres d'une conduite irrégulière ou sans énergie, qui ne savent ni remplir leurs devoirs ni exercer leurs droits; vis-à-vis des tiers il donne du crédit et à

l'égard des associés il augmente les ressources en permettant de négocier le portefeuille lorsque cela devient nécessaire.

C'est sur ce principe que sont fondées la plus grande partie des associations populaires de l'Allemagne, et c'est à lui qu'elles doivent leurs succès. Mais, je le répète, ce système n'est pas encore compris ni admis en France ; la société *mère* elle-même ne l'a pas pratiqué. En conséquence, je donne plus loin la formule de statuts d'une *société civile de crédit mutuel et d'épargnes*, préparée par la commission d'initiative de la Société du *crédit au travail*.

SOCIÉTÉS DE CRÉDIT MUTUEL

ET DE SOLIDARITÉ COMMERCIALE

STATUTS

Adoptés par les Délégués des différentes Sociétés
ayant leur siège à Paris.

PRÉAMBULE

Les scussignés demeurant à Paris, exposent : que la tendance chaque jour plus marquée de l'extension générale du *Crédit*, qui est la base du commerce et des relations sociales, leur a fait naître l'idée qu'il serait opportun de réaliser l'établissement d'une nouvelle CAISSE DE CRÉDIT MUTUEL ET DE SOLIDARITÉ COMMERCIALE, spécialement destinée à faciliter les opérations de Crédit entre les

soussignés, et qui opérerait dans les conditions suivantes :

ART. 1^{er}. — Il est fondé à Paris, par les présents statuts, une Société de *Crédit Mutuel*, au moyen d'une souscription permanente, et dont tous les membres seront solidaires.

Cette solidarité est désignée par le titre de
CAISSE DE CRÉDIT MUTUEL ET DE SOLIDARITÉ
COMMERCIALE.

ART. 2. — Tous les membres de la Société sont égaux en droits et en devoirs devant le règlement.

Aucun membre honoraire ne pourra jamais être admis à quelque titre que ce soit.

ART. 3. — Cette Société constitue M... comme Gérant, et MM... comme membres du Conseil de surveillance.

ART. 4. — La durée de la Société est fixée

à 99 années, qui courront à partir de sa légalisation par l'autorité supérieure.

Le premier exercice comprendra tout le temps écoulé entre la formation de la Société et sa légalisation.

ART. 5. — Le siège de la Société est à Paris.

M... aura la signature sociale.

Toutes les opérations du Gérant seront faites sous la surveillance et avec l'assentiment d'un Conseil composé de cinq membres, responsables des opérations de la Société, au même titre que le Gérant.

Le Conseil de surveillance administratif suppléera le Gérant, quant à la signature sociale et à son administration, en cas d'absence ou de maladie du gérant. A cet effet, le conseil déléguera un de ses membres, qui alors possédera les pouvoirs du Gérant.

ART. 6. — Le but de la Société étant un prêt d'argent, contre une valeur souscrite à l'ordre du Gérant par les sociétaires emprunteurs des fonds de la Société, nulle opération ne pourra être faite par le Gérant, au moyen des fonds de la Société, avec des personnes étrangères aux souscripteurs soussignés.

ART. 7. — La permanence de la souscription devant amener à la caisse de la Société une somme de fonds supérieure à ses besoins l'Assemblée devra décider de l'emploi des fonds.

ART. 8. — Le Gérant pourra prêter aux sociétaires une somme double de leur cotisation.

Cependant, quand un sociétaire voudra emprunter des billets souscrits par d'autres sociétaires emprunteurs, le Gérant pourra endosser ces mêmes billets, et en négocier au

deuxième emprunteur pour une somme égale à trois fois la valeur de sa souscription.

En conséquence, une souscription s'élevant à *cent francs*, donne le droit au Gérant de prêter au souscripteur emprunteur, la somme de *deux cents francs* espèces, ou *trois cents francs* en billets de la caisse, endossés par le gérant.

De même qu'une souscription maximum de *trois cents francs*, destinée au prêt, permet au Gérant de prêter *six cents francs* espèces, ou *neuf cents francs* en billets endossés par lui.

ART. 9. — Chaque emprunteur d'espèces paye à la caisse, pour chaque opération, un intérêt qui ne devra jamais dépasser le taux légal fixé à 6 pour cent pour le présent.

Chaque emprunteur de billets endossés du gérant ne payera jamais que le quart d'inté-

rêt pour emprunt d'espèces. *L'intérêt payé pour emprunt représente les seuls bénéfices de la Société.*

ART. 10. — Tout emprunteur d'espèces garantit la caisse par un ou plusieurs billets sur lui-même, de la somme totale empruntée, et paye, en empruntant, l'intérêt dû à la caisse, jusqu'à l'échéance du ou des billets souscrits, mais qui ne devra jamais dépasser trois mois.

Tout emprunteur de billets endossés du Gérant, en souscrit lui-même de la même somme et à la même échéance que l'effet emprunté, et paye en empruntant l'intérêt dû à la caisse jusqu'à l'échéance des billets souscrits.

Les billets souscrits pour couvrir la négociation des billets prêtés ne sont jamais endossés par le Gérant. Ils doivent être payés à la

caisse entre les mains du Gérant, de même que tous les effets non négociés.

ART. 11. — Le capital de la Société est indéterminé, attendu la permanence de la souscription et le nombre infini des souscripteurs.

Les titres et droits des sociétaires sont personnels, non transmissibles, ni négociables.

ART. 12. — Chaque souscription donne droit de faire avec la Société toutes les opérations spécifiées plus haut, mais trois mois seulement après son admission définitive dans la Société.

Toutes les fonctions sont gratuites, et autant que possible réciproques.

ART. 13. — Pour être reçu dans la Société, il faut être présenté par un sociétaire admis définitivement, et s'engager à observer toutes

les conditions et les devoirs imposés par les statuts.

Le Gérant et le Conseil de surveillance réunis ont le droit de refuser toute personne qui ne présenterait pas les conditions nécessaires de capacité, de solvabilité et de moralité désirables.

L'Assemblée générale peut toujours refuser ou accepter l'admission d'un sociétaire admis provisoirement par le Conseil.

ART. 14. — Le montant de chaque souscription est payable à Paris, au domicile du Gérant, par le sociétaire en tournée.

La souscription est réalisée par les sociétaires, qui, à tour de rôle, vont au domicile de chacun chercher la cotisation hebdomadaire, fixée à *un franc* par semaine au moins jusqu'à concurrence du chiffre de la souscription des sociétaires fondateurs, et dont la

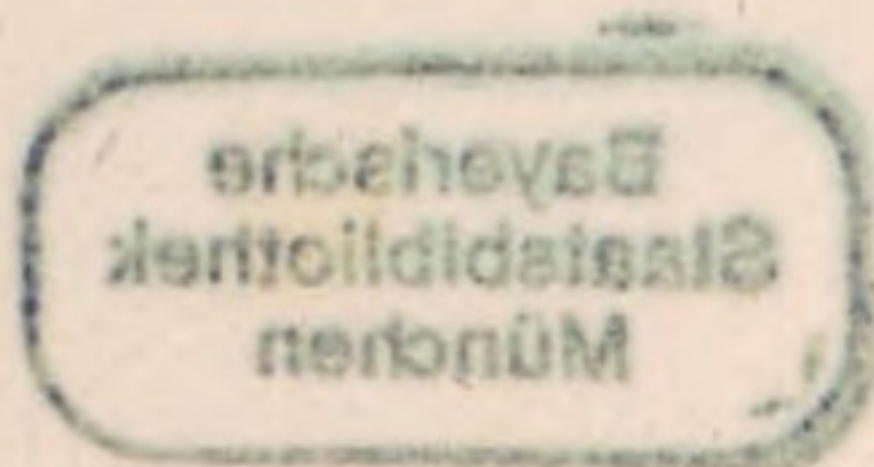
souscription ne doit jamais être dépassée.

La cotisation de chaque semaine doit être effectuée par l'associé de tournée, du lundi matin au dimanche suivant à midi, dernière heure à laquelle l'argent récolté doit être remis entre les mains du Gérant.

Chaque sociétaire, en versant l'argent au Gérant, doit inscrire lui-même, sur un registre à ce destiné, la cotisation particulière de chacun, et signer ce versement.

Le Gérant doit transporter ce versement, ainsi que toutes sommes encaissées ou payées, de même que tous les effets souscrits ou négociés, sur les registres de la Société, autant que possible au moment même de chaque opération.

ART. 15. — La Société, réunie en Assemblée générale, peut toujours décider que la cotisation hebdomadaire, fixée plus haut à



un franc par semaine, dépassera ce chiffre suivant les besoins de la Société.

ART. 16. — Chaque souscription donne droit dans l'actif de la Société, dans le partage des bénéfices, proportionnellement au montant de la somme souscrite et au temps écoulé depuis l'admission.

ART. 17. — Les héritiers ou créanciers d'un sociétaire ne pourront, sous aucun prétexte, provoquer l'apposition des scellés sur les biens, valeurs ou propriétés de la Société, ni demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer d'aucune façon dans son administration.

ART. 18. — Un Conseil de surveillance, composé de cinq membres, est nommé chaque année par l'Assemblée générale. Il est chargé de vérifier la caisse, le portefeuille, les registres et la comptabilité de la Société.

Ce Conseil se réunit autant de fois qu'il le juge convenable, et au moins une fois par mois.

ART. 19. — A chacune de ses réunions, le Conseil de surveillance, après vérification des opérations de la Société, dresse l'inventaire social, et envoie à chaque sociétaire un bulletin contenant cet inventaire, son compte personnel et l'adresse des nouveaux admis.

Le Conseil doit, à chacune de ses réunions, dresser un procès-verbal des décisions qu'il a prises et les enregistrer sur un registre spécial. Ce procès-verbal doit contenir les comptes généraux arrêtés par le Conseil.

ART. 20. — Le Conseil de surveillance, aidé du Gérant, fait chaque année un rapport à l'Assemblée générale sur la tenue de la comptabilité, la régularité et l'exactitude des écritures.

ART. 21. — L'Assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des sociétaires. Elle se compose de tous les sociétaires admis, convoqués par une lettre du Gérant au moins quinze jours à l'avance.

L'Assemblée est régulièrement constituée lorsque les sociétaires présents forment les trois quarts des sociétaires admis.

Les délibérations ne peuvent être prises que par les trois quarts des membres présents.

Les délibérations prises conformément aux statuts obligent tous les sociétaires, même absents.

Elles seront constatées sur un registre spécial et signées du Gérant du Conseil de surveillance.

ART. 22. — Les opérations de la Société commencent le 1^{er} janvier et se terminent le 31 décembre de chaque année.

ART. 23. — A la fin de chaque exercice, l'inventaire dressé par le Gérant et le Conseil de surveillance est soumis à l'Assemblée générale, qui blâme ou approuve les opérations de l'année.

ART. 24. — Les produits nets, déduction faite des charges, constituent les bénéfices. Ces bénéfices sont versés annuellement dans la caisse, au compte de chacun.

ART. 25. — Tout sociétaire qui voudra cesser de faire partie de la Société, devra envoyer sa démission écrite et signée au Gérant.

Il ne sera remboursé du montant de sa souscription et de sa part de bénéfices, que trois mois après la date de sa démission, si toutefois il est quitte envers la caisse.

Quand la Société possédera une propriété immobilière, les démissionnaires ou héritiers d'un sociétaire devront se conformer au rè-

glement qui interviendra au moment de l'acquisition ; le remboursement cité plus haut ne concernant que la souscription destinée au prêt.

ART. 26. — Tout sociétaire qui par suite de mauvaise volonté, d'improbité, de négligence dans ses devoirs ou de toute autre cause qui obligerait le Gérant à demander son expulsion au Conseil de surveillance, sera traité provisoirement comme démissionnaire.

L'Assemblée générale sanctionnera ou annulera cette décision.

ART. 27. — La dissolution de la Société, avant le temps fixé par les statuts, ne sera prise en considération et discutée en Assemblée générale que quand elle sera demandée par la majorité des sociétaires admis, qui devront faire cette demande par écrit et signée.

La dissolution ne pourra être prononcée que par les trois quarts des sociétaires admis.

En cas de dissolution prononcée, l'avoir de la Société sera partagé suivant les droits de chacun, au prorata des sommes versées, défalcation faite des frais généraux et suivant les statuts.

ART. 28. — Les statuts pourront être modifiés toutes les fois que le besoin s'en fera sentir.

Une majorité des trois quarts des sociétaires admis est nécessaire pour prendre cette décision.

ART. 29. — Toutes contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société, soit entre les sociétaires, soit entre la Société et le Gérant et à raison d'une affaire sociale, seront jugées en Assemblée générale.

Dans le cas de contestations judiciaires,

chaque sociétaire devra faire élection de domicile à Paris. A défaut, cette élection aura lieu de plein droit, pour les notifications judiciaires, au parquet de M. le procureur près les tribunaux civils de Paris.

Le domicile élu formellement ou implicitement, comme il vient d'être dit, entraîne attribution de juridiction aux tribunaux du département de la Seine.

ARTICLE ADDITIONNEL.

Les souscripteurs étant responsables les uns envers les autres des opérations de la Société, un *fonds de réserve* sera créé, au moyen d'une cotisation extraordinaire de *cinquante centimes* par mois, jusqu'à ce que la part de chacun soit arrivée à la somme de *quinze francs*.

Le fonds de réserve sera toujours disponible pour couvrir les éventualités qui pourraient se présenter.

Toute somme prise au fond de réserve devra être aussitôt remplacée par une nouvelle cotisation extraordinaire.

Voici maintenant le projet de statuts rédigé par la commission d'initiative de la *Société du crédit au travail* pour une société civile.

SOCIÉTÉ CIVILE
DE
CRÉDIT MUTUEL ET D'ÉPARGNES

STATUTS

Formation de la Société. — Durée. — Objet.
Siège social.

ART. 1^{er}. — Il est formé entre les soussignés une Société civile de crédit mutuel.

Elle prend le titre de ¹.

1. La Société civile peut agir sous un titre anonyme sans se personnifier dans une raison sociale formée du nom de l'un des associés.

ART. 2. — La Société a pour objet de constituer entre les associés une caisse destinée à prêter aux seuls membres de la Société, dans les cas et dans les formes déterminés par les statuts.

ART. 3. — La durée de la Société est fixée à ans, qui commencent à courir du

Cette durée peut être prorogée par l'Assemblée générale.

ART. 4. — Le siège social est à

Fonds social.

ART. 5. — L'Assemblée générale pouvant toujours admettre de nouveaux membres, le capital social est indéterminé.

Les titres et droits des sociétaires sont personnels, non négociables, transmissibles

seulement avec l'autorisation de l'Assemblée générale.

ART. 6. — Le capital est formé par les cotisations des sociétaires, dont le minimum est fixé à par semaine; il n'y a pas de maximum.

Le minimum ne peut être élevé qu'en Assemblée générale et à la majorité des trois quarts des sociétaires admis.

ART. 7. — Le mode suivant lequel les cotisations sont versées ou recueillies est fixé par le règlement intérieur.

ART. 8. — Chaque souscription donne dans l'actif de la Société et dans le partage des bénéfices un droit proportionnel au montant de la somme souscrite et au temps écoulé depuis l'admission.

Administration.

ART. 9. — La Société est dirigée par un Conseil composé de six membres nommés par l'Assemblée générale, et qui se réunit toutes les fois qu'il le juge convenable ¹.

Le Conseil désigne dans son sein un gérant chargé de l'administration sous la surveillance du Conseil et dans les limites ci-après tracées.

Cette nomination doit être ratifiée par l'Assemblée générale.

ART. 10. — Les membres du Conseil sont nommés pour un an ; ils sont rééligibles.

Le gérant est toujours révocable par le Conseil.

¹. Dans la Société civile, les administrateurs, en ayant soin de faire connaître aux tiers avec lesquels ils traitent qu'ils agissent en cette qualité, ne sont pas responsables autrement que les simples sociétaires.

ART. 11. — Le Conseil ne délibère valablement que s'il y a au moins trois membres présents. Le gérant est entendu s'il le demande; il n'a pas part aux votes.

ART. 12. — Le président du Conseil remplace le gérant en cas de besoin.

Il a voix prépondérante en cas de partage.

ART. 13. — Le Conseil et le gérant n'ont que des pouvoirs d'administration. Ils ne peuvent faire aucun emprunt ni acte d'aliénation sans l'assentiment de l'Assemblée générale.

Opérations de la Société.

ART. 14. — Toute opération de la Société, comme tout placement, doit avoir lieu et être intitulée au nom de (*désigner le titre de la Société*).

ART. 15. — Le but de la Société étant un

prêt d'argent contre une valeur souscrite à l'ordre du gérant par les sociétaires emprunteurs des fonds de la Société, nulle opération ne peut être faite par le gérant au moyen des fonds de la Société, avec d'autres que les sociétaires.

ART. 16. — Le gérant peut prêter aux sociétaires une somme double de leur avoir dans la Société, sauf pendant la première année, où le prêt ne doit pas dépasser le montant même de cet avoir.

Cependant quand un sociétaire consent à emprunter des billets souscrits par des sociétaires et endossés par le gérant, le prêt peut monter à trois fois la valeur des sommes par lui versées.

Ainsi un avoir de cent francs permet d'emprunter deux cents francs en espèces et trois cents en billets de sociétaires.

En cas de refus d'un prêt par le gérant, le Conseil doit être par lui réuni dans les cinq jours, si le sociétaire le réclame.

Le Conseil statue souverainement sur la question.

ART. 17. — Les emprunteurs payent à la caisse un intérêt, qui ne devra jamais dépasser le taux légal fixé à cinq pour cent.

Les emprunteurs de billets endossés par le gérant ne payeront que le quart des intérêts qu'ils auraient payés pour un emprunt d'espèces.

ART. 18. — L'emprunteur garantit la caisse par un billet rédigé selon la formule indiquée par le Conseil.

ART. 19. — A chacune de ses réunions le Conseil, après vérification des opérations de la Société, dresse l'inventaire social; un bulletin contenant cet inventaire et leur

compte particulier est envoyé aux sociétaires tous les six mois, huit jours au moins avant l'Assemblée générale. Il doit indiquer l'ordre du jour de cette Assemblée.

Assemblées générales.

ART. 20. — L'Assemblée générale se réunit de droit tous les six mois, le premier dimanche du mois. Le gérant ou le Conseil peuvent convoquer les sociétaires en Assemblée extraordinaire. La convocation devra être faite au moins huit jours à l'avance. La lettre de convocation fera connaître l'ordre du jour.

ART. 21. — Toute proposition signée par trois membres, et communiquée au Conseil quinze jours au moins avant l'Assemblée générale, devra être mise à l'ordre du jour.

ART. 22. — L'Assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des sociétaires. Les délibérations prises conformément aux statuts obligent tous les membres de la Société, même absents.

L'Assemblée est régulièrement constituée avec la moitié des sociétaires admis. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Chaque sociétaire n'a qu'une voix, quel que soit le montant de sa cotisation.

ART. 23. — L'Assemblée statue sur l'admission de nouveaux membres ou l'exclusion des anciens, blâme ou approuve l'inventaire semestriel.

Les délibérations sont inscrites sur un registre spécial signé du gérant et du Conseil de surveillance.

Admissions. — Démissions. — Exclusions.

ART. 24. — Pour être admis dans la Société il faut :

1° Avoir été présenté par un sociétaire et s'engager à observer toutes les conditions et les devoirs imposés par les statuts;

2° Verser la somme de cinq francs pour le fonds de réserve.

Le gérant et le Conseil réunis ont le droit de refuser toute personne qui ne présenterait pas les conditions de solvabilité, de capacité et de moralité désirables.

L'Assemblée prononce définitivement sur l'admission ou le rejet des membres admis provisoirement par le Conseil.

ART. 25. — Tout sociétaire qui veut cesser de faire partie de la Société doit envoyer sa démission écrite et signée au gérant.

Il ne sera remboursé du montant de sa souscription et de sa part des bénéfices que trois mois après sa démission, si toutefois il est quitte envers la caisse.

ART. 26. — Tout sociétaire qui, par suite de mauvaise volonté, d'improbité, de négligence dans ses devoirs ou de toute autre cause, obligerait le gérant à demander au Conseil son expulsion, sera traité provisoirement comme démissionnaire.

On peut exclure tout sociétaire qui serait en retard de quatre cotisations, ou qui n'aurait pas rempli ses obligations.

ART. 27. — L'Assemblée générale sanctionnera ou annulera d'une manière définitive les démissions prononcées par le Conseil.

Les exclusions ne seront prononcées qu'aux trois quarts des suffrages.

Bénéfices et pertes.

ART. 28. — L'intérêt des sommes prêtées et les amendes forment les seuls bénéfices de la Société. Ils constituent, déduction faite des charges, le bénéfice net. Ce bénéfice est versé annuellement dans la caisse au compte de chacun.

ART. 29. — Toutefois, il sera fait sur la part de bénéfices de chaque associé un prélèvement d'un quart, qui est versé au fonds de réserve.

L'associé qui, par quelque cause que ce soit, cesse de faire partie de la Société avant sa dissolution, n'a aucun droit au fonds de réserve.

ART. 30. — Les pertes, s'il y en a, sont réparties entre les associés, par tête, confor-

mément aux articles 1862 et suivants du Code Napoléon.

Dissolution. — Liquidation.

ART. 31. — Dans aucun cas la Société n'est dissoute par la retraite, l'exclusion ou le décès d'un de ses membres.

Les héritiers, en cas de décès, ont seulement droit au remboursement dans les termes de l'article 25, sans pouvoir requérir aucune apposition de scellés ou autre mesure conservatoire.

ART. 32. — La dissolution de la Société avant le temps fixé par les statuts ne sera prise en considération et discutée en Assemblée générale que quand elle sera demandée par la majorité des sociétaires admis, qui devront en faire la demande écrite et signée.

La dissolution ne pourra être prononcée que par les trois quarts des sociétaires admis.

En cas de dissolution prononcée, l'avoir de la Société sera partagé au prorata de chacun, mais déduction faite du passif, et seulement après que toutes les obligations de la Société auront été remplies.

ART. 33. — Les créanciers d'un associé ne peuvent faire aucun acte de poursuite ou conservatoire contre la Société.

Modifications. — Contestations.

ART. 34. — Les statuts pourront être modifiés toutes les fois que le besoin s'en fera sentir.

Une majorité des trois quarts des sociétaires admis est indispensable pour prendre cette décision.

ART. 35. — Toutes contestations entre les associés et la Société, ou entre les associés entre eux, relativement aux affaires de la Société, sont portées devant l'Assemblée générale.

ART. 36. — Dans le cas de contestation judiciaire, tout sociétaire devra faire élection de domicile à . A défaut, cette élection aura lieu de plein droit pour les notifications judiciaires au parquet de M. le procureur de , près les tribunaux civils de

Le domicile élu formellement ou implicitement, comme il vient d'être dit, entraîne attribution de juridiction au département de

Statuts réglementaires.

ART. 1^{er}. — Le montant de chaque versement est payable à

au domicile du gérant, par le sociétaire en tournée.

Chaque sociétaire, à tour de rôle, va au domicile de chacun chercher la cotisation hebdomadaire.

La tournée doit être effectuée du samedi soir au lundi matin, dix heures ; l'argent recueilli est alors remis entre les mains du gérant.

Il est délivré à chaque sociétaire un carnet-récépissé de ses versements, qui lui sert de titre.

Chaque sociétaire-receveur doit, en versant l'argent au gérant, inscrire sur un registre à ce destiné la cotisation particulière de chacun, et signer.

ART. 2. — Le gérant doit mentionner sur les registres de la Société tout versement ou toute opération au moment même où elles s'accomplissent.

ART. 3. — Le sociétaire-receveur devra, sous peine de 5 francs d'amende, avertir son successeur au plus tard le jeudi de la semaine qui suivra sa propre recette.

Il devra faire signer par ce successeur mention de cet avertissement sur son carnet-récépissé.

ART. 4. — Le sociétaire-receveur qui, après avoir été prévenu par son prédécesseur, manquera son jour de recette sans prévenir le gérant, sera passible d'une amende de 5 francs.

ART. 5. — Tout sociétaire qui, après la convocation, manquera à l'Assemblée générale sans prévenir le gérant par lettre, dont il sera donné lecture à l'Assemblée, sera passible d'une amende de 1 fr. par appel, et il en sera fait deux.

ART. 6. — Les amendes de 1 franc de-

vront être payées dans la huitaine, les autres dans la quinzaine de l'avertissement donné au sociétaire qui en sera débiteur.

Ont approuvé l'écriture ci-dessus et signé :

SOCIÉTÉS DE PRODUCTION

Quand le jeune travailleur aura pris les habitudes que je lui recommande :

De s'associer à une bibliothèque populaire et de suivre les cours pour s'instruire ;

De déposer ses économies dans une Société de crédit mutuel, dont il fera partie et où il commencera à s'initier aux devoirs de la vie d'Association, où il apprendra à remplir les fonctions sociales avec dévouement et assiduité ;

Le moment ne sera pas éloigné où il pourra entrer dans une Association de production, de sa partie, s'il en existe, ou concourir à la formation d'une nouvelle Société, dans le cas où il n'y en aurait pas, ou dans celui où toutes les places seraient occupées dans la première.

Pour faciliter cette organisation, on peut consulter, dans les bibliothèques populaires, les ouvrages spéciaux traitant de l'Association, ainsi que les modèles de statuts rédigés par un comité d'hommes compétents et publiés par le journal *l'Association*, dont on peut se procurer des exemplaires au bureau du journal *la Coopération*, rue Thévenot, 30, à Paris.

En outre, je sou mets ici au public un projet que j'ai étudié moi-même il y a plusieurs années, et qui résume tout ce que mon expé-

rience personnelle m'a fait juger le plus convenable. J'y ai joint des observations explicatives toutes les fois que cela m'a paru utile.

Voici d'abord quelques observations préliminaires, écrites en mars 1867, avant le vote de la loi sur les Associations, et auxquelles je ne change rien.

- « Pour produire, il faut :
- » 1^o Concevoir l'objet de la production ;
- » 2^o Se procurer la matière ;
- » 3^o La travailler.
- » Conception, approvisionnement, travail,
- » chacun de ces trois éléments de la production doit retirer une part du produit proportionnelle à son utilité. »

Cela posé, comme fondation de mon édifice, je cherche une organisation qui laisse leur libre jeu à chacun des éléments de la production, afin que tous soient sollicités à

donner le plus possible à l'Association.

Je sais d'avance qu'en assignant trois éléments à la production au lieu d'un seul, le *travail*, et en adjoignant à celui-ci la conception, c'est-à-dire la *direction*, et l'approvisionnement, c'est-à-dire le *capital*, je suis en désaccord avec bien des maîtres, avec beaucoup de mes camarades et même avec mes propres croyances de 1848. Vingt ans d'expérience et de pratique journalière m'ont appris, à l'école des faits, combien ceux-ci modifient toutes les théories qui les négligent. La seule chose qui n'ait pas changé en moi, en matière d'Association, c'est le dévouement à son but : émancipation et bien-être de l'ouvrier ; quant à la forme, c'est l'égalité de droits de tous les Associés.

Voici maintenant les projets de statuts que j'ai rédigés pour la profession du bâti-

ment, qui est la mienne, mais qui peuvent être utilement consultés et imités par toutes les autres, sauf les changements de détail particuliers à chaque corps d'état.

PROJET DE STATUTS

Entre les soussignés et tous ceux qui adhéreront aux présents statuts et seront admis dans l'Association, il est formé une Société commerciale en coopération.

TITRE PREMIER.

Dénomination de la Société, son but, sa durée.

Siège social.

ART. 1^{er}. — Il est formé, par ces présentes, une Société en coopération entre les

soussignés et ceux qui adhéreront aux présents statuts.

ART. 2. — La Société prend la dénomination de

.

Obs. — L'ancienne législation et le besoin de crédit ont fait prendre des raisons sociales aux Associations existantes, mais il est certain qu'une dénomination générale, comme celle des Sociétés anonymes libres, est moins susceptible d'être modifiée, puisqu'elle ne contient aucun nom propre, et elle vaut mieux à tous les points de vue, notamment pour conserver l'égalité entre les associés.

La pratique démontre que la gérance est une institution vicieuse, tant pour les gérants que pour les associés. Nous avons tous pu remarquer deux opinions bien différentes qui se sont produites, sur cette fonction, à la formation des Sociétés. D'abord il se présente à l'époque de la formation plusieurs compétiteurs, ce qui est déjà un germe de division. Tous ont la pensée que tout

doit marcher selon leur idéal, que la direction *est facile*, que le savoir qui leur manque sera bientôt acquis, et qu'ils auront le concours de tous les associés pour faciliter leur tâche, dont ils n'ont qu'une idée fausse en ce qu'ils croient que le dévouement de tous à l'Association doit se reporter sur eux, tandis qu'au contraire les sociétaires, qui n'ont entendu parler trop souvent que des avantages de l'Association, oubliant que les efforts du commencement doivent se prolonger pendant un certain temps, sont convaincus qu'il suffit d'avoir nommé un gérant, ou une gérance, pour que tout aille au gré de leurs désirs. Ils se font l'idée que leurs élus possèdent tout le savoir que leur prête leur imagination. Cette pensée est la conséquence de notre éducation antidémocratique. — Enfants, nous étions sous la tutelle de nos parents; hommes, nous sommes courbés sous celle de l'Etat, qui se fait providence, nous dispense et nous empêche même de nous occuper des affaires publiques et de toutes celles d'intérêt commun. Quoi de plus naturel alors que les ouvriers dans leurs sociétés, comme les actionnaires dans les leurs, attendent tout de la gérance et lui laissent

tout faire, sauf à se révolter quand le mal est fait et qu'il est trop tard pour y remédier.

C'est ainsi que, les gérants comptant sur tous les associés, et ceux-ci se reposant tout à fait sur le gérant, on arrive facilement à la crise qui a déjà amené la ruine de tant d'Associations, et que l'on a vu, par le fait de cette forme sociale que la loi imposait il y a peu de temps encore, se produire les résultats suivants :

1^o Disparition d'Association à première tentative;

2^o Changement successif de gérant, quelquefois faillite ;

3^o *Eviction* des associés, l'établissement restant alors aux mains des gérants.

Et enfin les Associations qui ont triomphé ne laissent pas un espoir bien certain qu'à la disparition de la gérance l'œuvre puisse se continuer, au moins pour les Sociétés qui n'ont qu'un gérant.

Divers incidents peuvent surgir; les Associés se reposant sur leurs gérants et n'étant pas assez initiés à la direction et surtout à ses rapports avec les tiers, le successeur peut :

1° Ne pas être suffisant et compromettre l'avenir de la Société ;

2° Ou bien être un homme habile, pour ne pas dire plus, user des pouvoirs que lui confère la loi, fatiguer la Société et absorber la maison à son profit ;

3° Ou bien les associés peuvent se séparer en partageant l'actif.

En somme , je trouve que cette institution n'oblige pas assez les associés à s'occuper eux-mêmes de leurs propres affaires, négligence à laquelle on est toujours trop enclin.

ART. 3. — La Société a pour but l'exploitation de tout ce qui concerne les travaux de bâtiment en général ; l'achat et la vente d'immeubles ; les opérations et négociations se rattachant à l'entreprise de la bâtisse.

Obs. — Afin de montrer comment j'entends que la pratique de la coopération soit rendue facile pour tout le monde, il est aisé de comprendre que j'ai pris le bâtiment et spécialement la maçon-

nerie pour type ; je connais mieux ses besoins que ceux des autres corps d'état, ma position de co-gérant spécialement chargé des finances m'ayant mis à même d'examiner ce qui lui est particulièrement nécessaire ; mais il va sans dire que chaque état ayant des besoins différents, doit faire des statuts qui soient en rapport avec eux.

ART. 4. — Le nom de chaque associé sera inscrit sur un registre à souche spécial dont il lui sera délivré un extrait pour lui servir de titre.

ART. 5. — Le siège de la Société est à Paris, rue ***

Il pourra être transféré ailleurs, après délibération de l'Assemblée générale.

ART. 6. — La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans, qui ont commencé le.

Obs. — Tout le monde est d'accord sur ce point, que la durée d'une Association coopérative doit être à peu près illimitée; c'est plutôt une institution qu'une entreprise; du reste, sa durée n'est que de deux à trois ans pour le démissionnaire.

TITRE II.

Apport. — Capital social.

ART. 7. — Le capital est illimité et variable. Les administrateurs apportent à la Société leur crédit, leur industrie, et chacun d'eux une part de capital égale à celle qui est exigée de chaque associé.

Le minimum du capital est fixé à
francs.

Obs. — La fixation d'un *minimum* est exigée par la nouvelle loi. On peut le fixer comme on veut; mais je recommande la publication annuelle de la situation réelle du capital, afin de fonder le crédit de la Société.

ART. 8. — Le capital social se compose :
1° de la part obligatoire de francs
pour chaque associé ; 2° de la mise facultative
de chaque associé ; 3° du fonds de réserve.

ART. 9. — Le capital obligatoire de
chaque associé sera réalisé :

- 1° Par les sommes versées comptant ;
- 2° Pour les non travailleurs, par des versements mensuels qui ne pourront pas être inférieurs à francs ;
- 3° Pour les travailleurs et les employés de la Société, par la retenue d'un dixième sur leurs salaires ou appointements ;
- 4° Pour les uns et les autres, par la retenue totale des bénéfices, en outre du dixième, pour les salaires et appointements, jusqu'à ce que les premiers francs soient complétés, et ensuite, pour les der-

niers francs, par la retenue des bénéfices seulement.

Si l'associé le préfère, il a d'ailleurs toujours la liberté de se libérer par un ou plusieurs versements.

Pour faciliter la répartition, les versements partent du 1^{er} de chaque mois, ceux faits dans la première quinzaine seront avancés, ceux effectués dans la seconde quinzaine, reculés.

ART. 10. — Le *capital facultatif* de chaque associé sera souscrit et payé par fraction d'au moins francs, ou par des multiples de la même somme.

ART. 11. — Le capital a droit sur les bénéfices, et avant partage, à un intérêt de..... pour cent par an, payable fin juillet, et à une

part de bénéfice, comme il sera dit à l'article 50.

Obs. — C'est pour me conformer à ce que l'on m'a dit être la loi, que j'ai restreint au cas de bénéfice le droit pour le capital de recevoir un intérêt. Dans ma pensée, il est juste que le capital soit sur le même pied que le salaire, et de même que celui-ci se paie dans tous les cas, j'aurais voulu que le capital, qui subit toutes les chances de la production, reçût, lui aussi, un intérêt fixe à titre de salaire.

Je recommande dans tous les cas, ce qui n'est pas défendu par la loi, lorsqu'il arrivera qu'on ne pourra servir l'intérêt du capital dans une mauvaise année, que ce retard ne soit réellement qu'un ajournement et non une perte, et constitue une dette sociale à solder sur les bénéfices des années suivantes avant tout partage. — Je ne conçois pas que l'on puisse conserver des sociétaires fidèles, si leur mise obligatoire et leur capital facultatif n'ont pas des droits aussi bien garantis que le salaire. — Si la loi est contraire à ma pensée, tant pis pour la loi; elle n'est pas juste.

L'intérêt du capital est son salaire. L'Assemblée doit le fixer comme celui du travail, il n'y a que l'excédant qui soit bénéfice.

ART. 12. — Le capital pourra toujours être augmenté par l'admission de nouveaux associés et la souscription du capital facultatif. Mais, pour la sécurité des tiers il ne pourra être diminué qu'une fois par an, au moment de l'inventaire qui devra être publié s'il y a diminution de capital.

Obs. — L'Association, ayant besoin de la plus grande liberté, doit être connue telle qu'elle est, afin que les tiers sachent bien avec qui ils traitent; il est de son intérêt que sa situation ne puisse pas donner lieu à des interprétations équivoques.

TITRE III.

Obligations et droits des associés.

ART. 13. — Chacun des associés doit à

l'Association sa capacité ; il s'oblige à donner ses soins aux entreprises de la Société ainsi qu'à fournir sa collaboration active et régulière à toutes les opérations que fera la Société. Il promet de se conformer et de se soumettre à toutes les règles et conditions qui sont et seront établies, soit par le présent acte de Société, soit par les règlements généraux de travail et d'atelier, acceptés en Assemblée générale. Il s'interdit absolument de faire aucune entreprise de même nature pour son compte particulier ou pour celui d'autres personnes, comme aussi de s'intéresser, soit directement, soit indirectement, dans aucune opération ou entreprise de même genre, le tout sous peine d'exclusion ; il s'interdit également de travailler au dehors, sous les peines portées par le règlement. Néanmoins, dans le cas où la Société n'au-

rait pas de travaux en quantité suffisante pour occuper tous ses membres, les administrateurs pourront autoriser ceux qui le demanderont, à travailler ailleurs, temporairement.

L'associé, dont l'apport ne serait pas complet, et qui userait de cette autorisation, sera toujours tenu de verser dix pour cent du produit de ses journées au crédit de son capital obligé, et s'il n'était pas sincère dans ses déclarations, le Conseil de famille lui infligerait les peines portées par les règlements.

Celui qui quittera les chantiers sans autorisation, ou qui ne rentrera pas à l'expiration d'un congé temporaire, sera privé :

1° De la part de bénéfices afférente à la main-d'œuvre, et ne pourra, pour l'avenir, recouvrer ce droit que par décision du Conseil de famille;

2° Des secours de l'assistance sociale; et il resterait obligé, au cas où l'inventaire se solderait en pertes, à en supporter sa quote-part comme travailleur.

Obs. — Cet article soulève plusieurs questions qui ont donné lieu à bien des controverses :

1° La liberté d'aller travailler hors de l'Association quand elle a du travail, et besoin de ses membres, semble, de prime abord, un contresens.

L'expérience prouve le contraire. Deux cas peuvent en effet se présenter : la Société peut méconnaître la valeur d'un de ses associés et ne pas lui fournir l'occasion de développer ses capacités, ou bien un associé peut ne pas avoir de capacités et s'en croire. On est à peu près sûr, dans les deux cas, qu'il criera à l'injustice, et sera un élément de discorde ; ou bien encore il se rencontre des associés qui ne s'entendent pas avec les conducteurs des travaux : alors ils délibèrent avec eux-mêmes s'ils doivent quitter l'Association ou subir la peine statutaire, ou bien se résigner à supporter

les autres inconvénients ; du reste, rien n'est mauvais comme le travail d'un homme contraint : beaucoup préfèrent quitter l'Association tout à fait, et ils le regrettent ensuite, ainsi que les associés.

La liberté est à l'harmonie entre les hommes ce que le courant de l'eau est à sa propriété.

2^o La privation de la part des bénéfices et l'obligation de participer à la perte ne sont qu'une seule et même peine, parfaitement motivée ; car il ne faut pas oublier que l'associé qui sort sans autorisation, le fait pour sa satisfaction et son profit personnel, sans compensation pour l'Association ; d'un autre côté, les pertes pouvant être connues à l'avance, si elles doivent résulter de hausses, d'accidents, de mauvais clients, l'associé peu scrupuleux pourrait quitter l'Association pour éviter de supporter sa part de pertes afférentes à la main-d'œuvre, etc., etc., ce qui ne serait pas juste et qu'il faut prévenir.

ART. 14. — Les travailleurs recevront un salaire fixé d'après le cours de la place et selon leur spécialité, soit à la journée, soit à

la tâche ; les employés, chefs d'atelier, auront des appointements selon la même règle, et le capital un intérêt de..... pour cent l'an, lorsque les inventaires le permettront (voir article).

Obs. — Je crois que l'on doit admettre la liberté du mode de travail dans les statuts ; les associés le régleront toujours selon leurs convenances.

Au fur et à mesure que le besoin de liberté individuelle se fera sentir, que l'intelligence se développera suffisamment pour permettre d'apprécier la valeur du travail, le travail aux pièces sera préféré.

Dans le travail de la journée, l'homme est esclave toute sa vie comme anciennement, ou à terme, comme les domestiques qui s'engagent à l'année. Tout le temps qu'on s'est loué on ne s'appartient pas ; on donne le droit au loueur, son semblable, de disposer en quelque sorte de soi ; ce marché a quelque chose d'inconnu, en ce que le maître n'est pas sûr du produit de l'ouvrier, et que ce dernier n'apprécie pas la valeur de ce

qu'il produit ; il va sans dire que l'un peut attraper l'autre, et que, si le patron n'y trouve pas son profit, il congédie l'ouvrier. Ce dernier travaille le plus qu'il peut pour conserver sa besogne, et il est à remarquer que moins le travail va, moins il est payé et plus il fait ; tout l'avantage qu'il peut avoir, c'est de ne pas être obligé de compter ce qu'il fait et de se donner la peine d'en rechercher la valeur. Pour rester libres, tous les hommes intelligents préfèrent le travail aux pièces ; le seul reproche que j'aie entendu faire à ce dernier, c'est de provoquer la baisse des prix, ce qui est une erreur.

Il est aussi facile de maintenir les prix aux pièces que le taux de la journée. On peut même faire cette remarque, quoique vulgaire : que de même qu'on choisit parmi les fruits vendus à tant la pièce, les plus beaux, les industriels choisissent les ouvriers qui leur produisent le plus à prix égal de journée ; il en résulte que les faibles, les apprentis et les vieillards restent inoccupés, et font naturellement baisser les prix de la journée en offrant leur travail au rabais.

Je crois aussi que l'instruction, qui est toujours pénible à acquérir, l'est davantage encore quand

on n'en sent pas le besoin, et le travail à la journée laissant l'homme à l'état de machine, me paraît l'une des causes de l'ignorance.

ART. 15. — Tous les associés doivent faire partie de l'assistance sociale en se conformant au règlement fait ou modifié par l'Assemblée générale; tous y ont droit.

Obs. — De même que les prêteurs n'acceptent d'hypothèques sur une maison qu'autant qu'elle est assurée contre l'incendie, de même l'Association ne doit avoir que des associés assurés contre la misère.

TITRE IV.

Administration.

ART. 16. — L'Association est administrée par un Conseil d'administration composé de membres. Le Conseil a les pouvoirs

les plus étendus pour administrer les affaires de la Société. Il détermine les attributions de chacun de ses membres et les communique à l'Assemblée générale, ainsi que les modifications qu'il juge nécessaire d'y apporter. Chacun des membres du Conseil a la signature sociale pour les affaires dont il est chargé, avec la mention « pour. . . . X. . . .
. . . . administrateur. »

Obs. — Même raison que pour l'article deux.

Les administrateurs doivent tout leur temps à la Société; ils la représentent dans tous ses rapports avec les tiers; ils traitent pour tous les travaux à entreprendre; ils se chargent des ventes, des achats et échanges de toutes marchandises, outils, meubles et immeubles qui appartiennent ou appartiendront à la Société; ils font les baux au nom

de la Société et les résilient; ils négocient et contractent tous emprunts avec ou sans garanties hypothécaires ou autres et font tout emploi et placement de fonds au nom et pour le compte de la Société; ils consentent ou acceptent toutes délégations ou transport de créances avec ou sans garanties, ils souscrivent ou endossent tous effets de commerce et paient les dettes de la Société, en donnent et reçoivent quittance; ils exercent tous les pouvoirs, et à cet effet comparaissent devant les tribunaux, soit en demandant, soit en défendant, constituent tous avoués et arbitres, transigent et compromettent, reçoivent et donnent mainlevée avec ou sans paiement; ils nomment à tous emplois administratifs, admettent tous employés et travailleurs auxiliaires, distribuent et font distribuer le travail; ils logent au siège de la Société autant

que possible et reçoivent un traitement mensuel qui est fixé par l'Assemblée générale; il leur est en outre alloué des frais de représentation appréciés par le Comité de contrôle; ils peuvent convoquer extraordinairement l'Assemblée générale toutes les fois qu'ils le jugent nécessaire; ils font tous les mois un état de situation arrêté le 15, et tous les ans un compte rendu des affaires de la Société, qu'ils présentent à l'Assemblée générale en même temps que l'inventaire arrêté le 15 mars de chaque année.

Obs. — Je choisis l'époque du 15 mars pour l'inventaire, en raison de ce que la saison d'hiver a permis de liquider les comptes de la campagne précédente et que les travaux de la nouvelle sont à peine commencés. — D'autres professions choisiront l'époque la plus convenable.

Ils tiennent ou font tenir les écritures de

toutes les affaires et opérations de la Société et sont responsables de leur exactitude ; ils dressent ou font dresser les inventaires et états de situation qui doivent être mis à la disposition des associés et affichés dans les bureaux pour qu'ils en prennent connaissance ; ils sont nommés pour un temps illimité, mais ils peuvent toujours être révoqués par l'Assemblée générale qui décide souverainement.

TITRE V.

Comité de contrôle.

ART. 17. — Un Comité de contrôle, nommé par l'Assemblée, composé de..... membres, surveille et contrôle toutes les affaires de la Société. Les membres du Conseil sont élus pour trois années, ils sont renouvelés par

tiers chaque année ; pour les deux premières années , les membres sortants sont désignés par le sort ; le Conseil nomme son président, son vice-président, son secrétaire et détermine ses jours de réunion. — Les membres sortants peuvent être réélus.

ART. 18. — Le Comité de contrôle veille à l'exécution des statuts et des règlements, contrôle les opérations de l'Administration et vérifie la comptabilité, la caisse et le portefeuille ; il prend connaissance de la correspondance, des contrats, traités, en un mot, de tout ce qui concerne les intérêts de la Société ; approuve les états de situation mensuelle, les inventaires, et propose le chiffre des répartitions ; donne son avis sur les règlements que les administrateurs présentent à l'approbation de l'Assemblée.

ART. 19. — Il soumet à l'Assemblée générale les cas de retraite ou de révocation des administrateurs, et il la convoque s'il y a lieu d'élire leurs remplaçants; il soumet au Conseil de famille les cas de retraite ou d'exclusion des associés, il lui propose l'admission de ceux qui se présentent, il fait tous les six mois son rapport à l'Assemblée sur la situation de la Société.

ART. 20. — Le Comité de contrôle ne s'immisce en aucun cas dans la gestion proprement dite, les administrateurs ne sont pas obligés d'exécuter ses décisions.

ART. 21. — Les membres du Comité reçoivent des jetons de présence, dont la valeur est déterminée par l'Assemblée générale.

Obs. — Les fonctions gratuites laissent supposer que ceux qui les acceptent font un cadeau, qu'ils sont riches ou vaniteux. En démocratie, toute peine mérite salaire et toute fonction doit être accessible à tous.

TITRE VI.

Conseil de famille.

ART. 22. — Le Conseil de famille est composé de douze associés autres que les administrateurs et les membres du Comité de contrôle ; ils sont d'abord pris par rang d'ancienneté dans la Société, ensuite, à tour de rôle ; ils se renouvellent par quart tous les six mois et à chaque vacance, quel qu'en soit le motif. L'associé laissant passer son tour, est reporté à la fin du rôle pour reprendre son rang.

Obs. — Non-seulement il est bon en Association de diviser les attributions, mais il est salulaire de

faire passer tous les associés aux affaires. La juridiction intérieure d'une Association est bien distincte de l'administration et du contrôle des affaires; elle exige peu de connaissances spéciales, seulement de l'équité et du bon sens, et le tour de rôle en dehors des sociétaires déjà élus comme membres des conseils de l'Association, ne laisse pas le plus petit prétexte à la partialité.

ART. 23. — Le Conseil de famille se réunit au moins une fois par mois, et aussi souvent qu'il sera convoqué par le président du Comité de contrôle ou par un administrateur. La présence d'au moins huit membres est nécessaire pour la validité des décisions. Il fait son règlement et détermine ses jours de réunion mensuelle.

ART. 24. — Ses séances sont dirigées par le président du Comité de contrôle, et les procès-verbaux sont rédigés par le secré-

taire dudit Comité, tous deux n'ont qu'une voix consultative.

Obs. — Je dois faire remarquer que la direction des débats et la rédaction des procès-verbaux ne sont confiées à des associés étrangers au Conseil que pour lui en éviter le travail, mais que tout doit être fait selon ses décisions.

Le procès-verbal doit être lu à la fin de chaque séance, adopté par le Conseil et certifié par les deux membres les plus âgés.

ART. 25. — Il a pour mission :

1^o De juger en dernier ressort toutes les contestations qui pourront s'élever entre la Société et les associés ou entre associés pour affaires de la Société ;

2^o De statuer en dernier ressort sur les différends qui pourraient exister sur l'interprétation, tant des présents statuts que des règlements ;

3^o De donner son avis sur l'admission de nouveaux sociétaires sur les exclusions de la Société et la révocation des administrateurs.

ART. 26. — Les membres du Conseil de famille reçoivent des jetons de présence dont la valeur est déterminée par l'Assemblée générale.

Obs. — Mêmes raisons que pour le Comité de contrôle, et, de plus, chacun pouvant y être à son tour, l'égalité du profit est la même pour tous.

TITRE VII.

Assemblée générale.

ART. 27. — Les associés se réunissent en Assemblée générale les derniers jeudis d'avril, juillet, octobre et janvier.

Obs. — Quatre Assemblées paraissent suffisantes pour les affaires ; mais des réunions fréquentes

pour causer, s'instruire mutuellement, examiner les questions à traiter en Assemblée, et aussi pour voir les situations mensuelles qui doivent être à la disposition des associés, sont indispensables.

L'Assemblée générale peut être convoquée extraordinairement par les administrateurs ou le Comité de contrôle ; pour se constituer régulièrement, l'Assemblée doit comprendre au moins les trois cinquièmes des associés.

Les décisions sont prises à la majorité des voix, sauf les cas prévus par les présents statuts.

L'Assemblée est présidée par le président du Comité de contrôle, et le procès-verbal rédigé par le secrétaire de ladite Commission.

ART. 28. — L'Assemblée entend le compte-rendu de l'Administration et le rapport du

Comité de contrôle. Elle prend communication des inventaires, les approuve s'il y a lieu, et détermine, d'après ces inventaires et conformément aux statuts, le chiffre des bénéfices ou des pertes à répartir.

ART. 29. — L'Assemblée peut seule prononcer définitivement sur les admissions ou exclusions des associés; sur l'acceptation des souscriptions au capital facultatif, sur la nomination et la révocation des administrateurs et des membres du Comité de contrôle; décerner les récompenses aux associés, décider l'adoption ou les modifications des règlements de la Société et les changements aux présents statuts; pour ce dernier cas, la réunion devra comprendre les trois quarts des associés, et la majorité sera formée des trois quarts des membres présents. Dans le cas où

le nombre des membres nécessaires pour constituer l'Assemblée convoquée ordinairement ou extraordinairement, ne serait pas atteint, la réunion sera renvoyée à huit jours pour tout délai.

Les associés absents seront convoqués par lettre chargée, et, à cette nouvelle réunion, l'Assemblée pourra se constituer et délibérer valablement, quel que soit le nombre des membres présents.

Les délibérations de l'Assemblée régulièrement constituée sont obligatoires pour tous les membres de la Société, présents, absents ou dissidents.

Les délibérations seront consignées sur un registre à ce destiné et seront signées par le président et le secrétaire de l'Assemblée.

Obs. — Ici les dissidents ne sauraient invoquer que l'Association a changé dans ses parties essen-

tielles, puisqu'ils n'ont qu'à donner leur démission pour ne pas subir les modifications apportées.

TITRE VIII.

Admission. — Démission. — Exclusion. — Décès.

ART. 30. — L'Association peut toujours admettre de nouveaux membres, mais nul ne peut être admis dans la Société qu'en se conformant aux présents statuts et au programme d'admission adopté par l'Assemblée générale et après avoir postulé pendant un temps d'essai qui ne pourra être moindre de trois mois.

Le postulant admis en cette qualité devra, selon le programme d'admission, se conformer aux instructions qui lui seront données ; il sera obligé à tous les devoirs sociaux comme les associés, et aura les mêmes droits,

sauf dans la répartition des bénéfices. La présentation à l'admission de l'Assemblée générale d'avril comprendra les postulants de l'année entière, ainsi que les souscripteurs au capital facultatif; ceux dont l'admission serait ajournée, seront représentés à l'Assemblée de juillet.

Obs. — En raison de la publication presque obligée du personnel et du capital de l'Association, par rapport aux tiers et pour d'autres raisons que nous ne pouvons énumérer ici, faute de place, l'admission permanente est rendue difficile. Du reste, l'Association coopérative est en quelque sorte une Société temporaire qui se reconstitue à chaque inventaire.

ART. 31. — Il sera restitué au postulant non admis, toutes les sommes qu'il aura versées pour frais d'admission, ou à valoir sur son apport social ; mais s'il se retire

de son plein gré avant son admission, il n'aura aucun droit aux frais d'admission, qui resteront acquis à la Société à titre de dommages-intérêts.

Obs. — Cette mesure est prise surtout dans le but d'empêcher les curieux de venir connaître les affaires de la Société ou bien d'employer ce moyen pour travailler à l'Association au temps de crise, ce qui n'aurait lieu qu'au détriment de leurs camarades.

ART. 32. — Les admissions sont faites pour toute la durée de l'Association; néanmoins tout associé peut se retirer quand bon lui semble, mais sa démission est toujours considérée comme datant du 31 décembre de l'année dans laquelle il la donne, et il sera remboursé comme il sera dit au titre dix.

(Voir les observations de l'article 30.)

Les associés démissionnaires ou exclus,

devront s'en rapporter à l'inventaire social et ne pourront en requérir un supplémentaire ; ils n'auront pas le droit d'assister aux réunions ni de s'immiscer dans la gestion des affaires de la Société.

Obs. — Il est très-compréhensible que le démissionnaire et surtout l'exclu, sont des personnes dont l'indiscrétion serait nuisible, et que l'Association doit les écarter de ses réunions, mais il n'y a pas à redouter que la Société se fasse du tort à elle-même pour le plaisir de leur en faire supporter leur quote-part.

ART. 33. — La Société sera réputée seule propriétaire de tous les objets composant son actif. En conséquence, les créanciers particuliers d'un des associés ne pourront saisir ni revendiquer ces objets ; ils n'auront que la faculté de faire des actes conservatoires contre leur débiteur, entre les mains de ses

co-intéressés et seront tenus de s'en rapporter aux comptes arrêtés entre les associés, sans pouvoir s'immiscer directement ou indirectement dans les affaires de la Société.

ART. 34. — Si un associé était jugé indigne, pour quelque motif que ce fût, de continuer à faire partie de l'Association, il pourrait en être exclu.

Les motifs d'exclusion sont déterminés par le règlement accepté par l'Assemblée générale, comme il est dit article 29.

L'exclusion ne pourra être prononcée définitivement qu'après délibération de deux Assemblées ordinaires, et à la majorité des membres présents à chacune d'elle.

A chaque Assemblée le membre dont l'exclusion sera demandée, aura le droit d'être entendu personnellement pour sa défense.

ART. 35. — En cas de décès d'un des associés, ses héritiers, représentants ou ayant cause, ne pourront réclamer que le montant des droits de leur auteur, tel qu'il aura été fixé par le dernier inventaire, et la Société se libérera vis-à-vis d'eux comme il sera dit au titre dix et servira un intérêt de cinq pour cent payable par semestre, à partir du jour du décès, sans être obligé de donner caution.

ART. 36. — Si le membre décédé laisse une veuve ou des enfants en bas âge, la Société peut, sur la demande de la veuve ou du tuteur et la proposition des administrateurs, décider que les fonds dont elle leur doit compte, continueront à jouir des bénéfices de l'Association.

Cette décision ne donne à la veuve ni au

tuteur aucun droit de contrôle, mais seulement celui de déléguer à un membre de la Société, la surveillance de leurs intérêts.

Elle constitue une faveur qui peut être retirée par une décision de l'Assemblée prise à la majorité des deux tiers des votants, et qui cesse de plein droit : pour la veuve si elle se remarie, pour les enfants dès qu'ils atteignent l'âge de majorité. Si l'apport du sociétaire décédé n'atteignait pas, au moment de son décès, le minimum obligatoire, ce minimum se compléterait au moyen d'une retenue sur les bénéfices, et le Conseil de surveillance aurait chaque année à en déterminer le chiffre.

ART. 37. — En cas de mort de la femme d'un des associés, les représentants de cette dernière n'auront aucun droit de s'immiscer

dans les affaires de la Société, ni de lui faire aucune réclamation, le mari survivant devant en faire son affaire personnelle vis-à-vis d'eux, et garantir l'Association de toute demande de leur part.

ART. 38. — Le représentant d'un associé, ses ayant cause, ses créanciers, l'associé qui se retire, celui qui est exclu et leurs représentants ou ayant droit, ne pourront requérir, sous quelque prétexte que ce soit, l'apposition de scellés, ni provoquer d'inventaire.

Dans tous les cas, ils devront s'en rapporter au dernier inventaire annuel, et il ne pourra en être demandé un supplémentaire.

TITRE IX

Inventaires. — Bénéfices. — Pertes.

ART. 39. — L'inventaire annuel fait par

les soins des administrateurs, examiné par le Comité de contrôle, sera présenté par lui à l'approbation de l'Assemblée générale.

Il sera mis à la disposition de tous les associés, huit jours au moins avant la réunion; il contiendra tout l'actif et tout le passif de la Société; l'excédant en profit ou en perte sera réparti d'après les articles qui suivent.

ART. 40. — L'excédant de l'actif sur le passif, net de toute charge, représente le bénéfice, sur lequel il est prélevé dix pour cent pour créer un fonds de réserve, jusqu'à concurrence du cinquième du capital obligatoire.

Le reste est attribué :

1^o Quarante pour cent aux associés au prorata des salaires et des appointements. Le cas de maladie ou de non occupation, par le fait de la Société, n'empêche pas le sociétaire

de participer à cette répartition au prorata de ce qu'il aurait gagné pendant sa maladie ou son absence.

2° Quarante pour cent au capital, au marc le franc de celui versé et selon les versements (article 9). Dans aucun cas le capital facultatif, qui est commanditaire seulement pour les tiers et obligatoire pour les associés, ne pourra avoir plus de huit pour cent, y compris l'intérêt. Le surplus, quelle qu'en soit la somme, sera réparti au profit du capital obligatoire.

3° Douze pour cent aux administrateurs en proportion du temps durant lequel ils ont été en fonctions pendant l'année.

4° Huit pour cent à la disposition de l'Assemblée générale pour les récompenses, gratifications ou toute œuvre qu'elle jugera utile.

Obs. — Cette répartition est conçue en vue de solliciter pour l'Association tous les éléments qui doivent contribuer à sa prospérité. Ne pouvant faire les hommes pour les organisations, il faut faire les organisations pour les hommes, selon ce qui paraîtra le plus praticable au temps où l'on vit. La montre qui avance s'éloigne de l'heure vraie, tout comme celle qui retarde ; il faut essayer de les régler l'une comme l'autre, d'après le temps moyen.

Le fonds de réserve s'explique par son titre même. La part de main-d'œuvre, en proportion des salaires, a pour but : 1^o d'exciter l'associé à ne pas perdre de temps par sa faute ; 2^o de le pousser vers les spécialités qui gagnent le plus, partant de les faire baisser par concurrence ; 3^o de l'empêcher d'aller travailler au dehors sans autorisation.

La part du capital est divisée en deux, pour que le facultatif trouve intérêt à venir, mais à cause de son privilège, son gain doit être limité : le capital obligatoire, qui est à peu près égal pour tous les associés, a tout l'avantage de l'excédant et donne une part égale à tous.

La part attribuée aux administrateurs est un sti-

mulant salulaire et qui peut toujours être modifié par le vote de leur traitement par l'Assemblée. Quant au huit pour cent mis à la disposition de l'Assemblée, les emplois ne lui font pas défaut : les secours, les encouragements, l'instruction, etc., etc.

Le lecteur doit remarquer que je reste muet dans la répartition des bénéfices, au sujet des auxiliaires, malgré la popularité de cette participation.

Je crois de mon devoir de servir l'intérêt populaire sans être obligé de flatter ses préjugés, ce qui est le goût du moment. En dehors de l'inconséquence de créer des droits sans obligation, je ne vois pas bien comment asseoir pratiquement cette théorie de la participation des auxiliaires aux bénéfices.

Voici mes raisons :

C'est diviser la société en deux classes, les ouvriers et les auxiliaires, quand rien dans les lois ni dans les mœurs n'autorise cette division. On doit plutôt faciliter les moyens de s'associer.

La société chrétienne, qui a eu des bienfaiteurs et des assistés par la charité, a, par ce moyen, asservi longtemps la société civile.

La société civile, en substituant l'assistance publique à la charité, tient aussi indirectement une grande partie de la société dans un état d'infériorité qui contraste avec l'égalité que nous invoquons tous.

Une faveur aux auxiliaires, « je dis faveur », puisqu'ils n'auraient pas d'obligations, me semble la pire de toutes, puisqu'elle encouragerait l'insouciance, qui est la pente la plus fatale vers la servitude.

Voilà quant à l'idée.

Dans la pratique, cela est légalement impossible ; une Association peut être privée de bénéfices par plusieurs causes :

- 1° Le résultat d'une crise ;
- 2° Une direction inintelligente ;
- 3° Des salaires plus avantageux payés à ses associés ;
- 4° Des réserves ou améliorations d'outillages, etc., etc.

Il ne serait pas possible aux auxiliaires de vérifier ces causes sans s'immiscer dans les affaires d'une Société à laquelle ils sont complètement étrangers. Dans le cas où ils auraient ce droit, ce qui serait contraire à toutes les règles, ils pour-

raient tout critiquer sans avoir à subir le préjudice que pourrait causer leur critique.

Il est certain que l'exploitation des auxiliaires par les associés, si exploitation il y a, ne peut être que temporaire, car, si une Association est assez insensée pour fermer sa porte aux nouveaux venus, elle n'est plus une institution, elle reste une organisation éphémère, qui doit fatalement finir avec ceux qui la composent, qui ne sont pas immortels, et elle risque, non-seulement de se créer des rivales par ceux qu'elle refuse, mais encore ceux-ci, profitant de l'expérience des premiers, peuvent les dépasser en tous points, et c'est le meilleur moyen de les punir de leur inconséquence.

ART. 41. — L'état des salaires, des augmentations et additions au salaire, maladies et chômages involontaires; celui du capital obligatoire et du capital facultatif, seront mis à la disposition des associés pendant une semaine; après ce délai, lesdits états et les réclamations auxquelles ils auront donné

lieu, seront soumis au Conseil de famille, pour être arrêtés définitivement et servir à la répartition.

La part de chacun, nette de toute charge sociale, sera payable à fin janvier suivant.

Obs. — Ces diverses questions doivent rester entre associés, elles ne touchent en rien les tiers, ni la direction des affaires, elles doivent être vidées entre les associés, en dehors de toute influence.

ART. 42. — L'excédant du passif sur l'actif représente la perte, laquelle sera répartie entre tous les associés dans la même proportion que l'eussent été les bénéfices (art. 40).

Obs. — (Voir les observations de l'article 40.)

ART. 43. — Dans le cas de perte, l'intérêt de tout le capital, ou le complément

de la somme nécessaire pour parfaire cet intérêt sera pris sur le fonds de réserve ; s'il y avait insuffisance, le capital facultatif primerait le capital obligoïre.

ART. 44. — La perte de chaque associé sera payée à la Société comme le capital primitif, conformément à l'art. 9.

Obs. — Il est probable que ce cas ne se présentera jamais. Le fonds de réserve devra être suffisant ; et sur une grande quantité d'affaires, il s'en trouve de bonnes qui atténuent les mauvaises.

TITRE X.

Remboursement du capital.

ART. 45. — Le capital facultatif sera remboursé en totalité ou en partie, au gré de

l'associé, deux ans après la demande qui devra en être faite avant le 31 décembre.

La Société pourra s'acquitter, un mois après la publication de l'inventaire, en remettant à l'ayant droit un billet à ordre payable à échéance avec intérêt.

ART. 46. — Dans les cas de décès, démission ou exclusion, le capital obligatoire est remboursable, à dater du dernier inventaire, sans que la Société soit tenue à fournir ni garantie, ni caution. Le remboursement aura lieu :

1° A partir de chaque inventaire, après deux ans pour les quatre cinquièmes du capital ;

2° Après cinq ans pour la part du fonds de réserve ;

3° Après onze ans pour le dernier cinquième du capital.

Ces sommes peuvent être diminuées des pertes qui doivent leur incomber, et elles ont droit à un intérêt de 5 p. 100 payables par semestre.

Obs. — Malgré le désir de satisfaire l'intérêt des Associés, il faut toujours que la sécurité de l'Association passe en première ligne ; ici l'Association est entrepreneur, elle est donc responsable, aux termes des art. 1792 et suivants du Code Napoléon, pendant un délai de dix ans, des constructions qu'elle fait, et il faut que chacun ait sa part de responsabilité.

Du reste la créance portant intérêt, pourra sans doute trouver des acquéreurs et être vendue sans trop de perte.

ART. 47. — Les pertes à supporter par les héritiers ou représentants des associés, démissionnaires ou exclus devront être affé-

rentes aux affaires faites antérieurement à l'inventaire qui suit leur sortie de l'Association.

TITRE XI.

Dispositions générales. — Modifications aux statuts.

ART. 48. — A l'expiration de la Société, ou à sa liquidation pour quelque cause que ce soit, il sera procédé au partage de l'actif entre tous les associés proportionnellement à leurs droits respectifs; la liquidation se fera suivant le mode qu'adoptera l'Assemblée générale.

ART. 49. — Aucune modification aux présents statuts ne pourra être acceptée par l'Assemblée générale, qu'après avoir été proposée par les administrateurs, par le Comité

de contrôle, ou cinq membres de l'Association, et après avis du Conseil de famille; les propositions devront être connues des associés avant d'être mises à l'ordre du jour.

ART. 50. — Ces modifications ne seront applicables ni aux dissidents qui démissionneront, ni au capital facultatif dont le retrait serait demandé à cause de leur adoption.

ART. 51 et dernier. — Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un extrait des présentes pour les publier et déposer, partout où besoin sera, conformément à la loi.

PROGRAMME D'ADMISSION.

Tous ceux qui demanderont à faire partie de l'Association....., pour l'exploitation de

tout ce qui concerne les travaux de bâtiment en général et spécialement de la maçonnerie, devront :

1^o Verser à la caisse de l'Association la somme de francs;

2^o Être présentés par un associé responsable moralement de leur conduite, c'est-à-dire que ce dernier pourrait recevoir un blâme de l'Assemblée s'il présentait légèrement quelqu'un qu'il ne connût pas comme ayant toutes les qualités nécessaires pour être reçu ;

3^o Faire aux administrateurs une demande ainsi conçue :

« MESSIEURS,

» J'ai l'honneur de solliciter de votre cor-
» dialité l'avantage de faire partie de votre Asso-
» ciation. J'ai pris connaissance de votre acte

» de société et des règlements y relatifs qui
» m'ont été communiqués par votre associé
» (nommer l'associé et donner quelques détails
» de circonstance), lequel m'a parfaitement ex-
» pliqué la marche que vous suivez. J'adhère
» entièrement à tout.

» Je suis, en attendant votre décision, etc., etc.»
(Signer lisiblement et envoyer *franco*.)

Les administrateurs, après examen, soumettront la demande au Conseil de famille, à la réunion qui suivra la réception de la lettre.

Le Conseil renverra la décision au postulant par son secrétaire. Si la demande du postulant est admise, il se rendra au siège de la Société pour prendre les instructions de l'Administration et un exemplaire de l'acte de Société ; dès ce jour-là, il devra s'y conformer.

L'admission définitive est proposée à l'As-

semblée générale d'avril, dans l'année qui suit celle où le postulant a été admis par le Conseil.

Nota. — Il est bien entendu :

1° Qu'en cas d'admission, les francs versés appartiennent définitivement à la Société, tant pour la dédommager des frais d'acte, publications, timbre, livres à souche, achats de carnets, que des dérangements et frais d'installation.

2° Que tout ce que le postulant aura versé lui sera remboursé s'il n'est pas admis.

3° Mais que si le postulant se retire de son plein gré, il lui sera retenu à titre de dommages-intérêts francs, s'il est non travailleur, et francs, s'il est travailleur.

Fait par les administrateurs , à Paris ,
le

Accepté par l'Assemblée générale du

Le Président,

X.

Le Secrétaire,

X.

RÈGLEMENT

DÉTERMINANT

LES ATTRIBUTIONS DES ADMINISTRATEURS

Chacun des administrateurs est spécialement chargé :

1° A..., de suivre la clientèle, de chercher les travaux, de faire et signer les traités, sous-traités et marchés ;

2° B..., de l'administration intérieure, de la caisse, des paiements, de la comptabilité, des règlements des fournisseurs et chefs de chantiers;

3° C..., des devis et du métrage, du règlement des mémoires des sous-traitants, du contrôle des états de situation;

4° D..., de la direction des chefs de chantiers, de l'exécution des travaux;

5° E..., des recettes, négociations, et du contentieux;

6° F..., d'aider ceux de ses collègues qui se trouveraient surchargés ou absents pour quelque cause que ce soit.

Chaque administrateur nommé aux emplois dans sa spécialité, avec l'approbation de ses collègues, mais tous ont le droit de révocation.

Toute mesure importante ne pouvant

être prise qu'avec l'assentiment de tous, la volonté d'un seul, si elle est formelle, peut en empêcher l'exécution provisoire. Dans ce cas, le Conseil délibérera, et la majorité devra être des deux tiers pour lever l'opposition.

Pour améliorer ou faciliter le service, les administrateurs devront, selon les cas, se substituer les uns les autres ; tous ont la surveillance des travaux et des intérêts sociaux.

Ils se réunissent en Conseil tous les jours, à... heures, pour se concerter.

Un livre spécial des délibérations, qui sera à la disposition du Comité de contrôle et du Conseil de famille, contiendra tout ce que les administrateurs croiront devoir y consigner.

Obs. — Cette Administration paraîtrait compliquée et coûteuse, surtout pour une Association ouvrière, si ses membres ne faisaient qu'administrer comme dans les grandes Compagnies ; mais ici, on voit qu'ils quittent leur rôle d'administrateur après la conférence et prennent celui d'employés pour faire exécuter leurs décisions. L'Administration des maçons et tailleurs de pierres, a toutes ces fonctions ; les unes sont remplies par trois gérants, les autres par des employés.

L'Association ne doit prendre d'administrateurs que pour les diverses fonctions dont son industrie a besoin et au fur et à mesure de son développement ; mais des chefs clairvoyants doivent se faire suppléer par des associés le plus souvent qu'ils peuvent, afin d'être prêts pour tous besoins imprévus.

Il est aussi de l'intérêt des Associations que les affaires soient entre le plus de mains possible pour éviter les indispensables et conserver l'indépendance.

RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION

PREMIER RÈGLEMENT

CONCERNANT LES VERSEMENTS AU CAPITAL

Article 14 de l'acte de société.

ART. 1^{er}. — Il est accordé aux ouvriers travaillant pour d'autres que l'Association, jusqu'au 15 de chaque mois, pour verser ce qui leur eût été retenu à l'Association pendant le mois précédent.

Néanmoins celui qui pourrait constater qu'il ne sera payé qu'après ce délai, sera attendu jusqu'à ce qu'il ait touché sa paie.

ART. 2. — Ces retenues et versements seront inscrits sur un livre dit des Comptes

obligés des associés, et sur un petit carnet délivré à chaque associé pour lui servir de titre. Ce carnet, qui contiendra en outre l'engagement extrait du livre à souche, servant de reçu, ne pourra être employé à autre chose, et le porteur devra le présenter chaque fois qu'il en sera requis.

ART. 3. — Tout contrevenant au présent, sera passible d'une amende de deux francs pour la première fois, de cinq francs pour la deuxième, et de la suspension suivie de la demande d'exclusion pour la troisième.

ART. 4. — Tout associé dont la déclaration sera reconnue fausse sera puni d'une amende de cinq francs pour la première fois, et de la suspension suivie de la demande d'exclusion pour la deuxième; les mêmes peines s'appliquent aux complices.

ART. 5. — Les dispositions ci-dessus sont

applicables à tous les membres du Conseil de famille, du Comité de contrôle et aux administrateurs, sauf que, pour eux, les amendes sont doubles.

ART. 6. — Le Président du Conseil de surveillance devra faire exécuter le présent règlement sous sa responsabilité.

S'il y laisse contrevenir, il sera passible d'une amende de cinq francs pour la première fois et révoqué s'il y a récidive.

ART. 7. — Tous les associés sont invités à aider le Président du Conseil dans sa mission. Celui qui laisserait contrevenir au présent avec connaissance de cause sera réputé complice.

DEUXIÈME RÉGLEMENT

CONCERNANT

LA CONDUITE A SUIVRE PAR LES ASSOCIÉS

ART 1^{er}. — Il est sérieusement défendu à tous les membres de l'Association :

1^o De parler des affaires sociales, entreprises ou organisations, soit à l'intérieur des ateliers, chantiers, etc., soit au dehors, quand on n'est pas de sang-froid ou avec des gens qui ont perdu le leur ; 2^o de dire ou d'insinuer quelque chose de malveillant contre l'Association ou contre ses membres ; 3^o de tolérer que des non-associés parlent avec malveillance de l'Association ou de ses membres, sans protester ou sans demander des justifications.

ART. 2. — Il est sérieusement recommandé de veiller à l'exécution de tout ce qui se rattache à l'intérêt de l'Association, ainsi que de ce qui est dit par le présent; de porter à la connaissance du Conseil de famille tout ce qui serait nécessaire qu'il connût.

ART. 3. — Ceux qui n'observeraient pas ce présent règlement seraient passibles des peines portées dans l'article quatre du règlement concernant les chantiers.

TROISIÈME RÈGLEMENT

CONCERNANT

LES MAGASINS ET CHANTIERS DE DÉPÔT

ART. 1^{er}. — Rien ne doit sortir des magasins et chantiers de dépôt, sans être inscrit

en détail par le conservateur du matériel ou selon ses instructions ; ce détail d'ordre devra mentionner :

- 1° La nature des objets ;
- 2° La quantité de chacun d'eux : matériel, outils ou matériaux ;
- 3° Le lieu où ils doivent être conduits ;
- 4° Le nom de celui qui les prend ou fait prendre.

ART. 2. — Tous les échafauds remis en magasin doivent :

- 1° Être bien nettoyés ;
- 2° Déposés à leur place respective, selon l'ordre établi par le conservateur ;
- 3° Contrôlés à leur sortie. S'il y a une différence quelle qu'elle soit, il doit en être fait mention en marge ou à la suite ainsi que de la cause de cette différence.

Pour les matériaux on doit inscrire : leur

nature, la quantité, leur provenance et le nom de celui qui les remet.

Ils doivent être déposés comme les échafauds.

ART. 3. — Les magasins et chantiers de dépôt et leurs entrées, seront nettoyés par ceux qui les auront salis, les seaux seront remplis par ceux qui s'en serviront.

ART. 4. — Tout contrevenant aux articles ci-dessus sera passible d'une amende de 1 franc pour la première fois, de 2 francs pour la deuxième, de 4 francs pour la troisième ; pour la quatrième, il encourra la suspension suivie de la demande d'exclusion avec le maximum de l'amende.

ART. 5. — Tous les mois, un rapport sera fait par le conservateur au Conseil de famille. Il mentionnera ceux qui auront rendu des services, fait des réparations, organisé ou

aidé, ainsi que le nom des contrevenants, et les peines qui leur auront été infligées.

ART. 6. — Le conservateur est placé sous l'autorité de l'Administration.

Il est chargé du présent sous sa responsabilité, il doit dresser procès-verbal des délits et le remettre au Conseil de famille dans les vingt-quatre heures.

S'il laisse contrevenir au présent, il sera passible d'une amende de 5 francs pour la première fois, et révoqué s'il y a récidive avec le même délinquant.

ART. 7. — Le présent sera affiché partout où besoin sera, dans l'endroit le plus apparent.

QUATRIÈME RÈGLEMENT

CONCERNANT

LES EMPLOYÉS, LES TRAVAILLEURS, LES CHANTIERS
ET LES CORVÉES

ART. 1^{er}. — Les conducteurs de travaux sont les délégués de l'Administration, qui doit faire connaître leur nomination à qui de droit et procurer un exemplaire du présent à chaque chef.

ART. 2. — Les conducteurs devront :

1^o Diriger les travaux qui leur seront confiés selon les instructions qu'ils auront reçues ;

2^o Contrôler les marchandises qui leur seront livrées, en donner reçu et faire les observations nécessaires ;

3^o Tenir une main courante contenant : les marchandises entrées et sorties, le temps employé par les travailleurs et fait en attachements ;

4^o Faire chaque mois, un rapport sur le mérite des travailleurs associés et spécialement sur les apprentis ;

5^o Répondre de tout ce qui leur sera confié, tant en marchandises qu'en équipages et outils.

Il leur sera expressément interdit de commander brusquement et d'employer de gros mots sous quelque prétexte que ce soit.

En cas de contestations ou de désobéissance ils feront un rapport au Conseil de famille et à l'Administration.

ART. 3. — Les travailleurs devront se conformer aux instructions et aux ordres des conducteurs.

Il leur est défendu de répondre grossière-

ment à qui que ce soit et sous aucun prétexte.

Dans le cas où ils auraient à se plaindre, ils doivent adresser leurs réclamations au Conseil de famille. Ils peuvent également lui faire parvenir par écrit, toutes les observations ou demandes qu'ils jugeront convenable, soit dans l'intérêt de l'Association, soit dans leur intérêt personnel.

ART. 4. — Tout contrevenant sera passible d'une amende de 1 franc pour la première fois ; elle augmentera de 1 franc jusqu'à la quatrième fois, et à la cinquième, la suspension pourra être prononcée et suivie de la demande d'exclusion, sans préjudice du maximum de l'amende.

Pour les conducteurs, les amendes sont doubles.

ART. 5. — Toute voie de fait entraîne le maximum de la peine et de l'amende, et en

plus, pour les conducteurs, la révocation immédiate.

CINQUIÈME RÈGLEMENT

CONCERNANT L'ASSISTANCE SOCIALE

ART. 1^{er}. — Il est ouvert, sur les registres de l'Association, un compte intitulé : *Assistance sociale*.

ART. 2. — Les ressources de ce compte se composent :

1^o Du produit d'une retenue de un pour cent sur les salaires et appointements des associés et des postulants travailleurs ;

2^o Du produit de toutes les amendes appliquées en vertu des statuts sociaux et des règlements de l'Administration, ainsi que de

celles prononcées par les Conseils et les Assemblées ;

3° Du reste du dividende des bénéfices aux inventaires ;

4° Des dons ou pourboires obtenus des propriétaires, architectes, fournisseurs, etc., etc., qui étaient dépensés antérieurement sous le nom de Bouquet ;

5° Des dons volontaires.

ART. 3. — Les ressources énumérées en l'art. ci-dessus serviront à couvrir les sommes accordées par le Conseil de famille, savoir :

1° Aux associés blessés ou malades ;

2° Aux blessés non associés, travaillant dans les chantiers de l'Association ;

3° A la demande d'administrations publiques et particulières ;

4° Aux parents des associés ou postulants, décédés, pour frais de leur enterrement ;

5° Pour honoraires du médecin dont il sera parlé ci-après :

La quotité des secours sera déterminée par le Conseil de famille, d'après les ressources et les charges prévues de ce service ; elle sera inscrite sur un tableau que publiera le Conseil et qui sera modifié suivant les nécessités.

Toutefois, l'indemnité à accorder aux malades, fixée au minimum, à deux francs par jour, ne pourra être modifiée que par l'Assemblée. L'intention des associés est de s'imposer, s'il est nécessaire, de nouveaux sacrifices pour ne pas diminuer ce secours.

ART. 4. — Un membre du Conseil de famille nommé par ce Conseil, sous la dénomination de censeur de l'assistance sociale, est chargé :

1° De signifier toutes les amendes à percevoir chaque mois ;

2° De contrôler les recettes ;

3° De soumettre au Conseil toutes les demandes de secours et de veiller à l'exécution du présent.

ART. 5. — Un médecin nommé par l'Assemblée et qui pourra s'adjoindre un aide, devra être appelé par les malades ou blessés, pour constater la maladie et la guérison.

Ces deux visites sont obligatoires ; les autres seules sont facultatives.

ART. 6. — Faute de se conformer aux présents, aux avis et instructions du Conseil et du censeur, on perdra tous ses droits aux secours.

Accepté en Assemblée générale, séance du.

Le Président,

Le Secrétaire,

ASSOCIATION DE CONSOMMATION

Depuis que notre jeune ouvrier est devenu majeur, il s'est déjà affilié :

A une société de bibliothèque populaire, pour compléter son instruction ;

A une société de crédit mutuel, pour se préparer à entrer dans la société de production de son corps d'état.

Cela ne suffit pas.

L'instruction lui permet de rendre plus de services à son Association, et d'y gagner de meilleurs salaires ;

Le travail lui procure de bonnes journées, et son capital lui donne des parts de bénéfices.

Ce qui lui importe maintenant, c'est de ne

pas dépenser ce qu'il gagne à mesure qu'il reçoit sa paie et ses dividendes. Il doit vivre convenablement, pour entretenir ses forces sans les détruire par les excès, mais il doit vivre à aussi bon compte que possible, sans rien se refuser de ce qui est nécessaire, et pour cela, l'Association lui fournit encore le moyen de vivre mieux que ceux qui achètent, à crédit, chez les marchands ordinaires et paient fort cher des aliments ou des habits d'une qualité souvent inférieure.

Il est donc utile pour l'ouvrier de faire partie d'une société de consommation, et s'il n'en existe pas, de s'entendre avec des camarades et des voisins pour en former une.

Je donne ci-après, avec l'autorisation des gérants, un extrait des statuts de la société *la Vie aisée*, dont le siège est à Paris, rue Grenier-Saint-Lazare, 34, et de la société

l'Économie ouvrière, dont le siège est également à Paris, rue Delaitre, 20.

EXTRAIT DES STATUTS

DE LA

SOCIÉTÉ LA VIE AISÉE

Entre les soussignés, etc., etc. ;

ART. 1^{er}. — Pour constituer définitivement la Société, en formation depuis le 10 février 1866, il est formé, par ces présentes, une Société en nom collectif à l'égard de MM..... gérants, et en commandite simple à l'égard de MM..... etc., etc. ¹.

ART. 6. — Le but de la Société est de

1. On peut très-bien faire une société anonyme, si l'on ne veut pas de gérant.

faire une science de l'alimentation humaine, de développer les avantages de cette science dans les établissements qu'elle créera à Paris.

Elle fera conséquemment toutes opérations de commerce, achat, vente ou entremise, qui pourraient être utiles et avantageuses à ses membres et au public.

ART. 7. — La Société créera dans Paris des établissements, stations ou tables dans lesquelles elle offrira aux consommateurs associés ou non associés, la meilleure alimentation, aux conditions les plus avantageuses.

ART. 8. — On emploiera les femmes autant que possible, et on réservera les emplois faciles pour les veuves ayant de la famille, ou sans travail ou sans profession.

ART. 9. — On établira un minimum de salaire pour s'assurer une économie exacte dans les frais de l'administration.

ART. 10. — La Société concertera ses achats avec toutes les Associations qui y seront disposées.

ART. 11. — Les associés sont ceux qui ont souscrit le minimum de commandite fixé par les statuts, et qui ont été admis par l'Assemblée générale.

ART. 12. — Le capital social est fixé à..... francs, fourni par les membres fondateurs. La commandite restant ouverte, le capital social peut être augmenté indéfiniment par de nouvelles souscriptions et par l'admission de nouveaux associés.

ART. 13. — Chaque augmentation ou diminution de capital sera votée en Assemblée générale et publiée conformément à la loi.

ART. 14. — Le capital fourni par les souscripteurs recevra un intérêt de 5 p. 100 prélevé sur les bénéfices nets, déduction

faite des charges sociales et avant tout partage.

L'intérêt de 5 pour 100 ne sera payé au capital commanditaire que six mois après le commencement des opérations commerciales.

Si les bénéfices d'une année ne suffisent pas pour payer cet intérêt, le solde sera prélevé sur les bénéfices de l'année suivante.

ART. 15. — Le chiffre de la souscription est indéterminé, mais il ne peut être moindre de 10 francs.

ART. 16. — Les souscriptions s'effectueront par l'inscription sur un registre : des nom, qualités et domicile du souscripteur, ainsi que du montant de la souscription.

Il sera délivré un reçu provisoire de chaque versement qui sera signé ou timbré par le gérant. Lorsque le souscripteur aura été admis

par l'Assemblée générale et qu'il aura versé le minimum de la souscription fixé par les statuts, il lui sera remis un titre définitif.

Aucun commanditaire ne pourra avoir dans la Société plusieurs titres en son nom.

Tout l'intérêt commanditaire du même associé sera réuni dans un seul et même titre, qui dans aucun cas ne sera transmissible par voie d'endossement et ne pourra jamais être au porteur.

ART. 17. — Tout souscripteur devra le total de sa souscription.

Quand les versements se feront par fractions, l'intérêt ne sera dû que sur les sommes de 10 francs au moins et les multiples exacts de 10 francs, l'appoint étant négligé. Et l'intérêt ne sera compté qu'à partir du premier mois suivant.

En cas d'insuffisance du capital versé, les

souscripteurs en retard pourront, sur l'avis conforme de la commission de contrôle, être contraints par le gérant à remplir les conditions de leur acte de souscription.

ART. 18. — Les héritiers ou ayant droit d'un associé décédé ne peuvent provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ni la licitation, et ils sont tenus de s'en rapporter aux inventaires.

ART. 19. Le reçu délivré conformément à l'art. 16 pourra être cédé ou transporté à un tiers.

Mais le concessionnaire ne pourra être admis aux Assemblées générales et jouir des avantages sociaux sans avoir été préalablement admis par l'Assemblée comme associé.

ART. 20. — Toutes les mutations comme admissions et retraites d'associés seront ré-

glées entre le gérant et les intéressés, mais ne seront définitives qu'après approbation de l'Assemblée générale.

ART. 21.

(Cet article et les suivants jusqu'à l'art. 33 traitent de l'administration de la Société par les gérants, des droits et pouvoirs qui leur incombent.)

ART. 33.

(Cet article et ceux 34, 35 et 36, ont rapport au conseil de gérance.)

ART. 34.

(Cet article et les suivants ont trait à l'organisation de la commission de contrôle, au conseil judiciaire et à l'Assemblée générale.)

ART. 58. — Les produits nets, déduction faite de toutes les charges sociales, y compris l'intérêt à 5 pour 100 des obligations, constituent les bénéfices.

ART. 59. — Sur les bénéfices nets, il sera

d'abord prélevé un intérêt de 5 pour 100 au profit du capital commanditaire. Le surplus sera ainsi réparti :

- 1° Un dixième au fonds social versé ;
- 2° Un dixième à titre de gratification aux employés par parts égales entre eux ;
- 3° Deux dixièmes au fonds de réserve ;
- 4° Six dixièmes aux consommateurs, associés ou non associés, au prorata de leur achat.

ART. 60. — Les bénéfices acquis à un associé qui n'a pas intégralement versé le minimum de la commandite, seront retenus jusqu'à ce que ce versement soit entièrement opéré.

ART. 61. — Après l'inventaire du 1^{er} mars, il pourra être fait, si les bénéfices réalisés pendant le semestre le permettent, une première répartition en à-compte sur les dividendes.

ART. 62. — A la fin de chaque année,

l'Assemblée générale pourra disposer de tout ou partie du fonds de réserve et décidera de son emploi dans l'ordre suivant :

1° Pour combler les déficits d'une année et jusqu'à concurrence de la reconstitution du capital versé par des associés ;

2° En cas d'insuffisance des bénéfices nécessaires pour parfaire l'intérêt du capital versé, conformément aux articles 11 et 59 ;

3° Pour le remboursement des obligations, ainsi que l'aura décidé l'Assemblée générale ;

4° Pour tous autres emplois sur lesquels statuera l'Assemblée générale.

(Les articles suivants ont rapport aux modifications aux statuts, à la liquidation et à la dissolution de la Société et aux contestations.)

EXTRAIT DES STATUTS

DE LA

SOCIÉTÉ L'ÉCONOMIE OUVRIÈRE

CONTRAT CIVIL

ENREGISTRÉ A PARIS, LE 14 MAI 1866.

Considérant que les Sociétés d'approvisionnement pour la consommation, par leurs résultats immédiats, sont appelées à produire une amélioration matérielle au sort des classes laborieuses;

Attendu qu'elles ont pour but :

1° De procurer à leurs Membres des marchandises de qualité vraie, livrées à des prix directs de revient;

2° De réaliser à leur bénéfice des économies notables sur leur consommation journa-

lière, en supprimant les intermédiaires onéreux, en mettant le consommateur en rapport direct avec le producteur ;

Les soussignés, demeurant à Paris, déclarent, par le présent contrat, former entre eux, conformément aux prescriptions des articles du Code civil, relatifs aux contrats et obligations, une Société civile d'approvisionnement pour la consommation, ayant pour but spécial de procurer à chacun de ses coopérateurs toutes denrées et marchandises à des prix directs de revient.

ART. 1^{er}. — Les soussignés s'engagent vis-à-vis les uns des autres, et à titre égal, pour une période de cinq années, avec la faculté de prolonger le contrat du consentement unanime des associés.

ART. 2. — Chacun des associés s'engage à verser au fonds commun une somme de

quarante francs, qui servira à l'acquisition des denrées et marchandises destinées à être livrées aux associés, ainsi qu'à l'installation et au développement de la Société.

ART. 3. — Ladite somme de 40 francs pourra être versée à raison de 25 centimes par semaine.

ART. 4. — Nul des associés ne pourra cesser de faire partie de la Société ni céder ses droits qu'en fournissant un remplaçant qui soit agréé par la Société représentée par ses délégués.

ART. 5. — En cas de décès d'un des coopérateurs, le montant de ses versements, ainsi que la part qui aura été affectée à son avoir d'après l'inventaire précédent, seront remboursés à ses héritiers dans le mois qui suivra la déclaration du décès.

ART. 6. — Chacun des associés s'engage,

autant que possible, à s'approvisionner aux magasins de la Société.

De même que la Société s'interdit toute opération pour le compte d'un tiers.

ART. 7. — Les marchandises achetées par la Société doivent servir exclusivement à la consommation des associés; en conséquence, il est interdit de commercer avec lesdites marchandises.

ART. 8. — Les associés s'administreront eux-mêmes par délégation directe et temporaire.

Formés en Société particulière, ils ne sont tenus qu'aux prescriptions du Code civil relatives aux contrats et aux obligations.

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ.

ART. 9. — La Société commencera ses opérations aussitôt qu'elle sera constituée

légalement et que le présent contrat aura été enregistré.

ART. 10. — Les commandes des associés seront reçues, à partir du 5 avril 1866, au siège social, rue Delaitre, n° 20, 20^e arrondissement.

ART. 11. — La Société prendra la dénomination de l'*Économie ouvrière*, Société civile d'approvisionnement pour la consommation.

ART. 12. — Le siège social est à Paris, rue Delaitre, 20; il pourra être transféré ailleurs, du consentement des associés.

ART. 13. — La Société ne débitera qu'à ses associés suivant les demandes de chacun d'eux; toutes les opérations seront faites au comptant sans remise et contre espèces.

ART. 14. — Les achats de la Société se feront au comptant ou aux conditions du commerce au comptant.

ART. 15. — La Société est administrée par un Comité composé de dix délégués et par une Commission de contrôle composée de dix Membres. Les délégués et les Membres de la Commission de contrôle sont nommés par l'assemblée générale ; ils sont toujours révocables et rééligibles.

ART. 16. — Tous les trois mois le Comité des délégués remettra l'inventaire des opérations de la Société à la Commission de contrôle, qui sera chargé de faire un rapport sur la situation de la Société à chaque assemblée générale.

ART. 17. — Le Comité n'a que des pouvoirs limités, il ne peut faire aucun acte d'aliénation ni engager les associés au delà de leur mise dans la Société.

ART. 18. — Toutes transactions avec les tiers seront faites au nom personnel de l'un

des délégués, qui poursuivra l'action en justice en cas de contestation, sans que la Société ait à intervenir.

ART. 19. — Les acquisitions journalières de chaque associé seront inscrites sur un livret destiné à être confronté avec les livres de la Société à chaque inventaire semestriel.

ART. 20. — Les associés se réuniront en assemblée générale ordinaire tous les six mois; les décisions seront prises à la simple majorité des votants; toutefois, si la première convocation ne réunissait pas la moitié plus un des Membres de la Société, l'assemblée serait remise à quinzaine, et il serait fait de nouvelles convocations; dans ce cas, les résolutions prises seraient valables à la simple majorité des voix, quel que soit le nombre des Membres présents.

ART. 21. — Dans toutes les assemblées,

les associés se réservent le droit : 1^o de voter la répartition des bénéfices ; 2^o de changer tout ou partie de leurs délégués ou de maintenir les pouvoirs de ceux en exercice.

RÉPARTITION DES BÉNÉFICES.

ART. 22. — A l'effet de couvrir les frais généraux, les délégués établiront une plus-value variable selon la nature et les risques des marchandises emmagasinées. Cependant, comme il est impossible d'évaluer d'une manière certaine les frais généraux, la plus-value sera calculée au delà des probabilités ordinaires.

Cette précaution devant laisser à la fin de chaque exercice un excédant de caisse, donnera matière à des bénéfices dont la répartition sera faite comme suit, suivant la décision

de l'assemblée : 1° une partie sera répartie entre les coopérateurs au prorata de leur consommation ; 2° une autre partie sera répartie au prorata des sommes versées dans la Société ; 3° le reste constituera un fonds de réserve et de prévoyance au profit de la Société, qui en disposera en assemblée générale dans un but et pour un intérêt communs.

ART. 23. — Le fonds de réserve et les fonds disponibles seront placés à la caisse d'escompte des Associations populaires ou à celle de la Société du crédit au travail.

ART. 24. — A l'expiration de la Société, le fonds de réserve et de prévoyance sera réparti au prorata de la consommation et de la mise de chaque coopérateur.

ART. 25. — Les conditions du présent contrat seront obligatoires pour tous ceux

qui deviendront associés après la première constitution de la Société.

Fait et signé à Paris, le

SOCIÉTÉ DE VENTE EN COMMUN

POUR LES OUVRIERS EN CHAMBRE

Les Associations de consommation, comme on le voit par les statuts qui précèdent, peuvent rendre de grands services aux ouvriers. L'économie qu'elles procurent est accessible à un très-grand nombre de personnes, elle leur permet de réunir les fonds nécessaires pour entrer dans les Sociétés de production ou autres, qui ont pour objet et pour but d'améliorer la position des travailleurs.

L'Association de production proprement dite ne peut convenir à tout le monde, par une infinité de raisons que je ne saurais expliquer ici ; pour ceux qui ne peuvent en faire partie, il est d'autres Sociétés dont on peut retirer de très-grands avantages : l'une pour l'achat des matières premières, et l'autre pour la vente en commun au moyen de bazars, comme je l'avais écrit dans le journal *l'Avenir national*, à propos de la *Trôle* dans le faubourg Saint-Antoine.

Les statuts de ces deux Sociétés pourraient être conçus dans des termes identiques à ceux du projet de statuts d'Associations immobilières que le lecteur trouvera plus loin, en changeant, bien entendu, l'objet social et les détails pratiques.

Sans modèle de statuts arrêté définitivement, ce mode d'Association pourrait s'appli-

quer à un très-grand nombre d'industries, même tout à fait diverses dans leur production, mais employant les mêmes matières.

L'étude que j'avais faite à ce sujet, avec M. Pougheon¹, ébéniste du faubourg Saint-Antoine, pour la vente des produits de cette industrie, m'avait fait concevoir la combinaison suivante :

Un certain nombre d'ouvriers employant le bois, pourraient former une Association ou syndicat pour l'achat en gros, et se le recéder à eux-mêmes au prix de revient, sauf une minime différence, nécessaire pour couvrir les frais généraux. Cet avantage serait d'autant plus grand que bientôt les offres seraient faites de toutes parts à cette

1. J'apprends que M. Pougheon vient de commencer la mise en pratique de ce projet. — Voir à la fin du volume, p. 287.

Société qui pourrait être fondée avec la solidarité de tous ses membres pour donner plus de sécurité à ceux qui lui vendraient.

Dans d'autres cas, je serais contre la solidarité de tous les membres d'une Association, parce qu'elle pourrait entraîner ses membres plus loin qu'ils ne voudraient.

La responsabilité doit être limitée au pouvoir, mais ici elle ne saurait compromettre les intérêts des associés, puisqu'ils ne font pas de commerce et que la marchandise achetée représente les engagements pris ; si l'un des associés tombait en déconfiture, ses créanciers ne pourraient que prendre des mesures conservatoires, à son égard, sur les droits que leur débiteur pourrait avoir dans la Société. On pourrait ajouter aux avantages de l'achat, ceux du débit des bois par une scierie mécanique mise en action par des ou-

vriers en coopération, et par le moyen que fournirait l'Association immobilière, comme il sera expliqué plus loin.

La Société pour la vente en commun que j'avais étudiée en vue de la mettre en pratique dans le grand local qu'a occupé, rue de Lyon, le grand théâtre Parisien, devait fonctionner ainsi qu'il suit :

Deux cents participants au moins, faisant une mise de chacun 100 fr. au minimum, devaient réaliser un capital de 30 à 40,000 fr., lequel devait servir à payer les six mois d'avance de loyer, et à installer un bureau composé d'un Directeur et d'un certain nombre d'employés chargés seulement de surveiller et de tenir propres les objets confiés au bazar, ainsi qu'une Commission ayant pour mission de constater la bonne qualité des objets déposés afin d'empêcher l'entrée, au bazar,

des marchandises qu'on appelle vulgairement *camelote*; enfin, chaque participant apporterait lui-même les objets qu'il veut vendre, en fixerait le prix sur une pancarte avec son nom et son adresse, et le ferait enregistrer au bureau.

Le bazar contenant toutes sortes de marchandises pouvant faire l'ameublement complet, le public n'a qu'à y faire son choix et à payer à la caisse le montant de ses acquisitions qui est réparti au crédit de chacun des vendeurs; il va sans dire qu'ici personne ne fait l'article, les objets se recommandant par leur bonne confection et la modicité de leurs prix. Les employés déclarent aux acheteurs que tous les déposants ayant les mêmes droits, il leur est interdit de faire l'éloge d'une marchandise au détriment de l'autre.

Ici, un tarif commun détermine la commission de vente due au bazar. Ce tarif est basé sur l'emplacement que tiennent les objets et sur la durée des dépôts. Les frais payés (loyer, employés, entretien, intérêt du capital, faux frais, etc., etc.), l'excédant de la commission prélevée est réparti entre les déposants au marc le franc des ventes faites pour leur compte, afin que les frais de vente ne leur coûtent qu'exactement le prix de revient.

Une banque fondée sur le même principe pourrait fournir des avances sur dépôt, sur le certificat délivré par l'Administration, lesquelles avances seraient remboursées sur le produit de vente. Le crédit au travail est tout naturellement appelé à satisfaire à ce besoin.

A des époques déterminées par le règlement, il y aurait des ventes aux enchères

publiques, dans une salle à part, pour :

1^o Les objets restés un temps de.... sans être vendus au public, ou retirés par le déposant ;

2^o Pour payer les avances faites, si elles n'étaient remboursées ou renouvelées à leur échéance ;

3^o Pour ceux qui désireraient réaliser plus tôt.

Ces deux modes d'organisation ou plutôt ces ébauches, dans ma pensée, laissent toute la liberté individuelle à la production, et offrent en même temps les avantages de l'Association coopérative ; on voit qu'il n'est pas nécessaire d'appartenir aux deux Sociétés : les uns peuvent appartenir à celle d'achat, les autres à celle de vente.

Sans emboucher la trompette de la réclame, on peut être sûr que, l'acheteur étant en rap-

port direct avec le fabricant, et les objets mis en vente portant le nom et l'adresse de celui-ci, les producteurs tiendraient à honneur de bien faire en tous points.

La partie financière de la coopération est l'une des plus importantes de la réorganisation sociale, malgré l'opinion contraire des partisans de la suppression du capital ou plutôt de l'intérêt du capital; sans me servir du grand mot : *l'argent est le nerf de la guerre*, je suis convaincu qu'il est le ciment qui relie les diverses organisations partielles de la coopération, il est le volant qui relève le poids mort, le régulateur qui modère la force et la conserve.

Voici ce que j'en disais, il y a plus d'un an (20 novembre 1866), en réponse à un article du journal *la Mutualité* :

MESSIEURS,

Je vous demande pardon d'user de nos bons rapports et de votre journal, pour vous contredire ; mais nous voulons atteindre le même but : nous pourrons nous entendre.

Dans votre appréciation sur les caisses de crédit, vous êtes d'avis : 1^o que les caisses ne fassent que l'escompte ; 2^o que le capital est chose secondaire ; 3^o que le capital des Associations doit être économisé préalablement ; et vous le conseillez pour les 1^{er} et 3^e articles. Cela me paraît hardi, et mérite un très-sérieux examen.

Si les caisses ne font que l'escompte ordinaire, quelle amélioration apportent-elles ? Tout banquier le fait à qui lui inspire confiance, ou lui fournit des garanties. Toutes les précautions que vous recommandez aux caisses des Associations, la Banque les a prises, elle a mis tous les avantages de son côté pour être plus sûre ; et qu'avons-nous vu ? l'escompte monté et remonté, les échéances raccourcies, les faillites augmentées, les ateliers fermés, les ouvriers dans la rue, les canons sur la place. Mais la Banque, elle, est-elle

plus solide ? Non, il faut lui accorder le cours forcé pour ses billets, et cette faveur est de nécessité sociale dans ces moments-là ; aujourd'hui même elle souffre, pour ainsi dire, de trop de santé, et son mal influe sur la société entière. 750 millions dans ses caves, l'escompte à 3 p. 100, et l'Exposition prochaine pour stimulant, que demander de plus de ce côté ?

Mais le commerce et l'industrie attendent la reprise des affaires. La reprise des affaires, qu'est-ce qui l'arrête ?

Plus de grèves, pas de crises, pas même la crainte des coalitions : oui, mais l'incertitude, la peur qui tue lentement ?

Qu'est-ce qui assure que les affaires commencées aujourd'hui, et qui se liquideront dans 6 ou 9 mois, trouveront la même situation ? Rien. Alors de la prudence, et tout le monde est assez fin pour attendre que les autres se risquent. Ce n'est pas certainement ce système que nous pouvons suivre.

Et croyez bien qu'il est très-loin de ma pensée d'accuser les Directeurs de la Banque : ils subissent eux-mêmes les inconvénients de cette organisation. Ils sont assez riches pour briguer la

gloire de faire mieux, s'ils en pouvaient trouver le moyen : mais pour trouver, il leur manque deux choses, le temps, et la nécessité qui seule peut stimuler le génie.

Le propriétaire dit : de l'argent ou des meubles. Au banquier, il faut en plus l'honneur ; pour celui qui ne peut le supporter, vous savez le reste.

Il faut donc faire autre chose... *de la mutualité*, c'est-à-dire que le prêteur ne prête que ce qu'il pourra, mais pour le temps qui sera nécessaire pour que l'emprunteur puisse rendre.

Le Crédit foncier, qui malheureusement ne prête que sur la chose et non aux personnes, est cependant plus pratique ; il s'assure que l'emprunteur pourra rembourser, et lui en donne le temps. Il nous apprend aussi que créditer et prêter ne sont pas la même chose. Il fait prêter par des gens qu'il ne connaît pas, ni l'emprunteur non plus à un prix de... par les porteurs d'obligations, et le surplus est le prix de son crédit.

Il nous fait rendre l'homme solvable comme la chose, en nous servant de la solidarité mutuelle, dans une certaine proportion, et de l'assurance sur la vie, pour atteindre ce résultat.

Je crois aussi que la circulation du capital est à la société ce que celle du sang est à l'être vivant, et notre malaise tient à son manque de circulation ; celui qui le possède est lésé comme celui qui en a besoin, faute de moyen de le faire circuler.

Entre mille faits, j'en cite deux à l'appui de ce que j'avance. Un jour de paie, deux maçons restent dans la même chambrée et mangent à la même table ; l'un ayant reçu sa paie, place 50 fr. à la Caisse d'épargne ; l'autre, qui n'avait pas reçu la sienne, met sa montre et la chaîne au mont-de-piété. Quinze jours après, les parents du premier lui ayant écrit qu'ils avaient besoin d'argent, il retire sa somme avec zéro. L'autre, ayant reçu sa paie, retire sa montre et paie une somme de.... et.... pour la remise en état de sa montre.... Total... Si vous multipliez par 26 quinzaines, vous aurez une somme de.... pour cent.

Un carrier me disait, en me parlant d'un de nos confrères : « Je l'ai bien débarrassé, je lui ai » fait prêter 20 mille francs par mon banquier. » — « Combien cela lui a-t-il coûté ? lui demandai-je ? — 6 et demi p. 100 de commission, plus les frais d'acte, soit 10 p. 100. — Mais vous

qui placez vos fonds à 3 p. 100, vous auriez pu les gagner ou en profiter. — Oui, me dit-il, mais j'aurais risqué tout au moins de ne pas les avoir quand j'aurais voulu, peut-être de me brouiller avec lui et de perdre sa clientèle. »

La question du capital a toujours dominé dans les discussions des Associations, et il en sera ainsi tant qu'elle ne sera pas résolue.

Mais je m'aperçois que la grandeur de cette question et mon manque d'instruction, me conduisent plus loin que je ne dois aller. Je m'arrête, et j'émetts le vœu de voir traiter cette question :

« La réorganisation sociale, par l'Association
» ouvrière, doit-elle procéder par le sentiment,
» avec un idéal pour base, ou bien par la science
» économique d'après les résultats obtenus de la
» pratique selon les lois naturelles ? » Dans ce
dernier cas, l'histoire du capital dans toutes les
Associations existantes ne serait pas d'accord
avec votre affirmation.

Dans un pays comme le nôtre, où l'instruction commence par la foi, une erreur accréditée est difficile à détruire et retarde terriblement le progrès. Vous savez que nos aïeux agissaient beaucoup d'après leurs confesseurs. Nous, nous agis-

sons un peu d'après notre journal, et vous savez aussi à quels malheurs les erreurs de la presse autorisée nous conduisent : les moindres, qui sont les plus apparentes, les erreurs financières (emprunts mexicains et autres), en sont la preuve. Que ceux qui font métier de journalisme en fassent, c'est triste ; mais vous, qui avez un but sacré à atteindre, vous le regretteriez trop vivement.

J'étais loin de croire, à cette époque, que l'encaisse de la Banque de France dépasserait le milliard de dix millions, malgré son taux de 2 et demi pour cent et la liquidation de fin d'année.

Entendons-nous bien :

Ce n'est pas à ce résultat ni à son aggravation future que je ne croyais pas ; mais je supposais, au contraire que, le mal s'étant prouvé pour ainsi dire de lui-même, nos savants économistes, la fine fleur financière, auraient trouvé le remède.

Faut-il être bien savant pour comprendre que ce que l'encaisse gagne, l'activité productive le perd, et que, si chacun de nous se lève le matin, en disant : Je ne dépenserai rien aujourd'hui, la journée sera complètement nulle pour tout le monde.

Les bons citoyens doivent économiser pour créer davantage et non pour entasser.

Entasser est une erreur qui tue le travail et laisse dépérir le capital.

Nous ne pouvons l'empêcher, nous seuls travailleurs, mais nous devons l'éviter, et sans rien inventer, en appliquant seulement ce que font nos devanciers, nous pourrions nous passer de monnaie pour bien des paiements, avec nos institutions de crédit.

Nos grands banquiers n'envoient pas de monnaie pour payer d'une place à l'autre, ils avisent leurs correspondants de payer. Les

agents de change ne paient pas en espèces leurs achats de chaque jour, ils balancent leurs opérations et ne se redoivent que des appoints minimes qu'ils peuvent même reporter au lendemain. Ils se connaissent, me direz-vous, ils ont un cautionnement : est-ce qu'un crédit au travail ne connaît pas ses correspondants, et réciproquement ? Est-ce que chaque crédit ne connaît pas les Associations avec lesquelles il est en rapport ? Est-ce que chaque Association ne connaît pas ses membres ? Il nous manque le cautionnement, nous espérons en avoir deux : l'un moral et l'autre matériel.

Le cautionnement moral, nous l'acquérons aussitôt que nous faisons partie d'une Association.

Le cautionnement matériel !....

Il fallait l'assurance, nous l'avions orga-

nisée (*l'Équité*), mais la loi nouvelle nous a obligés d'en voter la dissolution, à l'assemblée générale du 3 novembre 1867 ; là, il nous a été démontré que la Société d'assurances, pour être indépendante, doit avoir un fort capital souscrit avec partie versée au moment de sa création, et nous ne pouvions satisfaire à cette condition ; ou bien prendre la forme mutuelle, avec la tutelle gouvernementale et ses fonds employés exclusivement en rente sur l'État. Dès lors, il nous fallait modifier les statuts, subir la lenteur administrative pour être autorisés, avec la perspective de ne réunir qu'un capital insuffisant pour aider les autres Associations.

C'est un grand vide dans l'ensemble de la réorganisation, mais jamais aussi, réorganisation importante ne s'est opérée sans difficulté : espérons.

La vile multitude devenue organisatrice, inspirera sans nul doute assez de confiance aux législateurs, pour qu'ils admettent que les conventions des parties font la loi.

Avec les facilités que procurera la Société immobilière, tout travailleur peut devenir son patron. En effet, d'après les Statuts et l'avant-propos ci-après, quiconque veut faire partie de cette Société, en a toutes facilités, et peut donner son avis sur les opérations à faire, selon les divers besoins de la Société dont il fait partie. Il ne sera donc pas difficile, dans l'intérêt de tous, et principalement pour faciliter la production, de construire dans les quartiers où les terrains sont à bas prix et surtout sur des terrains de fond, de vastes ateliers qui pourraient être pourvus de forces mo-

trices¹ et même d'outillage, en vue d'être loués à des Sociétés de production qui n'auraient pas le moyen d'en faire les frais, comme aussi des ateliers pour les petits industriels. Ces installations existent déjà pour le compte de certains particuliers, mais on pourrait les établir sur une plus vaste échelle, avec des facilités pour monter les matières premières et descendre les ouvrages exécutés.

Il n'est donné à personne de prévoir toutes les combinaisons favorables que pourra enfanter la coopération, tant au profit de ses membres qu'au profit de la société en général.

Aussi suis-je désolé de savoir que tant

1. Dans lesquelles il faut comprendre la turbine, les eaux de la ville montant actuellement à la hauteur nécessaire à sa marche.

d'idées pratiques sont en germe dans la tête des travailleurs et restent sans développement, parce qu'ils ne peuvent ni les expliquer ni les expérimenter. Heureusement que, comme dit le proverbe : à quelque chose malheur est bon. Les patrons et les chefs d'industrie commencent à comprendre, en effet, que les facultés des travailleurs ne pouvant pas se développer à leur propre profit, se développent dans le sens contraire, et par cela même contre les patrons.

Ceci me rappelle le massacre des innocents. Le gouvernement de ce temps-là voulait faire disparaître le Messie, il n'y parvint pas, mais il réussit à attirer sur lui la malédiction des parents des victimes.

Espérons que les lois sur la presse et le droit de réunion vont nous ouvrir un nouvel horizon. Si cet heureux jour arrivait, la première

Association qu'il faudrait fonder avec des statuts analogues à ceux de la Société pour la vente en commun, serait celle de cercles coopérateurs, comme les bourgeois ont le bonheur d'en posséder actuellement ; ces cercles, entre autres avantages, en offriraient au moins deux :

Le premier, serait de ramener à l'étude par les conversations saines ceux qui, ne pouvant se réunir dans des logements trop exigus ou dans la rue, vont dans les cafés, cabarets, crèmeries, etc., etc., où ils ne peuvent que s'abrutir ;

Et le second, de susciter, par l'étude, tous les moyens propres à améliorer la position de l'ouvrier.

Celui qui ne pourrait exprimer une bonne idée devant un grand auditoire, le ferait en conversation intime à ceux qui pourraient la

développer ; cette idée en ferait surgir d'autres, et, le tout pouvant facilement passer au creuset de l'expérimentation pratique dans les diverses organisations qui font le sujet de ce livre, il s'en dégagerait infailliblement ce qui pourrait être bon.

PROJET

D'ASSOCIATION COOPÉRATIVE IMMOBILIÈRE

En septembre 1856, lors du voyage de l'Empereur à Bordeaux, le *Moniteur* publiait une note dans laquelle il était dit :

« Que le boni provenant de la réduction
» de la rente serait employé à l'amélioration
» du sort des classes ouvrières. »

Pour atteindre ce but, on offrait aux spéculateurs, sur les constructions, une prime qui consistait, pour Paris, à leur payer un quart de la dépense qu'ils feraient pour construire.

Notre Association a bâti pour M. Tousseint, rue d'Orléans, à Bercy, une maison qui a profité de cette gratification.

La location, dans ce quartier, ne pouvant être faite à un prix supérieur à sept francs le mètre carré, la prime était tout profit. Aussi, beaucoup de demandes furent faites (près d'une centaine); mais peu furent accueillies (trois ou quatre seulement).

Dans l'Association des Maçons, nous avons étudié cette question, tant pour essayer de profiter de l'avantage offert, que pour multiplier les logements des ouvriers; mais le Gouvernement crut mieux faire de créer les

Asiles de Vincennes et du Vésinet, et abandonna son premier projet.

Persuadé que l'habitation est, après la nourriture et le vêtement, le premier besoin de l'homme et surtout de la famille, et que le logement exerce une grande influence, non-seulement sur la santé, mais aussi sur la moralité et la conduite des individus, j'ai regretté profondément, pour mon compte, de ne pouvoir donner suite aux projets de constructions ouvrières que j'avais étudiés. Mes affaires personnelles et mes devoirs de Gérant ne m'ayant pas permis de les appliquer moi-même, je viens, aujourd'hui, les soumettre à mes amis et au public, sous la forme d'un projet *d'Association coopérative immobilière*.

La propriété qui représente un fort capital, étant moins accessible aux petites bourses de

la majeure partie de ceux qui en font usage, reste le monopole de ceux qui possèdent beaucoup, et n'est étudiée qu'au point de vue du rapport, et non de l'amélioration morale dont je viens de parler.

L'idée de faire faire les maisons ouvrières par le Gouvernement m'a souri un instant ; mais j'ai reconnu bientôt qu'elle est impraticable :

1° Parce que le Gouvernement, qui agit avec les deniers publics, ne doit pas se mettre en concurrence avec la propriété privée ;

2° Parce qu'un local, comme l'idéal peut le faire concevoir, étant donné à un quart au-dessous de sa valeur, il se présenterait mille locataires pour un, et qu'en admettant que cette diminution ne profitât ni au propriétaire ni au concierge, par un moyen détourné,

le locataire, premier occupant, trouverait lui-même un successeur pour garder le local à son nom, et en retirerait peut-être un profit, ce qui serait contraire au but de l'Institution.

Forcé de renoncer à ces moyens d'abaisser le prix des loyers, je fus conduit à rechercher les causes de leur cherté, et comment il serait possible de faire entrer la propriété dans des combinaisons nouvelles de nature à produire le bon marché des logements.

La construction coûte très-cher, et son prix est encore surélevé de 35 p. 100 par les taxes d'alignements, viabilité et octroi qu'il faut payer (ce qui explique, en passant, l'un des intérêts que peut avoir la Ville à exproprier pour que l'on reconstruise); et l'argent employé est sans rapport pendant le temps de la construction et jusqu'à la location. Pourtant cela n'empêche pas que la

propriété bâtie ne soit la meilleure de toutes les marchandises, puisque le capital qu'elle représente rapporte plus que l'intérêt légal, qu'elle ne subit pas tous les changements de mode, - se détériore moins que les marchandises en rayons, et n'a pas à redouter autant de déchet que les liquides ; ce n'est donc pas là qu'est la difficulté.

Je pense qu'elle vient de ce que l'acquéreur de cette marchandise doit payer un dixième de sa valeur en frais d'acquisition et que, quand il revend, son acquéreur doit en payer autant, ce qui fait qu'à la *septième ou huitième* mutation, le prix de l'immeuble se trouve doublé sans aucun profit pour aucun de ses vendeurs.

- C'est à cet impôt sur la circulation immobilière, que l'on doit attribuer le prix élevé des loyers. Je fus alors tenté de m'ar-

rêter, s'il est permis à celui qui conçoit une idée de s'arrêter, avant d'être arrivé au but.

J'ai vu, par l'exemple de spéculateurs intelligents pour lesquels nous avons construit, que l'on peut, sans argent à soi, avec le concours du Sous-Comptoir, et d'entrepreneurs dont on est connu, arriver à se faire des rentes. En effet, on emprunte une somme de 300,000 francs, par exemple, que l'on emploie à l'achat d'un terrain et à la construction d'une maison; l'emprunt coûte 15,000 francs d'intérêts par an et la maison rapporte de 25 à 30,000 francs, l'écart reste au profit de l'emprunteur. Ce résultat ressort bien des opérations que la Société des Maçons a faites en construisant quatre grandes maisons rue Monge, nos 8, 10, 12 et 14, quoique l'Association n'ait eu en vue

que la construction de logements appropriés à tous les besoins.

Il est des personnes qui ont pour 10,000 fr. d'obligations du Crédit foncier et payent un loyer de 800 francs qui n'a certainement pas coûté les 10,000 francs placés. Or, en admettant que tous les locataires d'une maison aient des obligations du Crédit foncier dans la proportion des loyers qu'ils payent, c'est un capital égal au leur qui a servi à construire la maison, ce qui ne les empêche pas de fournir une rente au propriétaire nominal, des bénéfices au Crédit foncier et des honoraires à ceux qui sont intervenus dans l'opération.

N'y aurait-il pas moyen que ces personnes profitassent elles-mêmes de ces bénéfices ? C'est ce que nous allons étudier.

J'ai fait remarquer déjà que les immeu-

bles ne peuvent se vendre sans payer de gros droits. Il n'en est pas de même pour les actions ou parts d'intérêts immobilières, qui jouissent, comme celles des chemins de fer, des canaux et de toutes les Sociétés en actions, du droit de se transmettre sans beaucoup de frais. Or, s'il n'est pas possible à un seul petit capitaliste de bâtir une maison et de la vendre, il peut la construire en coopération et vendre sa part d'immeuble. Comme des coopérateurs auraient évidemment en vue d'habiter leur maison, ils la feraient faire à la fois en vue du revenu et de leur commodité. On aurait même la facilité d'échanger immeuble contre immeuble, sans payer de droits, si ce n'est un simple droit fixe très-minime.

Il est très-étonnant que les ouvriers du bâtiment qui, à défaut de fonds, ont la pra-

tique de leur métier, n'aient pas songé à créer des maisons qu'ils auraient pu échanger contre des terrains improductifs ou des propriétés susceptibles de grandes améliorations, quoique d'un petit rapport.

Le dernier compte rendu des caisses d'épargne constate le dépôt de 420 millions de francs qui ne représentent même pas le dixième de la fortune des petits ; c'est la preuve que les moyens manquent moins que la confiance qu'il faut inspirer.

Je n'ai pas fait toutes ces réflexions sans remarquer que les simples capitalistes sont plus dupes de l'organisation actuelle que les travailleurs ; car j'ai vu, dans les grandes Sociétés qui se sont formées, les capitalistes faire queue pour placer leurs capitaux, comme des ouvriers ne l'auraient pas fait pour chercher du travail ; la Société marchait-elle, ils al-

laient faire antichambre, pour parvenir à peine jusqu'au représentant de M. le Directeur ; si la Société tournait mal, ils ne pouvaient même plus voir ceux qui vivaient de leur capital. Ils ne pouvaient pas faire admettre la moindre de leurs idées ; enfin, ils étaient toujours obligés de subir toutes les décisions des Assemblées ou des Administrations sans pouvoir même se retirer, sous peine de compromettre leur capital, déjà englouti peut-être. Pour eux, pas de grâce possible.

Si enfin quelques-uns venaient à se fâcher dans une assemblée où leur voix n'était pas étouffée par les actionnaires bien pensants, on voyait pleuvoir les démissions de Directeurs, d'Administrateurs, un liquidateur était nommé, et vous savez le reste, etc., etc.

Il ne faut pas confondre les capitalistes avec les manipulateurs d'argent.

Ceci exposé, voici les statuts que nous croyons devoir proposer pour rendre pratique notre idéal.

TITRE PREMIER

Dénomination de la Société. — Son but. — Sa durée.
Siège social.

ARTICLE PREMIER. — Il est formé, par ces présentes, une Société en coopération entre les soussignés et tous ceux qui adhéreront aux présents statuts.

ART. 2. — La Société prend la dénomination de *l'Équitable*.

ART. 3. — La Société a pour but l'acquisition de tous immeubles : la construction, la location, les échanges, les ventes, les prêts et emprunts immobiliers et tout ce qui peut s'y rattacher.

ART. 4. — Le nom de chaque associé sera inscrit sur un registre à souche dont il lui sera délivré un extrait pour lui servir de titre, à l'effet de faire valoir tous ses droits sociaux.

ART. 5. — Le siège de la Société est à Paris, rue Monge, n° 12, et pourra être transféré ailleurs par délibération de l'Assemblée générale.

ART. 6. — La durée de la Société est fixée à 99 ans, qui commenceront à courir du jour de la constitution définitive.

TITRE II

Apport. — Capital social.

ART. 7. — Les Administrateurs apportent à la Société leur crédit, leurs connaissances et capacités et une part de capital d'au moins 2,000 francs.

ART. 8. — Le capital social n'est pas limité. Il se compose des versements faits par les sociétaires, soit en espèces, soit en immeubles, matériaux, travaux de construction, soit en toutes autres valeurs agréées par la Société.

ART. 9. — Le nombre des associés est illimité, ainsi que le montant de leur souscription qui pourra être faite en une ou plusieurs fois, mais ne pourra être moindre de 100 francs, ni de fractions de 100 francs.

Un seul associé ne pourra pas avoir plusieurs parts ou titres, son titre augmentera ou diminuera selon qu'il cédera ou acquerra des droits dans la Société.

ART. 10. — Le capital a droit à prélever sur les bénéfices, avant tout partage, un intérêt de 4 p. 100 par an, payable par semestre, fin juillet et fin janvier, et 75 p. 100

dans les bénéfices nets, payables à fin avril de chaque année.

TITRE III.

Obligations et droits des associés.

ART. 11. — Chaque associé doit à la Société son concours et tous les renseignements qui peuvent être utiles et nécessaires dans l'intérêt de l'administration.

ART. 12. — Chaque associé peut, en dehors des droits afférents à son capital, concourir aux emplois et gratifications, conformément audit acte de Société, céder tout ou partie de sa part sociale, soit à des sociétaires, soit à des tiers qui, par le fait de la cession, seront soumis aux mêmes droits et charges que les sociétaires cédants. Cette cession ne pourra avoir lieu que pour des

fractions au-dessus de 100 francs et par multiples de 100 francs.

ART. 13. — Les associés auront aussi la faculté de prendre tels immeubles qu'il leur plaira au prix de l'estimation faite en l'inventaire, dans le mois qui suivra la confection de celui-ci, payables en parts d'intérêt, en prenant tous les frais à leur charge, et abandonnant la quotité afférente à leurs parts, dans le fonds de réserve.

TITRE IV.

Administration.

ART. 14. — La Société est administrée par un Conseil d'administration composé d'au moins cinq membres et de quinze au plus, qui sont nommés par l'Assemblée générale au

fur et à mesure des besoins, pour trois ans et renouvelés par tiers, d'année en année; les premiers sortants étant tirés au sort pour les deux premières années.

ART. 15. — Le Conseil nomme, chaque année, un Président et un Secrétaire choisis parmi les Administrateurs et qui peuvent être indéfiniment réélus; cette nomination est faite à la majorité absolue, au premier tour de scrutin, et ensuite à la majorité relative.

ART. 16. — Le Conseil se réunit au moins une fois par semaine; il tient un registre de ses délibérations, lesquelles, après que la rédaction en a été approuvée, sont signées par le Président et le Secrétaire, ou par les membres qui les suppléent, en cas d'empêchement.

Les copies ou extraits de ces délibérations à produire en justice ou ailleurs seront cer-

tifiées par le Directeur, ou par le membre du Conseil qui a présidé la séance.

Les Administrateurs ont droit à des jetons de présence dont la valeur sera déterminée par l'Assemblée générale, et à une part dans les bénéfices, conformément à l'article 29.

ART. 17. — Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration des affaires de la Société.

Sur la proposition du Directeur, il fixe l'organisation des bureaux, les appointements et salaires des agents ou employés, et les dépenses générales de l'administration.

Il nomme, sur la proposition du Directeur, le Caissier, les agents et employés, il détermine leurs attributions, il les révoque, nomme toutes commissions pour examiner les échanges d'immeubles et apports en nature.

Il arrête les règlements du régime intérieur.

Il autorise, dans la limite des statuts, toutes les opérations de la Société et en détermine les conditions.

Il autorise tous traités, transactions et compromis, toutes acquisitions d'immeubles, d'objets mobiliers, de créances et autres droits incorporels, reconnus nécessaires pour le recouvrement des créances de la Société; toutes cessions des mêmes droits avec ou sans garantie; tous désistements d'hypothèques, abandon de droits réels ou personnels, mainlevées d'inscriptions ou d'oppositions avec ou sans paiement; tous baux à réaliser ou à résilier; enfin, toutes actions judiciaires, soit en demandant, soit en défendant.

Ces actions sont exercées au nom, poursuites et diligences du Directeur.

Il arrête les bilans et les comptes qui doi-

vent être soumis à l'Assemblée générale des actionnaires.

Il fait, chaque année, à cette Assemblée, un rapport sur les comptes et sur la situation des affaires sociales.

Il délibère sur tous achats, constructions à élever, échanges d'immeubles, valeurs apportées en parts par les associés.

Il fixe les appointements du Directeur, le suspend de ses fonctions, convoque l'Assemblée générale extraordinaire, s'il y a lieu, procède à son remplacement.

ART. 18. — Un Directeur nommé par l'Assemblée générale sera chargé, sous l'autorité du Conseil, de la gestion des affaires sociales.

Il représente la Société vis-à-vis des tiers, pour l'exécution des décisions du Conseil.

Il signe la correspondance, les acquits ou

endossements d'effets et autres titres, les quittances et décharges, les transferts de rente, d'actions ou autres valeurs, les acceptations de transferts, les désistements d'hypothèques et mainlevées d'inscriptions ou d'oppositions avec ou sans payement, les conventions, marchés et transactions, et généralement tous actes portant engagement de la part de la Société.

Il signe, conjointement avec deux Administrateurs, les titres provisoires ou définitifs de parts d'intérêt.

Il propose au Conseil d'administration la nomination de tous employés ou de toutes commissions pour examiner les échanges d'immeubles et apports en nature.

Il dirige le travail des bureaux.

Il peut suspendre de leurs fonctions les employés et agents placés sous ses ordres,

sauf à en référer au Conseil d'administration, à sa prochaine réunion.

Il peut, avec l'autorisation du Conseil, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

TITRE V.

Comité de contrôle.

ART. 19. — Un Comité de contrôle nommé par l'Assemblée, et composé de neuf membres, surveille et contrôle toutes les affaires de la Société. Les membres du Conseil sont élus pour trois années; ils sont renouvelés par tiers chaque année; pour les deux premières années, les membres sortants sont désignés par le sort. Le Conseil nomme son Président, un Vice-Président, son Secrétaire, et détermine ses jours de réunion.

ART. 20. — Le Comité de contrôle veille à l'exécution des statuts et des règlements, contrôle les opérations de l'Administration, vérifie la comptabilité, la caisse et le portefeuille. Il prend connaissance de la correspondance, des contrats, traités, en un mot de tout ce qui concerne les intérêts de la Société ; approuve les états de situation mensuels, les inventaires, et propose le chiffre des répartitions ; donne son avis sur les règlements que les Administrateurs présentent à l'approbation de l'Assemblée.

ART. 21. — Il soumet à l'Assemblée générale les cas de retraite ou de révocation des Administrateurs, et il la convoque, s'il y a lieu, pour élire leurs remplaçants ; il fait, tous les six mois, son rapport à l'Assemblée sur la situation de la Société.

ART. 22. — Le Comité de contrôle ne

s'immisce en aucun cas dans la gestion proprement dite; les Administrateurs ne sont pas obligés d'exécuter ses décisions.

ART. 23. — Les membres du Conseil reçoivent des jetons de présence dont la valeur est déterminée par l'Assemblée générale, et ont droit également à une part dans les bénéfices, conformément à l'article 29.

TITRE VI.

Conseil judiciaire.

ART. 24. — Il sera formé, par les Administrateurs, un Conseil judiciaire consultatif composé d'hommes compétents qui donneront leur avis, ensemble ou séparément, sur les questions qui leur seront soumises.

TITRE VII.

Assemblées générales.

ART. 25. — Une Assemblée générale des actionnaires aura lieu deux fois par an, dans la première quinzaine des mois de janvier et de juillet, et plus souvent, s'il y a lieu, sur la convocation des Administrateurs ou du Comité de contrôle ; l'Assemblée se compose de tous les associés, qui ne peuvent avoir qu'une voix chacun, quelle que soit l'importance de leurs parts et de celles qu'ils représentent par un mandat régulier sur papier libre ; pour se constituer régulièrement, l'Assemblée doit comprendre au moins la moitié des associés et la moitié du capital ; les décisions sont prises à la majorité des voix, et en cas de

partage, la voix du Président est prépondérante.

Le bureau des Assemblées générales ordinaires ou extraordinaires se compose : d'un Président, d'un Secrétaire et de deux Scrutateurs. Il est nommé par l'Assemblée, à la majorité relative.

Le Président de la Commission de contrôle, et, à son défaut, le plus âgé des membres présents de la Commission, forme avec des membres désignés par l'Assemblée, un bureau provisoire. A l'heure indiquée par la convocation, il fait procéder à l'appel nominal et à l'élection du bureau définitif.

ART. 26. — L'Assemblée entend le compte-rendu de l'Administration et le rapport du Comité de contrôle ; elle prend communication des inventaires, les approuve, s'il y a lieu, et détermine, d'après ces inventaires et con-

formément aux statuts, le chiffre des bénéfices ou des pertes à répartir.

ART. 27. — L'Assemblée peut seule prononcer définitivement sur la nomination et la révocation des Administrateurs et des membres du Comité de contrôle ; sur l'acceptation et les modifications des règlements de la Société et les changements aux présents statuts. Les délibérations de l'Assemblée régulièrement constituée sont obligatoires pour tous les membres de la Société présents, absents ou dissidents ; elles sont consignées sur un registre à ce destiné et signées par le Président et par le Secrétaire de l'Assemblée.

TITRE VIII.

Inventaire. — Bénéfices. — Pertes.

ART. 28. — L'inventaire annuel, dressé par

les soins des Administrateurs, examiné par le Comité de contrôle, sera présenté par lui à l'approbation de l'Assemblée générale ; il sera mis à la disposition des Sociétaires, huit jours au moins avant la réunion ; il contiendra tout l'actif et tout le passif de la Société ; l'excédant en profit ou en perte sera réparti comme il sera dit ci-après.

ART. 29. — L'excédant de l'actif sur le passif, net de toutes charges, représente le bénéfice sur lequel il est prélevé 10 p. 100 pour créer un fonds de réserve jusqu'à concurrence du dixième du capital social.

Le reste est attribué :

1^o 75 p. 100 ainsi qu'il est expliqué article 10.

2^o 20 p. 100 aux Administrateurs, aux

membres du Comité de contrôle, au Directeur, aux employés, selon la délibération de l'Assemblée générale.

3^o Et enfin 5 p. 100 restent à la disposition de l'Assemblée générale pour récompenses, gratifications ou tous autres emplois que l'Assemblée jugerait convenables.

TITRE IX.

^f Attributions du fonds de réserve.

ART. 30. — Le fonds de réserve est destiné à subvenir aux pertes et notamment à payer l'intérêt du capital, en cas d'insuffisance des revenus.

TITRE X.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Modifications. — Dissolution.

ART. 31. — A l'expiration de la Société ou à sa liquidation, pour quelque cause que ce soit, il sera procédé au partage de l'actif entre tous les associés, proportionnellement à leurs droits respectifs ; la liquidation se fera suivant le mode qu'adoptera l'Assemblée générale.

ART. 32. — Aucune modification aux présents statuts ne pourra être votée par l'Assemblée générale sans la proposition préalable des Administrateurs, du Comité de contrôle ou de cinq membres de l'Association. Les propositions devront être connues des Sociétaires, avant d'être mises à l'ordre du jour.

ART. 33. — Tous pouvoirs sont donnés

au porteur d'un extrait des présentes pour les publier et déposer partout où besoin sera, conformément à la loi.

LA RETRAITE

Tout ce qui précède donne à l'ouvrier les moyens d'employer le mieux possible ses années d'activité, et s'il les a bien occupées, non-seulement il se sera procuré une existence meilleure, plus calme et plus aisée que celle que mènent les ouvriers non associés, mais en arrivant à l'âge de 45 à 50 ans, l'ouvrier sociétaire aura, grâce à l'Association et en y accumulant ses bénéfices à l'aide du capital facultatif, assuré le repos de ses vieux jours, dont il pourra encore augmenter le bien-être à l'aide de l'Association de retraite, dont il sera parlé plus loin.

Le tableau suivant, que je remplis d'après des données moyennes, présente comme résultat auquel on peut arriver en Association, avec de l'ordre et de la conduite, la formation d'un capital de plus de onze mille francs.

Ainsi, en supposant un ouvrier gagnant cinq francs par jour et versant le dixième à son fonds social, cet ouvrier, même en ne tenant compte ni des heures supplémentaires ni des fonctions qu'il pourra remplir, aura¹ :

Première année : 280 jours à 5 fr. : 1,400 fr., il laissera pour la mise :

Retenue de 40 p. 100.	140 fr.
Part de bénéfices.	150 fr.
Ensemble.	290 fr.

Les autres années, son avoir s'augmentera des intérêts sur les dépôts antérieurs et successifs de la manière suivante :

1. J'ai remarqué, dans notre Association de maçons et de tailleurs de pierre, que l'ouvrier associé retrouve toute sa retenue dans le fait de n'avoir pas à perdre de temps pour chercher de la besogne, l'occupation se trouvant dans la Société qui, en outre, distribue des secours en cas de maladie.

ANNÉES	RETENUE DE 10 %	BÉNÉFICE	INTÉRÊT A 6 %	DÉPOT ANNUEL	AVOIR TOTAL	OBSERVATIONS
1	140	150	»	290	»	Je répète qu'en comptant seulement 280 jours à 5 fr., je reste au-dessous de la vérité; puisqu'il n'y a pas de chômage ni de lundis, en Association, et que je ne tiens compte ni des heures supplémentaires d'été, ni du travail du dimanche (assez fréquent), ni des veillées de nuit dans les industries qui s'exercent à l'intérieur.
2	140	150	17 40	307 40	597 40	
3	140	150	35 85	325 85	923 25	
4	140	150	55 40	345 40	1.268 65	
5	140	150	76 10	366 10	1.634 75	
6	140	150	98 10	388 10	2.022 85	
7		150	121 35	271 35	2.294 20	
8		150	137 65	287 65	2.581 85	
9		150	154 90	304 90	2.886 75	
10		150	173 20	323 20	3.209 95	
11		150	192 60	342 60	3.552 55	
12		150	213 15	363 15	3.915 70	
13		150	234 95	384 95	4.300 65	
14		150	258 05	408 05	4.708 70	
15		150	282 50	432 50	5.141 20	
16		150	308 45	458 45	5.599 65	
17		150	336 »	486 »	6.085 65	
18		150	365 15	515 15	6.601 80	
19		150	396 10	546 10	7.147 90	
20		150	428 90	578 90	7.726 80	
21		150	463 60	613 60	8.340 40	
22		150	500 40	650 40	8.990 80	
23		150	539 45	689 45	9.680 25	
24		150	580 80	730 80	10.410 05	
25		150	624 60	774 60	11.184 65	

Les ouvriers qui connaissent les résultats de l'Association, peuvent apprécier avec quelle modestie le tableau ci-dessus est dressé, car il reste à l'ouvrier tous les avantages que peuvent lui procurer les Associations de consommation, les augmentations de prix et les positions qu'il peut obtenir dans l'Association. Son avoir est donc bien en réalité le produit d'un bénéfice social qui s'acquiert par le fait même de l'Association et dépassera presque toujours la somme indiquée.

Avec cet avoir, il lui est facile de se faire rentier en cédant son capital en rente viagère à ses enfants ou à son Association, ou bien encore, s'il n'a pas de famille, à des tiers qui, selon les tables des sociétés de rentes viagères actuelles, lui donneraient 10 p. 100 de son argent.

Avec la rente qu'il se fera ainsi, la vie de

l'ouvrier sera heureuse et tranquille, surtout s'il continue à vivre en Association. Dans celle que je propose sous le nom de Société de Vétérans du travail, elle comporte la possession d'un espace suffisant pour avoir potager, pêche, vacherie, basse-cour, chasse peut-être, habitation particulière, fourneaux, salle de jeu, bibliothèque, etc., etc. ; le tout régi par le principe coopératif, et par des statuts appropriés. Je ne les ai pas étudiés, mais en voici les principes généraux.

SOCIÉTÉ DES VÉTÉRANS DU TRAVAIL

Il est formé par ces présentes une Société civile en coopération pour la vie en famille.

Elle a pour but de procurer à ses mem-

bres tout ce qui est nécessaire à la vie, aux meilleures conditions possibles, en partant d'un minimum de et de leur donner la faculté de dépasser ce minimum selon leurs moyens, avec conditions convenues entre eux par des règlements acceptés en Assemblée générale.

Pour atteindre ce but, chaque associé fait en entrant un versement de. qui lui est restitué, ou à ses ayant droit, six mois après sa sortie, moins ce qui peut rester dû à la Société.

Un Doyen nommé par tous les membres préside à l'administration ; la durée de ses pouvoirs est indéfinie, mais il est toujours révocable sur la demande de. sociétaires.

Un Conseil d'administration, composé de membres, dirige les achats et

dépenses de la Société, fixe les prix des objets et le service des répartitions.

Des comités nommés par l'Assemblée générale sont chargés des détails de chaque service.

Une Commission de contrôle vérifie la comptabilité, reçoit les plaintes des sociétaires soit entre eux soit contre l'Administration et réciproquement, les concilie s'il y a lieu, et dans le cas contraire, désigne, à tour de rôle, ... membres qui se constituent en jury, devant lequel les parties soutiennent leurs prétentions, après que la Commission a donné son avis sur le litige ; après quoi le jury statue selon sa conscience et conformément aux règlements.

Les membres de la Société ont droit de prendre, tant pour leur consommation que pour celle des invités qu'ils reçoivent, ce qui

leur est nécessaire au prix fixé tous les trois mois, par le Conseil d'administration.

Une Assemblée générale entend les rapports des Conseils et délibère sur les projets de règlements ou leurs modifications ; admet les nouveaux membres et exclut, conformément aux règles ci-dessus, définitivement les membres qui auraient contrevenu aux règlements ; arrête l'inventaire. L'excédant des recettes sur les dépenses est réparti au marc le franc des acquisitions faites par chaque membre.

Cette organisation toute libérale pourrait être accessible à ceux qui auraient peu de rentes, en ce qu'elle leur laisserait la faculté de faire quelque chose qui pourrait leur profiter ; de même que des ateliers d'apprentissage pour les enfants donneraient un produit qui allégerait la charge des parents.

C'est dans cet asile que nous retrouverons à la fin de sa carrière, notre ouvrier que nous avons pris à vingt-un ans.

Il a des enfants qui le remplacent dans les ateliers et la famille. Que sa fille ou sa bru se trouve dans un état intéressant, aidé du gain du mari, il peut la recevoir à la maison de campagne et avoir soin de ses descendants avant leur naissance. L'allaitement pourrait aussi s'y faire, et plus tard la grand'maman remplacer la crèche (on a toujours du bonheur de se retrouver dans ses petits-enfants); puis, après les premiers pas, l'enfant apprendrait la lecture, et continuerait son instruction sous la surveillance de ses vieux parents. Les enfants ne seraient pas seulement choyés par leurs bons parents, mais encore par tous les voisins qui seraient des amis. Les temps de loisir, qui sont aujourd'hui si tristement

dépensés, deviendraient une vraie fête pour les jeunes papas et mamans qui iraient voir à la fois leurs parents et leurs enfants. Il est certain que, tandis que les enfants se livreraient à l'instruction, les grands parents étudieraient les jeux d'agrément pour préparer la fête de réception des papas et mamans, et tous attendraient avec plaisir ces réunions où les cœurs s'épancheraient ; les enfants heureux et fiers de dire à leurs papas ce qu'ils ont appris, et les grands parents de la satisfaction de leurs propres enfants.

L'apprentissage même combiné avec l'instruction pourrait se faire pour les industries qu'on établirait dans cette belle villa que je rêve, et quand les enfants iraient à l'atelier (atelier social), ils y trouveraient une nouvelle famille et s'efforceraient à faire des progrès pour pouvoir les

raconter à leurs grands parents ; de telle sorte qu'à vingt et un ans, au lieu d'avoir comme leur père à étudier toute une vie qu'il faut organiser, ils n'auraient qu'à améliorer, ce qui me paraît beaucoup plus facile.

Dans l'instruction des enfants on insisterait surtout sur la tenue des livres qui me paraît indispensable à tout associé, bien qu'ils ne soient pas tous appelés à tenir la comptabilité ; il est non-seulement nécessaire pour eux-mêmes qu'ils sachent se rendre compte de l'état de la Société, mais pour la Société elle-même, qui a besoin de la confiance de ses associés, ce qui est toujours

difficile à obtenir de ceux qui ne savent pas se rendre compte.

Nous pouvons aussi supposer que tous les avocats ou jurisconsultes ne feront pas fortune, et que ceux d'entre eux qui jugeront convenable de venir passer leurs derniers jours avec nous, pourront donner aux enfants les notions élémentaires de droit.

Nous ne remarquons pas assez que nous sommes toujours censés connaître la loi ; j'ai peine à la comprendre , moi qui ne l'ai jamais vu expliquer à d'autres qu'à ceux qui sont assez riches pour pouvoir suivre le cours de droit.

Ainsi nous étudions à quelle condition nous serons locataires, à quelle condition nous serons associés, à quelle condition nous engageons notre argent ou notre liberté, à quelle condition nous entrepre-

nous un travail, etc., et nous ne nous occupons jamais de notre condition de citoyens; il semble cependant que les droits et les devoirs envers tous méritent bien autant d'attention que ceux envers quelques-uns.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

POUR LA VENTE DES PRODUITS D'AMEUBLEMENT

Les Ouvriers en meubles du faubourg Saint-Antoine viennent de se constituer en Association pour la vente directe de leurs produits.

Cette forme de la coopération, mise en pratique depuis longtemps déjà, et avec le plus grand succès, en Angleterre et en Allemagne, ne peut pas moins bien réussir à Paris.

Notre Association a trois choses en vue : assurer aux travailleurs une rémunération convenable par la suppression de l'intermédiaire ; procurer une économie notable aux consommateurs ; moraliser le commerce en rendant le fabricant responsable du travail qu'il livre à la consommation.

Notre Société se compose de tous ceux qui

coopèrent à la fabrication d'objets d'ameublement : Ébénistes en tous genres , Tapissiers , Marbriers, Chaisiers , Menuisiers en fauteuils , Fabricants d'ornements , etc., qui se réunissent pour mettre leurs produits directement à la portée de ceux qui en ont besoin.

Cette organisation permet aux consommateurs d'avoir, de première main et par conséquent à meilleur marché, ou meilleur, et souvent l'un et l'autre, tous les objets d'ameublement qu'ils voudront se procurer.

La Société ayant consigné dans son contrat social, que tous les produits sortant de ses Magasins sont garantis à l'acheteur, par la Société, et que chaque sociétaire est responsable envers elle, de son produit, il en résulte que l'on pourra se fournir chez nous en toute sécurité.

Nous disons donc au public (ce que vous lisez n'est point une réclame, dans le sens ordinaire du mot) : ce à quoi nous vous engageons à collaborer est une œuvre éminemment libérale, puisqu'il s'agit d'affranchir le travail et par là lui donner le plus grand essor passible.

Les bénéfices exagérés de l'intermédiaire dans

les transactions commerciales, n'ont pas seulement pour effet le surenchérissement général du produit, mais aussi la décadence de l'industrie, en contraignant le fabricant à produire toujours à meilleur marché, ce qui le pousse dans la voie fatale de produire de plus en plus mauvais.

La formation et la marche de notre Société auront pour effet, nous l'espérons, de relever le niveau de l'industrie. Rien n'a été et ne sera négligé pour cela. Par une clause spéciale de nos statuts, il est institué un jury chargé de décerner des récompenses à ceux de nos associés qui se feront remarquer par la supériorité de leurs produits.

Pourtant, pour les produits dont l'extrême modicité des prix ne permettrait pas la garantie, le consommateur en sera prévenu et recevra une facture spéciale ; on verra là, nous l'espérons, une preuve de bonne foi, et en même temps le désir d'être utile à ceux qui ne peuvent se procurer des objets de première qualité, ces produits même étant sérieusement examinés par la Commission d'expertise.

Nous serons toujours très-heureux de recevoir

dans nos Magasins, rue de Lyon, 43, à Paris, tous ceux qui voudront nous visiter; nous nous efforcerons de réunir, de mettre sous leurs yeux tous les articles d'ameublement qu'ils pourraient désirer.

Le Directeur-Gérant,

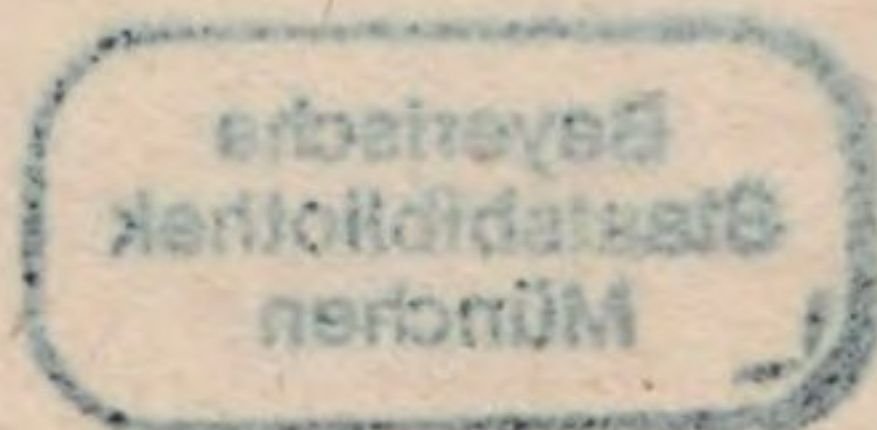
POUGHEON.

La Société a tenu sa première Assemblée générale le dimanche 23 septembre 1866, chez M. VIENNE, rue de Paris, 10 (Belleville).

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

Avertissement de l'auteur.....	1
Guide de l'Association à l'usage des jeunes ouvriers...	5
Association des bibliothèques populaires.....	8
Bibliothèque du cinquième arrondissement. Statuts...	12
— Règlement de la bibliothèque.....	24
Société du Crédit au travail.....	40
Sociétés de Crédit mutuel.....	87
Sociétés de Crédit mutuel et de solidarité commerciale.....	90
Société civile de Crédit mutuel et d'épargnes.....	107
Sociétés de production.....	124
— Projet de statuts.....	128
— Règlement déterminant les attributions des administrateurs.....	182
— Règlement d'administration : concernant les versements au capital, 186 ; — la conduite à suivre par les associés, 849 ; — concernant les magasins et chantiers de dépôt, 190 ; — les employés, travailleurs, les chantiers et corvées, 194 ; — l'assistance sociale.....	197



Association de consommation.....	201
Extrait des statuts de la Société <i>la Vie aisée</i>	203
Extrait des statuts de la Société <i>l'Économie ouvrière</i> ...	212
Société de vente en commun pour les ouvriers en cham- bre.....	221
Projet d'Association coopérative immobilière.....	243
La Retraite.....	273
Société des Vétérans du travail.....	277
Société générale pour la vente des produits d'ameuble- ment.....	288

FIN DE LA TABLE.

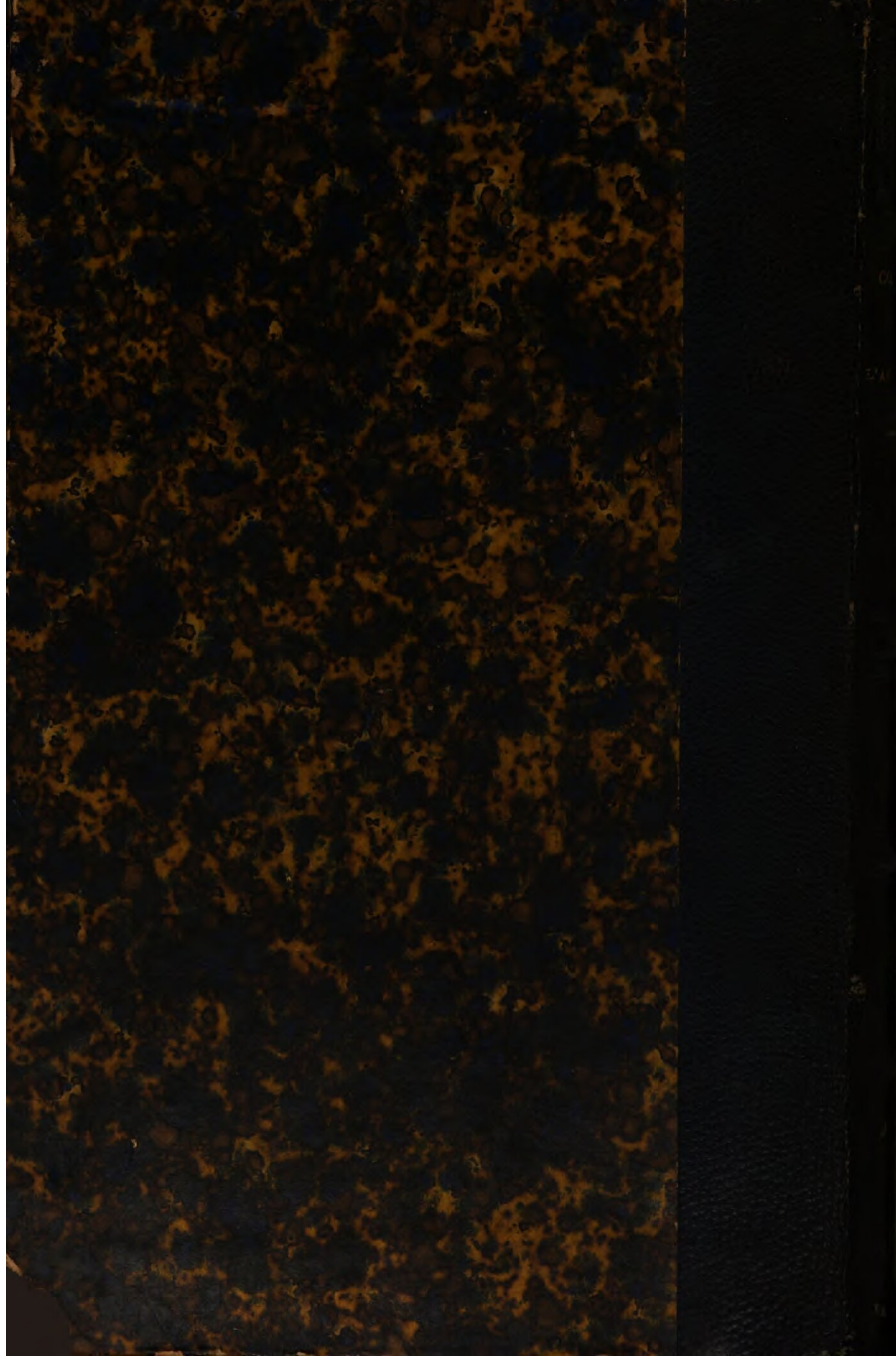
Imprimerie L. TOINON et C^e, à Saint-Germain.

Bayerische
Staatsbibliothek
München

EP/17/1003







Cohadon

Guide de l'association a l'usage du jeune ouvrier

Paris 1868

81.81504

urn:nbn:de:bvb:12-bsb10704288-8